RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité – Justice

Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement (MERSE)

CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME

CDMT-m initial

2027-2029

Version actualisée

Octobre 2026

Table des matières

Table des matières **2**
Liste des Tableaux **3**
Liste des Acronymes **4**
Contexte **6**
Introduction **8**
1. Structure programmatique du Ministère 9
1.1. Programme 1 : Support 11
1.2. Programme 2 : Enseignement de base 13
1.3. Programme 3 : Enseignement secondaire 16
2. Elaboration du CDMT-m du ministère 17
2.1. CDMT-m Tendanciel 17
2.2. Les initiatives nouvelles 21
2.2.1. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support 21
2.2.2. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Enseignement de base 22
2.3. CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 23

Liste des Tableaux

Tableau 1: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par partie budgétaire..... 17
Tableau 2: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme et partie budgétaire budgétaire 18
Tableau 3 : Repartition de l'enveloppe supllémentaire demandée par le MERSE 18
Tableau 4 : CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme et par partie budgétaire (y compris les besoins supplémentaires) 19
Tableau 5 : CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme, par action par partie budgétaire (y compris les besoins supplémentaires) 20
Tableau 6 : les initiatives nouvelles proposées par le programme support 21
Tableau 7: Les initiatives nouvelles proposées par le programme enseignement de base 22
Tableau 8: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par partie budgétaire. 23
Tableau 9 : CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par programme et par partie budgétaire 23
Tableau 10: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par programme, par action et par partie budgétaire 24

Liste des Acronymes

CAS	Compte d'Affectation Spéciale
CBMT	Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT-g	Cadre de Dépenses à Moyen Terme Global
CDMT-m	Cadre de Dépenses à Moyen Terme ministériel
CE-CP	Crédits d'engagement-Crédits de paiement
CF	Commission fiscales
CNE	Cellule chargée de l'Evaluation
CCRP	Cellule Communication et Relations avec le Public
CCPG	Cellule chargée de la Promotion du Genre
CIEMS	Cellule d'Information, d'Education et de Communication en milieu Scolaire
CSLS	Coordination Sectorielle de la Lutte contre le SIDA
DGB	Direction Générale du Budget
DSP	Direction de la Solde et des Pensions
DGE	Direction Générale de l'Enseignement
DEF	Direction de l'Enseignement Fondamental
DES	Direction de l'Enseignement Secondaire
DEP	Direction de l'Enseignement Privé
DPES	Direction de la Promotion de l'Enseignement des Sciences
DASE	Direction de l'Animation Socio-éducative
DCCDREN	Direction chargée de la Coordination avec les Directions Régionales
DGR	Direction Générale des Ressources
DRH	Direction des Ressources Humaines
DPM	Direction du Patrimoine et de la Maintenance
DAF	Direction des Affaires Financières
DGRP	Direction de la Réforme et de la Prospective
DR	Direction de la Réforme
DSPC	Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération
DNES	Direction de la Nutrition et de l'Education Sanitaire
DEC	Direction des Examens et des Concours
DIDD	Direction de l'Informatique, de la Documentation et de la Dématérialisation
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale
ENI	Ecole Normale des Instituteurs
EAP	Extension en Année Pleine
EEP	Entreprises et Etablissements Publics
ENS	École Normale supérieure
FI	Formation Initiale
FC	Formation continue
GLPE	Groupe local des partenaires de l'éducation
GPEC	Gestion prévisionnelle des emplois et compétences
GRH	Gestion des ressources humaines
GVT	Glissement, Vieillesse, Technicité
HCE	Haut Conseil de l'Éducation
IGEN	Inspection Générale de l'Education Nationale

ICEF	Inspection chargée de l'enseignement fondamental
ICCAG	Inspection chargée du contrôle administratif et de gestion
ICES	Inspection chargée de l'enseignement secondaire
IDEF	Inspection Départementale de l'Enseignement Fondamental
IC	Inspection de Circonscription
IPN	Institut Pédagogique National
IPELAN	Institut pour la Promotion de l'Enseignement des langues Nationales
IST	Infections sexuellement transmissibles
LEP	Loi des Entreprise Publiques
LOLF	Loi Organique relative aux Lois de Finances
PAGFAM	Programme d'Appui à la Gouvernance Financière et Administrative en Mauritanie
PAE	Plans d'amélioration des établissements
PNDSE	Programme national de développement du secteur de l'éducation
PNE	Politique Nationale Enseignante
PLFR	Projet de Loi de Finances Rectificative
RH	Ressources humaines
SDI	Enquête sur les Indicateurs de Prestation de Services en Éducation
SEN	Système Éducatif National
SMT	Sciences, mathématiques et technologies
SNIG	Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre
SIRAGE	Système d'Information pour la Réforme Administrative et la Gestion de l'Éducation
UPF	Unité de Politiques Fiscales
ZEP	Coordination du Programme des Zones d'Education Prioritaires

Contexte

La Mauritanie s'est engagée dans une réforme des finances publiques qui rentre parfaitement dans le cadre de la mise en œuvre du programme du Président de la République. Cette réforme est également citée dans la déclaration de politique générale présentée par le Premier Ministre devant l'Assemblée Nationale, qui considère le renforcement de la gouvernance, dont les réformes des finances publiques constituent l'un des vecteurs déterminants, l'un des axes majeurs du programme gouvernemental.

Cette réforme des finances publiques s'est concrétisée, entres autres, par l'adoption de la loi organique relative aux lois de finances N°2018-039 (LOLF) qui exige un passage du budget de moyens au budget programme.

Le passage d'une gestion budgétaire classique vers une gestion axée sur la performance permet d'assurer les objectifs suivants :

- Accroître la performance en orientant le budget vers les résultats ;
- Octroyer plus de liberté et de responsabilité aux gestionnaires budgétaires ;
- Alléger et simplifier les procédures de la dépense publique ;
- Donner plus de clarté aux choix stratégiques en renforçant la programmation budgétaire pluriannuelle ;
- Renforcer la déconcentration budgétaire pour favoriser une gestion de proximité répondant aux attentes des citoyens ;
- Maintenir la stabilité macro-économique ;
- Libéraliser l'économie et ouverture du secteur public.

La circulaire du 17 mai 2024, relative au déploiement de la LOLF prévoit de tester les principales composantes de la gestion axée sur la performance dès l'année 2024 pour quatre Ministères pilotes :

- Ministère des Finances[1] ;
- Ministère de la Santé ;
- Ministère de l'Education Nationale et de la Réforme du Système Educatif ;
- Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille.

Parmi les quatre ministères pilotes engagés dans le processus de réforme budgétaire, seul le Ministère délégué auprès du Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du Budget, a produit et publié en ligne son CDMT ministériel (CDMT-m) 2025–2027. Toutefois, en 2024, des avancées notables ont été enregistrées dans les trois autres ministères pilotes, notamment au Ministère de l'Éducation et de la Réforme du Système d'Enseignement (MERSE).

En rappel, Le MERSE a en effet franchi une étape décisive en produisant, pour la première fois, son formulaire du CDMT 2025–2027, conformément aux exigences de la lettre

[1] Ministère délégué auprès du Ministre de l'Economie et des Finances chargé du Budget

circulaire n°0003 du Ministre des Finances du 17 mai 2024. Ce formulaire, issu d'un processus rigoureux de planification budgétaire, constitue un jalon technique majeur en vue de la production complète du CDMT-m 2026–2028, attendue au cours du second semestre 2025.

Cette dynamique de progression témoigne de l'engagement du MERSE dans le basculement vers le budget-programme axé sur la performance, tout en posant les bases d'une budgétisation à moyen terme plus stratégique, structurée et alignée avec les priorités sectorielles du PNDSE III.

Le décret, N°2019-196 portant modalités, procédures et calendrier de la programmation budgétaire, vient identifier les instruments de la programmation budgétaire à savoir :

- Le Document de Programmation Budgétaire à Moyen Terme (DPBMT) qui comprend le CBMT et le CDMT-g ;
- La circulaire de préparation de la loi de finances ;
- Les Cadres de Dépenses à Moyen Terme ministériels (CDMT-m).

Dans la poursuite des efforts engagés par le MERSE en matière de réforme budgétaire et conformément au décret, N°2019-196 portant modalités, procédures et calendrier de la programmation budgétaire, un Comité technique permanent a été institué par la Note de Service n°0848 signée par le Secrétaire Général le 18 décembre 2024. Ce comité regroupe des représentants des directions centrales, déconcentrées, des établissements publics et des organes consultatifs.

Les premières actions de formation de ses membres ont été lancées dès janvier 2025, avec un focus sur les fondements théoriques de la budgétisation axée sur les résultats. À l'issue de cette étape, un Comité Technique Restreint en charge du budget-programme a été mis en place pour conduire les travaux pratiques liés à l'élaboration du CDMT ministériel.

Ce Comité a bénéficié d'un accompagnement rapproché tout au long du processus d'élaboration du CDMT-m 2026–2028, de la part de l'expert résident en politique et gestion budgétaire du Programme d'Appui à la Gouvernance Financière et Administrative en Mauritanie (PAGFAM), financé par l'Union Européenne. Cet appui a été conduit en synergie avec les interventions du Projet d'Appui Institutionnel à la Réforme de l'Éducation (PAIRE), également financé par l'Union Européenne, ainsi que de l'UNICEF, partenaire actif dans le renforcement des capacités techniques du MERSE.

Le présent CDMT-m 2027–2029 s'inscrit dans la même dynamique d'amélioration de la planification et la gestion budgétaire conforme au budget programme. Il a été élaboré suivant les indications de la circulaire budgétaire 007 MF/DGB/2026 du 31 juillet 2026 portant circulaire de préparation du projet de loi de finances 2027.

Introduction

Le Cadre des Dépenses à Moyen Terme ministériel (CDMT-m) est un outil de programmation des dépenses du ministère qui tient compte des indications de ressources communiquées par la circulaire de préparation de la loi de finances, et propose une ventilation à moyen terme des ressources entre les programmes et actions en vue d'atteindre des objectifs précis.

Le CDMT-m est aussi un moyen de plaidoyer pour la mobilisation des ressources en vue du financement des programmes, notamment lors des phases de pré-arbitrages et arbitrages budgétaires et renforce la préparation du budget annuel dans une approche pluriannuelle, lui donnant plus de crédibilité et d'efficacité.

Le CDMT-m est préparé annuellement et couvre une période de trois ans. Au bout de chaque année les projections du CDMT-m sont mises à jour et l'horizon de la période de projection est repoussée d'une année.

Le CDMT-m vise à :

- Assurer la discipline budgétaire globale ;
- Allouer les ressources de manière efficace ;
- Assurer une prestation efficiente des services publics ;
- Exprimer les besoins de financement des programmes et actions du Ministère, en relation avec les objectifs stratégiques visés ;
- Etablir une cohérence entre les objectifs stratégiques, les programmes et les actions ;
- Renforcer la cohérence entre les charges de fonctionnement et celles d'investissement en s'assurant notamment que les charges récurrentes engendrées par les dépenses en capital sont prises en compte ;
- Donner une bonne lisibilité des interventions du gouvernement sur le moyen terme ;
- Améliorer les conditions de préparation de la loi de finances.

Le CDMT-m est un document montrant la politique budgétaire du ministère, compte tenu des contraintes financières, et les objectifs de performance. Cette politique budgétaire repose sur un ensemble d'objectifs ambitieux visant à renforcer la performance économique, à améliorer la qualité de vie des citoyens et à assurer la soutenabilité budgétaire.

1. Structure programmatique du Ministère

L'activité du ministère est scindée en trois programmes respectant les principes de bases pour la spécification d'un programme, à savoir :

- Un programme doit être associés à des priorités stratégiques identifiées dans la phase de planification ;
- Un programme doit être indépendant d'autres programmes et avoir une stratégie propre ;
- Un programme doit regrouper des activités formant un tout organique et cohérent ;
- Un programme doit avoir une chaîne de responsabilité indépendante ;
- L'affectation du personnel doit être exempt d'ambigüité et ne pas contredire la chaîne de responsabilité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la LOLF, Le Secrétaire Général du ministère assure une mission générale de coordination des programmes du ministère. Il est ainsi chargé de coordonner les activités des différents programmes et de s'assurer de l'efficacité de la coopération des responsables administratifs et responsables de programme.

Tableau 1 : Proposition découpage programmatique du Ministère

Programme	Actions	Structures rattachées
Programme 1 : Support	Pilotage, coordination et gestion administrative	Cabinet du Ministre
		Secrétariat Général
		Cellule chargée de l'Evaluation (CNE) ;
		Cellule Communication et Relations avec le Public (CCRP)
		Cellule chargée de la Promotion du Genre (CCPG)
		Cellule d'Information, d'Education et de Communication en milieu Scolaire (CIEMS)
		Coordination Sectorielle de la Lutte contre le SIDA (CSLS)
		Coordination du Programme des Zones d'Education Prioritaires (ZEP).
		Direction Générale des Ressources (DGR)
		Direction des Ressources Humaines (DRH)
		Direction du Patrimoine et de la Maintenance (DPM)
		Direction des Affaires Financières (DAF)
		Direction de l'Informatique, de la Documentation et de la Dématérialisation (DIDD)
		Direction chargée de la Coordination des Directions Régionales (DCCDREN)
	Mise en œuvre de la réforme	Direction Générale de la Réforme et de la Prospective (DGRP)
		Direction de la Réforme (DR)
		Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération (DSPC)
		Institut Pédagogique National (IPN)
		Institut pour la Promotion de l'Enseignement des langues Nationales (IPELAN)
		Comité national de suivi de la réforme de l'éducation (CNSRE)

		Commission nationale des curricula (CNC)
	Évaluation, contrôle, audit	Inspection Générale de l'Éducation Nationale (IGEN)
		Inspection chargée de l'enseignement fondamental (ICEF)
		Inspection chargée du contrôle administratif et de gestion (ICCAG)
		L'Inspection chargée de l'enseignement secondaire (ICES)
		Direction de l'Enseignement Privé (DEP)
		Direction des Examens et des Concours (DEC)
		Pôle régional d'Inspection (Centre)
		Pôle régional d'Inspection (Essahili)
		Pôle régional d'Inspection (Est)
		Pôle régional d'Inspection (Ouest)
		Pôle régional d'Inspection (Nord)
		Pôle régional d'Inspection (Sud)

Programme	**Actions**	**Structures rattachées**
Programme 2 : Enseignement de Base	Promotion de l'Education de base	Direction de l'Enseignement Fondamental (DEF)
		ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS D'AIOUN
		ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE NOUAKCHOTT
		ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE KAEDI
		ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS D'AKJOUJT
		ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE KIFFA
	Formation et environnement scolaire	Direction de la Nutrition et de l'Éducation Sanitaire (DNES)
		DREN HODH EL CHARGHI et ses institutions
		DREN HODH EL GHARBI et ses institutions
		DREN ASSABA et ses institutions
		DREN BRAKNA et ses institutions
		DREN TRARZA et ses institutions
		DREN ADRAR et ses institutions
		DREN TAGANT et ses institutions
		DREN GUIDIMAGHA et ses institutions
		DREN TIRIS ZEMMOUR et ses institutions
		DREN INCHIRI et ses institutions
		DREN NDB et ses institutions
		DREN GORGOL et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT NORD et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT OUEST et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT SUD et ses institutions

Programme	Actions	Structures rattachées
Programme 3 Enseignement Secondaire	Amélioration de la Qualité de l'enseignement secondaire	Direction de la Promotion de l'Enseignement des Sciences (DPES), en charge de la stratégie nationale pour les filières scientifiques et des équipements associés ;
		Direction de l'Animation Socio-éducative (DASE), responsable des dimensions culturelles, sportives et citoyennes de l'offre éducative ;
	Modernisation de la gestion des Établissements secondaires (Lycées)	Direction de l'Enseignement Secondaire (DES)
		DREN HODH EL CHARGHI et ses institutions
		DREN HODH EL GHARBI et ses institutions
		DREN ASSABA et ses institutions
		DREN BRAKNA et ses institutions
		DREN TRARZA et ses institutions
		DREN ADRAR et ses institutions
		DREN TAGANT et ses institutions
		DREN GUIDIMAGHA et ses institutions
		DREN TIRIS ZEMMOUR et ses institutions
		DREN INCHIRI et ses institutions
		DREN NDB et ses institutions
		DREN GORGOL et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT NORD et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT OUEST et ses institutions
		DREN NOUAKCHOTT SUD et ses institutions

Pour mieux appréhender le contenu d'un programme et pouvoir calculer son coût, celui-ci est scindé en plusieurs actions. Ces dernières structurent et composent le programme, fournissant ainsi le cadre d'analyse de son contenu.

Chaque action est décomposée en plusieurs activités qui constituent le périmètre de l'expression des demandes de crédits pour un programme, et de la justification de ces demandes.

Ces actions et ces activités rendent plus lisible la politique publique portée par le programme, en explicitant ses grandes composantes.

1.1. Programme Support

Conformément à l'article 30 de la LOLF, le programme Support s'engage à soutenir les programmes opérationnels dans l'atteinte de leurs objectifs, il comprend toutes les structures qui fournissent une assistance horizontale à tous les programmes.

Il comprend un ensemble de fonctions et d'activités liées à l'administration, qui sont principalement le pilotage, la gouvernance, la gestion des ressources humaines, la logistique, les affaires financières et juridiques ainsi que les achats publics et la communication. Le programme support est placé sous la responsabilité du Secrétaire Général.

Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme Support du Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement sont :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat Général ;
- L'Inspection Générale de l'Éducation Nationale ;
- La Direction des Affaires Financières (DAF) ;
- La Direction de l'Informatique, de la Documentation et de la Dématérialisation (DIDD) ;
- La Direction de l'Enseignement Privé (DEP) ;
- La Direction Générale de la Réforme et de la Prospective (DGRP) ;
- La Direction des Examens et des Concours (DEC) ;
- L'Institut Pédagogique National (IPN) ;
- L'Institut pour la Promotion de l'Enseignement des langues Nationales (IPELAN) ;
- Le Comité national de suivi de la réforme de l'éducation (CNSR) ;
- Le Commission nationale des curricula (CNC).

Il vise à renforcer la gouvernance, moderniser l'administration, améliorer la gestion des ressources humaines, structurer les fonctions de pilotage, ancrer une culture de l'évaluation et accompagner la transition numérique du secteur. Il s'articule autour de quatre objectifs stratégiques renforcés par des axes complémentaires clés.

(i) **Moderniser la gestion administrative et des ressources humaines**

Le programme engage une réforme structurelle de la gestion des ressources humaines (GRH) à travers l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie sectorielle. Celle-ci inclut la professionnalisation des gestionnaires RH, l'actualisation de la carte scolaire, la réforme des systèmes d'évaluation et d'affectation, ainsi que la planification prévisionnelle des effectifs.

L'opérationnalisation du Système d'Information pour la Réforme Administrative et la Gestion de l'Éducation (SIRAGE) constitue une avancée majeure. Il permet un suivi en temps réel des données éducatives, ventilées par sexe et localité, pour un pilotage fondé sur des évidences. La politique enseignante est pleinement intégrée dans cette stratégie GRH, en lien avec la réforme de la formation initiale et continue des enseignants.

Cet objectif couvre également les fonctions support : réforme budgétaire, gestion des archives, logistique, digitalisation des documents et professionnalisation administrative.

(ii) **Renforcer la coordination sectorielle et piloter efficacement les réformes**

Le programme soutient la mise en œuvre de la réforme éducative à travers la création de dispositifs de coordination fonctionnels et inclusifs. Il prévoit l'élaboration d'outils de pilotage (feuilles de route, plans d'action), l'institutionnalisation du dialogue sectoriel, le suivi du budget-programme et la consolidation des fonctions de planification.

Une attention particulière est accordée à l'intégration du genre comme axe transversal, via une stratégie d'institutionnalisation du genre dans les politiques éducatives. Celle-ci agit à tous les niveaux du système, de l'accès à la gouvernance, et vise à lever les obstacles à l'égalité des chances.

(iii) **Développer les capacités d'évaluation du système éducatif**

L'évaluation devient un pilier central de la redevabilité et de l'amélioration continue. Le programme appuie la mise en place de dispositifs d'évaluation des acquis des élèves à différentes étapes du parcours scolaire, ainsi que le renforcement des capacités des enseignants, des encadreurs pédagogiques et des structures centrales.

Des enquêtes, audits qualité et évaluations institutionnelles seront conduits pour améliorer la performance et la qualité de l'offre éducative. Les résultats seront désagrégés selon le sexe, la localisation et d'autres indicateurs pertinents.

(iv) **Accompagner la transition numérique et le pilotage des innovations**

Le programme appuie la digitalisation des services administratifs et pédagogiques : modernisation des infrastructures, promotion de l'enseignement à distance, développement des compétences numériques via des formations (ex. : modules Word, Excel, visioconférence).

Ce volet couvre aussi l'appui à la régulation de l'enseignement privé à travers des mécanismes de suivi, d'encadrement et de professionnalisation, contribuant à une meilleure gouvernance de l'offre éducative dans son ensemble.

1.2. Programme 2 : Enseignement de base

Dans le cadre de la mise en œuvre du PNDSE III, l'éducation de base vise à garantir à chaque enfant un accès équitable, une scolarisation complète et des apprentissages de qualité, depuis le primaire jusqu'au collège.

L'éducation de base, désormais conçue comme un continuum structuré entre ces deux niveaux, constitue un pilier central de la réforme éducative.

Elle s'inscrit dans une dynamique d'universalisation de l'accès, d'amélioration de la qualité pédagogique, de promotion de l'équité et de renforcement de la gouvernance locale et centrale du système.

Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme Enseignement de base du Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement sont :

- La Direction Générale de l'Enseignement (DGE)
- La Direction de l'Enseignement Fondamental (DEF) ;
- La Direction de la Nutrition et de l'Éducation Sanitaire (DNES) ;
- Les cinq (5) Ecoles Normales des Instituteurs (ENI) ;

- Les quinze (15) Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) et leurs institutions relevant de l'éducation de base.

Les actions envisagées s'articulent autour de trois objectifs stratégiques interdépendants, qui traduisent les ambitions du secteur à l'horizon 2030.

(i) **Garantir un accès équitable, universel et inclusif à l'éducation de base**

L'éducation de base, désormais étendue du primaire au collégial, vise la généralisation de l'accès d'ici 2030. Cela inclut l'accès universel à la première année du primaire et une transition fluide vers le collège. Le cycle collégial, réduit de quatre à trois ans, est intégré dans l'éducation de base obligatoire.

Pour soutenir cette ambition, des investissements conséquents en infrastructures scolaires sont prévus, visant à réduire la taille moyenne des classes à 42 élèves, assurer une salle par classe et multiplier les collèges, notamment dans les zones rurales. L'offre éducative publique sera progressivement renforcée afin d'assurer la gratuité effective de l'enseignement de base, avec une redéfinition du rôle du privé.

Des mesures spécifiques ciblent les enfants vulnérables, les enfants à besoins spécifiques et la réduction des disparités de genre. Des campagnes de sensibilisation, des environnements scolaires adaptés et des actions de promotion du leadership féminin complètent cette dynamique.

(ii) **Renforcer la qualité, la pertinence et l'inclusivité des apprentissages**

La réforme de l'éducation de base repose sur un socle multilingue, articulé autour des langues nationales (arabe, peul, soninké, wolof), pour renforcer l'unité nationale. Les élèves bénéficieront d'un enseignement bilingue ou multilingue, avec un accompagnement pédagogique piloté par l'IPELAN, qui développe une ingénierie linguistique adaptée.

La qualité est également soutenue par la rénovation des curricula, avec un socle commun de compétences et des parcours optionnels en fin de cycle collégial orientés vers les sciences et les TIC. L'environnement pédagogique sera enrichi par l'introduction d'activités sportives, culturelles, citoyennes, et des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH, les violences scolaires et les usages numériques.

Le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants dans les ENI, ainsi que la formation des formateurs à l'ENS, constitue un levier stratégique. En parallèle, une stratégie éditoriale nationale permettra d'assurer la disponibilité, la qualité et l'accessibilité des manuels scolaires et des supports didactiques.

(iii) **Améliorer le pilotage, la gouvernance et le suivi de la performance**

Le pilotage de l'éducation de base s'appuie sur une gouvernance renforcée, à la fois centrale et locale. Les directions générales sectorielles, l'IPELAN, les inspections et les

directions d'école coordonnent la mise en œuvre du plurilinguisme, la qualité pédagogique et la gestion des ressources.

Le SIRAGE constitue l'outil central de suivi et d'aide à la décision. Les chefs d'établissement seront formés à son utilisation ainsi qu'aux outils de gestion administrative. Le projet d'établissement sera expérimenté dans plusieurs collèges pour renforcer la performance globale et instaurer une culture de résultats.

Les Comités de gestion des établissements scolaires (COGES) jouent un rôle clé dans la gouvernance locale. Ils seront appuyés pour piloter les Plans d'amélioration des établissements (PAE), tout en intégrant le suivi des abandons, des dynamiques de genre et des efforts de rétention scolaire.

1.3. Programme 3 : Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire constitue un maillon stratégique pour consolider les acquis de l'éducation de base et préparer les élèves aux filières de spécialisation ou à l'insertion professionnelle.

La stratégie sectorielle adoptée dans le cadre du PNDSE III repose sur une réforme en profondeur du cycle secondaire, visant à en améliorer l'accessibilité, la qualité et la gouvernance.

Les acteurs concernés par la mise en œuvre du programme Enseignement secondaire du Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement sont :

- La Direction de l'Enseignement Secondaire (DES) ;
- La Direction de l'Animation Socio-éducative (DASE)
- La Direction de la Promotion de l'Enseignement des Sciences (DPES) ;
- Les quinze (15) Directions Régionales de l'Education Nationale (DREN) et leurs institutions relevant de l'éducation de base.

La transformation envisagée s'appuie sur trois objectifs complémentaires : élargir l'accès au lycée, notamment pour les filles et les élèves issus des zones rurales ; moderniser les curricula et valoriser les filières scientifiques et technologiques ; et renforcer le pilotage des établissements à travers des dispositifs de gestion participative, des projets d'établissement et des passerelles vers l'enseignement technique et professionnel.

Ces orientations visent à garantir une offre d'éducation secondaire plus inclusive, pertinente et performante.

(i) **Améliorer la qualité de l'enseignement et la pertinence des filières**

La réforme prévoit une réorganisation des programmes autour d'un tronc commun et de deux années de spécialisation, en intégrant des enseignements optionnels. La valorisation de l'enseignement technologique et scientifique est au cœur de cette restructuration, avec l'ouverture de nouvelles filières porteuses. Parallèlement, le renforcement des compétences pédagogiques et linguistiques des enseignants est prévu, notamment via la formation continue. L'environnement éducatif sera enrichi par des activités sportives, culturelles et des services de santé reproductive adaptés aux besoins des élèves.

(ii) **Favoriser un accès équitable à l'enseignement secondaire**

La stratégie du PNDSE III vise à accroître significativement le taux d'accès au lycée, avec un objectif de 43 % à l'horizon 2030, contre 23 % en 2022. Une attention particulière est portée à la scolarisation des filles, notamment en milieu rural. À cet effet, des mesures incitatives (kits scolaires, prix de performance), de soutien (cours de rattrapage) et de création d'environnements favorables (clôtures, aires de restauration) sont prévues pour lever les obstacles à leur maintien dans le cycle secondaire.

(iii) **Renforcer la gouvernance et le pilotage des établissements**

Pour améliorer la performance des lycées, un projet d'établissement sera expérimenté dans 30 établissements, avec un appui renforcé à la gestion participative à travers les COGES. Les parents d'élèves seront davantage impliqués, notamment pour le suivi des questions de genre liées à l'abandon, la rétention et la persévérance scolaire. Une feuille de route spécifique est également prévue pour faciliter les passerelles entre l'enseignement général, la formation professionnelle et technique, en particulier au bénéfice des jeunes filles.

2. Elaboration du CDMT-m du ministère

La méthode adoptée pour l'élaboration du présent CDMT-m consiste à élaborer d'abord le CDMT-m tendanciel pour la période (N+1, N+3), qui traduit le niveau des dépenses à politique inchangée, puis dans un deuxième temps prendre en considération les initiatives nouvelles pouvant contribuer à l'atteinte des objectifs de chaque programme.

2.1. CDMT-m Tendanciel

Le CDMT-tendanciel reconduit les dépenses de l'année précédente selon leurs trajectoires nominales en les ventilant par programme, action et partie budgétaire2.

Ainsi, seules les initiatives nouvelles (économies et mesures nouvelles) clairement justifiées devraient normalement faire l'objet de l'arbitrage.

Les tableaux récapitulatifs suivants décrivent le CDMT-m tendanciel par programme, action et partie budgétaire

Tableau 1: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par partie budgétaire

Libellé partie	LFR_2026	CE 2027	CP 2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	10 293 085 626	-	10 893 204 393		11 552 956 724		12 200 514 349
Dépenses d'acquisition de biens et de services	1 328 747 889	-	1 042 553 051		693 826 331		707 702 858
Subventions et transferts courants	110 934 938	-	196 756 115		103 021 326		105 081 753
Dépenses d'investissement	191 500 000	1 091 500 000	151 500 000		460 000 000		480 000 000
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
	11 924 418 453	**1 091 500 000**	**12 975 716 611**		**12 809 804 381**		**13 493 298 960**

Le CDMT-m tendanciel a été élaboré dans le strict respect des enveloppes budgetaires notifiées à travers la circulaire 2027.
L'examen de l'enveloppe notifiée indique qu'une partie importante est destinée aux dépenses de personnel. En 2027, ces dépenses représentent 84,0% de l'enveloppe contre 8% pour les dépenses de biens et de services, 1,5% pour les subventions et transferts courants, 1% pour l'investissement et 5% pour les autres dépenses.
Cette structuration du budget alloué au MERSE appelle à des efforts notamment dans le volet acquisition des biens et services afin d'assurer un fonctionnement optimal des services du ministère.

Tableau 2: CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme et partie budgétaire budgétaire

Libellé partie	LFR_2026	CE_PLFI_2027	CP_PLFI_2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	1 011 455 067	-	950 075 707		1 007 617 514		1 064 095 731
Dépenses d'acquisition de biens et de services	996 318 765	-	337 068 382		224 321 360		228 807 788
Subventions et transferts courants	35 758 638	-	25 825 000		13 521 947		13 792 386
Dépenses d'investissement	101 500 000	575 500 000	95 500 000		289 966 997		302 574 257
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
Total SUPPORT	**2 145 182 470**	**575 500 000**	**2 100 172 141**		**1 535 427 818**		**1 609 270 163**
Dépenses de personnel	8 887 162 542	-	9 462 466 430		10 035 565 406		10 598 071 356
Dépenses d'acquisition de biens et de services	279 962 738	-	625 097 322		416 006 630		424 326 763
Subventions et transferts courants	75 176 300	-	165 080 789		86 436 154		88 164 877
Dépenses d'investissement	90 000 000	516 000 000	56 000 000		170 033 003		177 425 743
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**9 332 301 580**	**516 000 000**	**10 308 644 541**		**10 708 041 193**		**11 287 988 739**
Dépenses de personnel	394 468 017	-	480 662 256		509 773 804		538 347 261
Dépenses d'acquisition de biens et de services	52 466 386	-	80 387 347		53 498 340		54 568 307
Subventions et transferts courants		-	5 850 326		3 063 225		3 124 490
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**446 934 403**	**-**	**566 899 929**		**566 335 370**		**596 040 059**
Total	**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**12 975 716 611**		**12 809 804 381**		**13 493 298 960**

Ce tableau indique que l'enveloppe CDMT notifiée au MERSE met la priorité sur les programmes opérationnels notamment l'éducatIon de base qui cumule les niveaux fondamental et premier cycle du secondaire (collège). En 2027, ce programme totalise **10 308 644 541 MRU** soit 79,45,% de l'enveloppe contre 16,19% pour le programme support. Le programme « enseignement secondaire » bénéficie d'une enveloppe de 566 558 148 MRU soit 4,37% de l'enveloppe notifiée. Cette répartition est en cohérence avec les priorités gouvernement qui sont marqué par la gratuité de l'enseignement de base.

Cependant, une enveloppe supplémentaire est nécessaire pour permettre au MERSE de mettre en œuvre les activités prévues dans le cadre du programme ***« Amélioration de la qualité, des résultats et de l'accès à l'éducation pour tous en Mauritanie » (IQRAA)*** qui est un nouveau programme (PforR) d'appui au secteur de l'éducation. Il est financé par l'Association internationale de développement (IDA) à hauteur de 40 millions USD (dont 25 millions USD au titre du Guichet pour les communautés d'accueil et les réfugiés (WHR)) et par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) à hauteur de 17,53 millions USD (51,75 millions USD pour le Programme axé sur les résultats [PforR] et 5 millions USD en modalité projet [IPF]). Le financement du GPE sera clôturé le 31 décembre 2029, tandis que la clôture de l'opération est actuellement prévue pour le 31 décembre 2030.

Tableau 3 : Repartition de l'enveloppe supllémentaire demandée par le MERSE

Libellé programme	CP 2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
SUPPORT	67 469 360		239 895 000		3 426 139 011
ENSEIGNEMENT DE BASE	203 847 000		391 706 000		3 764 654 390
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	59 955 000		159 880 000		199 850 000
Total	**331 271 360**		**791 481 000**		**7 390 643 401**

En prenant en compte les besoins supplémentaires, l'enveloppe du CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme, par action par partie budgétaire est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 4 : CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme et par partie budgétaire (y compris les besoins supplémentaires)

Libellé partie	LFR_2026	CE_PLFI_2027	CP_PLFI_2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	1 011 455 067	-	950 075 707		1 007 617 514		1 064 095 731
Dépenses d'acquisition de biens et de services	996 318 765	-	404 537 742		464 216 360		3 654 946 799
Subventions et transferts courants	35 758 638	-	25 825 000		13 521 947		13 792 386
Dépenses d'investissement	101 500 000	575 500 000	95 500 000		289 966 997		302 574 257
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
Total SUPPORT	**2 145 182 470**	**575 500 000**	**2 167 641 501**		**1 775 322 818**		**5 035 409 173**
Dépenses de personnel	8 887 162 542	-	9 462 466 430		10 035 565 406		10 598 071 356
Dépenses d'acquisition de biens et de services	279 962 738	-	828 944 322		807 712 630		4 188 981 153
Subventions et transferts courants	75 176 300	-	165 080 789		86 436 154		88 164 877
Dépenses d'investissement	90 000 000	516 000 000	56 000 000		170 033 003		177 425 743
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**9 332 301 580**	**516 000 000**	**10 512 491 541**		**11 099 747 193**		**15 052 643 129**
Dépenses de personnel	394 468 017	-	480 662 256		509 773 804		538 347 261
Dépenses d'acquisition de biens et de services	52 466 386	-	140 342 347		213 378 340		254 418 307
Subventions et transferts courants		-	5 850 326		3 063 225		3 124 490
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**446 934 403**	**-**	**626 854 929**		**726 215 370**		**795 890 059**
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**13 306 987 971**		**13 601 285 381**		**20 883 942 361**

Le tableau montre qu'en prenant en compte le programme IQRAA, les crédits de paiement demandés par le MERSE en 2027 connaitront une augmentation de **331 271 360 MRU** soit une augmentation de 2,6% en valeur relative. Par ailleurs, il est important de faire noter qu'une proportion importante de ce montant supplémentaire sollicité sera remboursé dans le cadre du projet IQRAA après l'atteinte des cibles retenues.

Tableau 5 : CDMT-m Tendanciel du Ministère pour la période 2027-2029 par programme, par action par partie budgétaire (y compris les besoins supplémentaires)

Libellé partie	LFR_2026	CE_PLFI_2027	CP_PLFI_2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	866 885 234	-	799 200 718		847 604 706		895 114 006
Dépenses d'acquisition de biens et de services	877 656 973	-	215 863 008		143 658 338		146 531 505
Subventions et transferts courants	17 758 638	-	7 825 000		4 097 163		4 179 106
Dépenses d'investissement	6 000 000	-	-		-		-
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
Total Pilotage, coordination et gestion administrative	**1 768 450 845**	**-**	**1 714 591 778**		**995 360 207**		**1 045 824 618**
Dépenses de personnel	26 060 812	-	34 455 876		36 542 713		38 590 978
Dépenses d'acquisition de biens et de services	2 443 960	-	50 394 642		181 557 609		213 415 961
Subventions et transferts courants	18 000 000	-	18 000 000		9 424 784		9 613 280
Dépenses d'investissement	95 500 000	575 500 000	95 500 000		289 966 997		302 574 257
Total Mise en œuvre de la réforme éducative	**142 004 772**	**575 500 000**	**198 350 518**		**517 492 103**		**564 194 476**
Dépenses de personnel	118 509 021	-	116 419 113		123 470 094		130 390 747
Dépenses d'acquisition de biens et de services	116 217 832	-	138 280 092		139 000 413		3 294 999 332
Total Évaluation, contrôle, audit	**234 726 853**	**-**	**254 699 205**		**262 470 507**		**3 425 390 079**
Total SUPPORT	**2 145 182 470**	**575 500 000**	**2 167 641 501**		**1 775 322 818**		**5 035 409 173**
Dépenses de personnel	7 813 899 825	-	8 281 938 298		8 783 538 002		9 275 866 255
Dépenses d'acquisition de biens et de services	180 524 349	-	714 345 089		731 446 041		4 111 189 232
Subventions et transferts courants	20 000 000	-	20 000 000		10 471 982		10 681 422
Dépenses d'investissement	90 000 000	516 000 000	56 000 000		170 033 003		177 425 743
Total Promotion de l'éducation de base	**8 104 424 174**	**516 000 000**	**9 072 283 387**		**9 695 489 028**		**13 575 162 652**
Dépenses de personnel	1 073 262 717	-	1 180 528 132		1 252 027 404		1 322 205 101
Dépenses d'acquisition de biens et de services	99 438 389	-	114 599 233		76 266 589		77 791 921
Subventions et transferts courants	55 176 300	-	145 080 789		75 964 171		77 483 455
Total Formation et environnement scolaire	**1 227 877 406**	**-**	**1 440 208 154**		**1 404 258 165**		**1 477 480 477**
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**9 332 301 580**	**516 000 000**	**10 512 491 541**		**11 099 747 193**		**15 052 643 129**
Dépenses d'acquisition de biens et de services	143 192	-	38 714 152		25 764 538		26 279 829
Subventions et transferts courants		-	5 850 326		3 063 225		3 124 490
Total Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire	**143 192**	**-**	**44 564 478**		**28 827 764**		**29 404 319**
Dépenses de personnel	394 468 017	-	480 662 256		509 773 804		538 347 261
Dépenses d'acquisition de biens et de services	52 323 194	-	101 628 195		187 613 802		228 138 478
Total Modernisation de la gestion des établissements secondaires (lycées)	**446 791 211**	**-**	**582 290 451**		**697 387 606**		**766 485 739**
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**446 934 403**	**-**	**626 854 929**		**726 215 370**		**795 890 059**
TOTAL MERSE	**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**13 306 987 971**		**13 601 285 381**		**20 883 942 361**

2.2. Les initiatives nouvelles

Les initiatives nouvelles et les économies par rapport à la ligne de référence doivent refléter parfaitement les efforts menés par le responsable de programme afin d'atteindre les objectifs globaux du programme.

La partie suivante décrit les initiatives nouvelles (activités nouvelles) qui pourraient contribuer à l'atteinte des objectifs stratégiques tracés par les différents programmes du Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement.

Les initiatives nouvelles proposées s'inscrivent dans l'opérationnalisation de la SCAPP. A travers les interventions entrant dans le cadre du levier stratégique n°2 (Développer le capital humain et l'accès aux services sociaux de base), le Gouvernement prévoit des actions fortes sur la période 2021-2030 pour améliorer l'accès à une éducation de qualité à tous les enfants de la Mauritanie.

L'adoption du PNDSE III visent l'atteinte des cibles visées par la SCAPP. Pour atteindre les résultats escomptés, certaines activités prioritaires doivent être menées par le MERSE dans le court terme. Il est à noter que la Mauritanie a également pris des engagements à travers des documents stratégiques, tel le pacte de partenariat et les engagements du sommet sur la transformation de l'éducation de 2022 à travers lesquels, des actions ciblées doivent être exécutées au cours des trois années à venir.

2.2.1. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Support

Le programme Support constitue l'ossature administrative et stratégique du Ministère, en appui aux programmes opérationnels. Il regroupe l'ensemble des fonctions transversales : gestion des ressources humaines, planification, digitalisation, évaluation, gouvernance budgétaire, coordination des réformes et pilotage de la performance.

Dans le cadre du CDMT-m 2027–2029, les initiatives nouvelles s'articulent autour de l'organisation du baccalauréat et du concours d'entrée au collège, de la formation du personnel enseignant, de la promotion des enseignements, du pilotage de la réforme du système éducatif, des transports des prestataires de services et l'amélioration des Conditions des enseignants. L'ensemble des activités ainsi retenues font l'objet d'engagement de l'Etat visant l'amélioration de la gestion du système éducatif.

Tableau 6 : les initiatives nouvelles proposées par le programme support

Programme/ Activités	Montant 2027
Direction des examens	11 979 133
Formation du personnel enseignant (DRH)	60 000 000
Promotion des enseignements, besoin structurel	1 365 000
Réforme du système éducatif	5 100 000
Transport des prestataires de services	19 971 000
Amélioration des Conditions des enseignants	5 000 000
Total	**103 415 133**

2.2.2. Les initiatives nouvelles proposées par le programme Enseignement de base

Le programme enseignement de base qui vise le développement de l'enseignement primaire, le collège constitue le maillon essentiel du système éducatif. Les initiatives nouvelles proposées concernent essentiellement le développement de la formation initiale et l'amélioration de la nutrition chez les élèves.

Les ENI sont les structures en charge de la formation initiale des enseignants, elles ont un statut d'établissement public de l'état, donc des opérateurs dans la cadre de la mise en œuvre du budget programme. En 2021, les ENI ont élaboré des projets d'établissement qui décrivent les actions et les moyens à mettre en œuvre pour garantir une formation initiale de qualité pour relever les défis du système éducatif. Le bilan fait en 2026 suivi de l'élaboration de nouveau projet d'établissement a laissé apparaitre un gap de financement important qui commande que le MERSE disposent de ressources complémentaires pour mettre en œuvre les projets d'établissement.

Le MERSE est confronté à un défi au niveau de la cantine scolaire qui constitue un aspect important de promotion de l'accès à l'éducation. En effet, certains projets financés par les partenaires ont pris fin, mettant ainsi des élèves en situation de difficulté alimentaire. Les propositions faites visent à prendre progressivement en charge les élèves concernées tout en garantir une extension vers de nouvelles écoles à couvrir.

Tableau 7: Les initiatives nouvelles proposées par le programme enseignement de base

Programme/ Activités	Montant 2027
Fourniture de la cantine scolaire et internats (DNES)	24 821 035
Construction de cantines	60 000 000
Moyens des Écoles Normales d'Instituteurs	99 585 115
Total	**184 406 150**

2.3. CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029

Tableau 8: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par partie budgétaire (Enveloppe CDMT notifiée + besoins supplémentaires + initiatives nouvelles)

Libellé partie	LFR_2026	CE 2027	CP 2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	10 293 085 626	-	10 893 204 393		11 552 956 724		12 200 514 349
Dépenses d'acquisition de biens et de services	1 328 747 889	-	1 502 060 579		1 485 307 331		8 098 346 259
Subventions et transferts courants	110 934 938	-	296 341 230		103 021 326		105 081 753
Dépenses d'investissement	191 500 000	1 091 500 000	211 500 000		460 000 000		480 000 000
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
TOTAL	**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**13 594 809 254**		**13 601 285 381**		**20 883 942 361**

En considérant les initiatives nouvelles, la dotation totale sollicitée par le MERSE en 2027 passe de 12 975 716 611 MRU (enveloppe CDMT) à **13 594 809 254 MRU** (incluant IQRAA et initiatives nouvelles) soit une augmentation de 619 092 643 MRU en valeur absolue et de **4,8% en valeur relative**.

Tableau 9 : CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par programme et par partie budgétaire (Enveloppe CDMT notifiée + besoins supplémentaires + initiatives nouvelles)

Libellé partie	LFR_2026	CE 2027	CP 2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Dépenses de personnel	1 011 455 067	-	950 075 707		1 007 617 514		1 064 095 731
Dépenses d'acquisition de biens et de services	996 318 765	-	507 952 875		464 216 360		3 654 946 799
Subventions et transferts courants	35 758 638	-	25 825 000		13 521 947		13 792 386
Dépenses d'investissement	101 500 000	575 500 000	95 500 000		289 966 997		302 574 257
Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
Total SUPPORT	**2 145 182 470**	**575 500 000**	**2 271 056 634**		**1 775 322 818**		**5 035 409 173**
Dépenses de personnel	8 887 162 542	-	9 462 466 430		10 035 565 406		10 598 071 356
Dépenses d'acquisition de biens et de services	280 304 519	-	854 107 138		807 940 088		4 189 213 160
Subventions et transferts courants	75 176 300	-	264 665 904		86 436 154		88 164 877
Dépenses d'investissement	90 000 000	516 000 000	116 000 000		170 033 003		177 425 743
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**9 332 643 361**	**516 000 000**	**10 697 239 472**		**11 099 974 651**		**15 052 875 136**
Dépenses de personnel	394 468 017	-	480 662 256		509 773 804		538 347 261
Dépenses d'acquisition de biens et de services	52 124 605	-	140 000 566		213 150 883		254 186 300
Subventions et transferts courants		-	5 850 326		3 063 225		3 124 490
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**446 592 622**	**-**	**626 513 148**		**725 987 912**		**795 658 052**
TOTAL	**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**13 594 809 254**		**13 601 285 381**		**20 883 942 361**

Tableau 10: CDMT-m initial consolidé du ministère pour la période 2027-2029 par programme, par action et par partie budgétaire (Enveloppe CDMT notifiée + besoins supplémentaires + initiatives nouvelles)

Programmes	Libellé partie	LFR_2026	CE 2027	CP 2027	CE 2028	CP 2028	CE 2029	CP 2029
Support	Dépenses de personnel	866 885 234	-	799 200 718		847 604 706		895 114 006
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	877 656 973	-	302 199 008		143 658 338		146 531 505
	Subventions et transferts courants	17 758 638	-	7 825 000		4 097 163		4 179 106
	Dépenses d'investissement	6 000 000	-	-		-		-
	Autres dépenses	150 000	-	691 703 052				
	Total Pilotage, coordination et gestion administrative	**1 768 450 845**	**-**	**1 800 927 778**		**995 360 207**		**1 045 824 618**
	Dépenses de personnel	26 060 812	-	34 455 876		36 542 713		38 590 978
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	2 443 960	-	55 494 642		181 557 609		213 415 961
	Subventions et transferts courants	18 000 000	-	18 000 000		9 424 784		9 613 280
	Dépenses d'investissement	95 500 000	575 500 000	95 500 000		289 966 997		302 574 257
	Total Mise en œuvre de la réforme éducative	**142 004 772**	**575 500 000**	**203 450 518**		**517 492 103**		**564 194 476**
	Dépenses de personnel	118 509 021	-	116 419 113		123 470 094		130 390 747
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	116 217 832	-	150 259 225		139 000 413		3 294 999 332
	Total Évaluation, contrôle, audit	**234 726 853**	**-**	**266 678 338**		**262 470 507**		**3 425 390 079**
	Total SUPPORT	**2 145 182 470**	**575 500 000**	**2 271 056 634**		**1 775 322 818**		**5 035 409 173**
Enseignement de base	Dépenses de personnel	7 813 899 825	-	8 281 938 298		8 783 538 002		9 275 866 255
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	180 524 349	-	739 166 124		731 446 041		4 111 189 232
	Subventions et transferts courants	20 000 000	-	20 000 000		10 471 982		10 681 422
	Dépenses d'investissement	90 000 000	516 000 000	116 000 000		170 033 003		177 425 743
	Total Promotion de l'éducation de base	**8 104 424 174**	**516 000 000**	**9 157 104 422**		**9 695 489 028**		**13 575 162 652**
	Dépenses de personnel	1 073 262 717	-	1 180 528 132		1 252 027 404		1 322 205 101
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	99 438 389	-	114 599 233		76 266 589		77 791 921
	Subventions et transferts courants	55 176 300	-	244 665 904		75 964 171		77 483 455
	Total Formation et environnement scolaire	**1 227 877 406**	**-**	**1 539 793 269**		**1 404 258 165**		**1 477 480 477**
	Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**9 332 301 580**	**516 000 000**	**10 696 897 691**		**11 099 747 193**		**15 052 643 129**
Enseignement secondaire	Dépenses d'acquisition de biens et de services	143 192	-	38 714 152		25 764 538		26 279 829
	Subventions et transferts courants		-	5 850 326		3 063 225		3 124 490
	Total Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire	**143 192**	**-**	**44 564 478**		**28 827 764**		**29 404 319**
	Dépenses de personnel	394 468 017	-	480 662 256		509 773 804		538 347 261
	Dépenses d'acquisition de biens et de services	52 323 194	-	101 628 195		187 613 802		228 138 478
	Total Modernisation de la gestion des établissements secondaires (lycées)	**446 791 211**	**-**	**582 290 451**		**697 387 606**		**766 485 739**
	Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE	**446 934 403**	**-**	**626 854 929**		**726 215 370**		**795 890 059**
Total général		**11 924 418 453**	**1 091 500 000**	**13 594 809 254**		**13 601 285 381**		**20 883 942 361**

Annexes

Méthode et hypothèses pour l'élaboration du CDMT-m tendanciel

Tableau 14 : Tableau de passage pour la construction des projections budgétaires

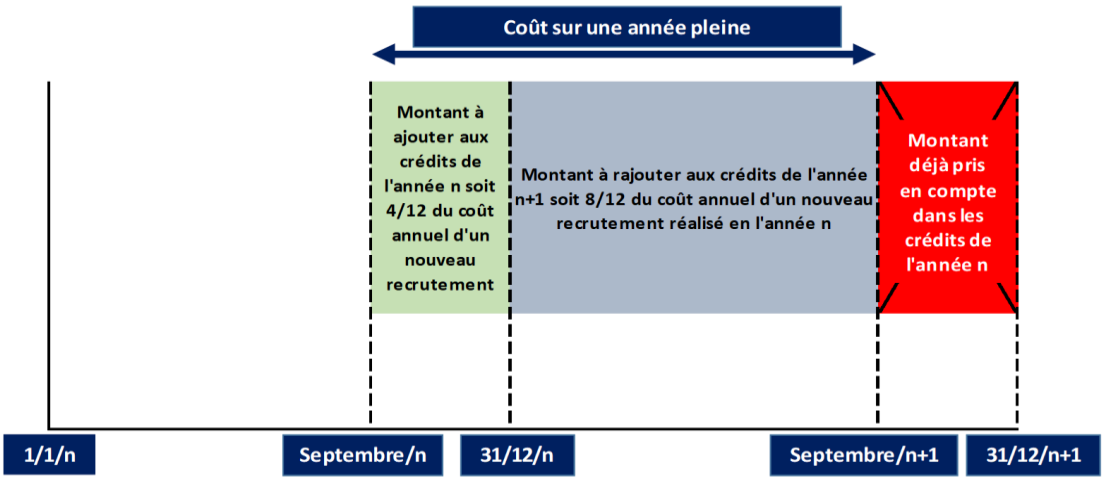
(Million MRU)	N-3	N-2	N-1	Budget (N)	N+1				N+2				N+3			
					Ligne de référence	Changements		CDMT	Ligne de référence	Changements		CDMT	Ligne de référence	Changements		CDMT
						(+)	(-)			(+)	(-)			(+)	(-)	
Dépenses du budget de l'Etat																
Dépenses de personnel																
Dépenses d'acquisition de biens et services																
Subventions et transferts courants																
Dépenses d'Investissement																
Subventions et transferts en capital																
Autres dépenses																

- Le PLFR 2026 représente le socle pour l'élaboration du CDMT-m tendanciel ;
- Pour les dépenses de personnel :

L'élaboration du CDMT-m tendanciel a pris en compte l'effet des emplois (arrivées pour tous motifs) et les départs pour tous motifs, et les dépenses de personnel.

- Pour l'effet des emplois, Pour la 1ère année, le calcul a pris en compte l'effet en année pleine des emplois créés ou supprimés en 2025 (un emploi qui a été créé pour un recrutement en septembre n'a coûté que 4/12 de crédits et l'extension doit rajouter 8/12 : c'est l'effet report) (Figure 1).
- La Budgétisation des emplois a été faite par agent en fonction de son statut, son corps et son grade.

Figure 1 : Effet en l'année N et N+1 de l'entrée d'un nouveau recrutement



الجمهورية الإسلامية الموريتانية
شرف - إخاء - عدل

المشروع السنوي للأداء

2027

الباب: وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي

ملحق بمشروع قانون المالية لسنة 2027

تمهيد

يقسِّم عرضُ الميزانية وفق نمط الأداء مجالات تدخل الدولة حسب منطق السياسات العمومية، استنادا إلى تصنيف بحسب الوجهة: الباب (وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي) / البرنامج / الإجراء / النشاط.

يضم «الباب» (وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي) مجموعة من البرامج، وهو وحدة التصويت على الاعتمادات الميزانوية (المادة 49 من القانون النظامي المتعلق بقوانين المالية).

يجمع «البرنامج» الاعتمادات المخصصة لتنفيذ مجموعة متسقة من الإجراءات التابعة لباب واحد (وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي)، وترتبط بها نتائج منتظرة تخضع للتقييم. والبرنامج هو وحدة تخصيص الاعتمادات الميزانوية (المادة 25 من القانون النظامي المتعلق بقوانين المالية). وفيما يخص وزارة معينة، يميَّز بين البرامج المكلفة بتنفيذ سياسة عمومية وبرنامج الدعم المكلف بمساندة برامج السياسات العمومية.

و«الإجراء» هو تقسيم إرشادي للبرنامج، يمثل شقا من السياسة العمومية. وأخيرا، وعلى المستوى الأدق، يحدِّد «النشاط»، داخل كل إجراء، وجهة الاعتمادات المطلوبة والمفتوحة والمنفَّذة.

تُعدّ المشاريع السنوية للأداء الملحقة بمشروع قانون المالية للسنة على أساس كل باب على حدة (وزارةً وزارةً). وتعرض هذه المشاريع:

- الطلباتِ المبررةَ حسب الأصول للاعتمادات والوظائف الخاصة بالإدارة برسم السنة المقبلة؛
- التزامات الأداء الخاصة بهذه الإدارة، وهي مرتبطة ارتباطا وثيقا بتلك الطلبات.

وبعد اعتماد الميزانية، تصبح المشاريع السنوية للأداء الوثائق المرجعية للعمل العمومي خلال السنة في نطاق البرنامج، سواء من حيث الوسائل المخصصة أو النتائج المتعيّن تحقيقها.

ويتناول عرض كل باب بالتفصيل:

- العرض الاستراتيجي للباب؛
- ملخص مقترحات توزيع الاعتمادات حسب البرنامج والإجراء، وحسب البرنامج والباب، مع التمييز بين اعتمادات الالتزام واعتمادات الدفع.

ثم يُفصَّل كل برنامج مكوّن للباب على النحو التالي:

- تقديم البرنامج؛
- الإطار الاستراتيجي للبرنامج؛
- تقديم وسائل البرنامج، اعتماداتٍ ووظائف؛
- تبرير الاعتمادات، جزءا جزءا.

جدول المحتويات

تمهيد 2

الباب :وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي..... 5

أولا .العرض الاستراتيجي للباب الوزاري 6

1.1. النطاق..... 6

1.2. أهم النصوص المرجعية..... 7

1.3. أهم الإصلاحات..... 8

1.4. أهم عناصر السياق والتحليل الاستراتيجي..... 10

1.5. الأهداف الأكثر تمثيلا 11

ثانيا .ملخص اعتمادات الباب 15

2.1. ملخص الاعتمادات حسب البرنامج والإجراء 15

2.2. ملخص الاعتمادات حسب البرنامج والجزء 15

ثالثا .برنامج الدعم 17

3.1. تقديم البرنامج 17

3.1.1. نطاق البرنامج 17

3.1.2. تقديم الإجراءات وأنشطتها 18

3.2. الإطار الاستراتيجي 21

3.2.1. العرض الاستراتيجي للبرنامج..... 21

3.2.2. تقديم الأهداف الاستراتيجية 23

3.3. تقديم الوسائل المطلوبة 29

3.3.1. مقترحات الميزانية..... 29

3.3.2. مقترحات الوظائف) المصادر البشرية(..... 30

3.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة..... 31

3.4.1. نفقات المستخدمين 31

3.4.2. الإعانات والتحويلات..... 32

3.4.3. نفقات الاستثمار 32

رابعا .برنامج التعليم القاعدي..... 33

4.1. تقديم البرنامج 33

4.1.1. نطاق البرنامج 33

4.1.2. تقديم الإجراءات وأنشطتها 34

4.2. الإطار الاستراتيجي 37

4.2.1. العرض الاستراتيجي للبرنامج..... 37

4.2.2. تقديم الأهداف الاستراتيجية 39

4.3. تقديم الوسائل المطلوبة 44

4.3.1. مقترحات الميزانية..... 44

4.3.2. مقترحات الوظائف) المصادر البشرية(..... 44

4.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة..... 45

4.4.1. نفقات المستخدمين 45
4.4.2. الإعانات والتحويلات 46
4.4.3. نفقات الاستثمار 46
خامسا .برنامج التعليم الثانوي 48
5.1. تقديم البرنامج 48
5.1.1. نطاق البرنامج 48
5.1.2. تقديم الإجراءات وأنشطتها 49
5.2. الإطار الاستراتيجي 50
5.2.1. العرض الاستراتيجي للبرنامج 50
5.2.2. تقديم الأهداف الاستراتيجية 52
5.3. تقديم الوسائل المطلوبة 57
5.3.1. مقترحات الميزانية 57
5.3.2. مقترحات الوظائف) المصادر البشرية(..... 57
5.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة 58
5.4.1. نفقات المستخدمين 58
5.4.2. الإعانات والتحويلات 58
5.4.3. نفقات الاستثمار 59

الباب: وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي

أولا. العرض الاستراتيجي للباب الوزاري

وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي

1.1. النطاق

وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي هي الجهاز المكلف بتصور السياسات العمومية المتعلقة بالتعليم القاعدي (بما يشمل المرحلة الابتدائية والمرحلة الإعدادية)، والتعليم الثانوي العام، والتكوين الأولي لمعلمي المرحلة الابتدائية، وكذا التخطيط الاستراتيجي وحوكمة النظام التربوي وإصلاحه، وبتنفيذها ومتابعتها وتقييمها. كما تضطلع بمهمة أفقية للتنسيق وقيادة تنمية القطاع التربوي، في احترام للتوجهات المحددة في القانون التوجيهي للتربية والبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة).

ولا يشمل مجال اختصاص الوزارة كامل النظام التربوي الوطني. فالتعليم ما قبل المدرسي يتبع لوزارة العمل الاجتماعي والطفولة والأسرة، التي تتعاون معها الوزارة في إطار التعميم التدريجي لسنة إجبارية من التعليم ما قبل المدرسي في سن الخامسة. أما التعليم الأصلي فيقع تحت مسؤولية وزارة الشؤون الإسلامية والتعليم الأصلي، في حين يتبع التعليم الفني والتكوين المهني لوزارة التكوين المهني والصناعة التقليدية والحرف. وتختص وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بالتعليم العالي والبحث العلمي.

وفي تنفيذ البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، تعمل الوزارة بتشاور وثيق مع هذه الوزارات القطاعية الأربع، في منطق من انسجام السياسات وتكامل التدخلات. كما تنسق مع عدة وزارات تقنية ومؤسسات أفقية. فالشراكة مع وزارتي الاقتصاد والمالية تتيح ضمان التأطير الميزانوي والبرمجة متعددة السنوات عبر إطار النفقات متوسط المدى وإعداد المشروع السنوي للأداء. ويتناول الحوار مع وزارة الوظيفة العمومية تخطيط الحاجيات من المصادر البشرية. وتتعاون الوزارة كذلك مع وزارة الصحة لتطوير الصحة المدرسية والتغذية والنظافة، ومع وزارة المياه والصرف الصحي لتأمين النفاذ إلى الماء الشروب في الوسط المدرسي، ومع وزارة التجهيز لبناء البنى التحتية التربوية وتأهيلها.

وتتيح الصلة بوزارة الداخلية واللامركزية دعم مسار اللامركزية وتعزيز التسيير المحلي للمؤسسات المدرسية. كما تقيم الوزارة شراكات مع وزارة الثقافة والشباب والرياضة والصناعة التقليدية من أجل ترقية الأنشطة شبه المدرسية والفنية والرياضية في الوسط المدرسي.

وفي إطار سياسات مكافحة الهشاشة، تتعاون الوزارة أيضا مع وكالة «تآزر»، لا سيما في تنفيذ الكفالات المدرسية والتحويلات الاجتماعية المستهدفة وتوزيع الحقائب المدرسية، وكذا في دعم تمدرس الفتيات وإعادة إدماج الأطفال خارج المدرسة.

وتعتمد الوزارة على وكالات ومؤسسات وطنية متخصصة، من بينها الوكالة الوطنية للإحصاء وتحليل البيانات الديموغرافية والاقتصادية لقيادة المعطيات الإحصائية، وعلى طيف واسع من الشركاء الفنيين والماليين الذين يدعمون تنفيذ البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) عبر حوار قطاعي معزَّز وتنسيق متشاوَر للتدخلات.

وأخيرا، تستفيد الوزارة من الآراء والتوصيات والتقارير السنوية التي ينتجها المجلس الأعلى للتربية، وهي مرجعيات أساسية لتوجيه السياسات التربوية وتعديلها. وفي المقابل، تضع الوزارة رهن إشارة المجلس المعطيات والمعلومات اللازمة لأداء مهمته الاستشارية، بما يضمن تمفصلا فعالا بين إعداد السياسات التربوية وتنفيذها ومتابعتها.

1.2. أهم النصوص المرجعية

المرجعيات الاستراتيجية المؤطرة لعمل الوزارة

يندرج عمل وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي ضمن منظومة متسقة من النصوص المرجعية، الوطنية والقطاعية والأفقية والدولية. وتوجه هذه الأطر أولويات التدخل في القطاع التربوي، وتهيكل تنظيمه، وترسم مسار تنفيذ الإصلاحات المباشَرة.

على المستوى الوطني، يتمثل الأساس السياسي لعمل الحكومة في البرنامج المجتمعي لرئيس الجمهورية المعنون »**طموحي للوطن**« في العام 2024. ويعيد هذا البرنامج التأكيد على التربية كرافعة مركزية للتنمية، عبر التزامات قوية لصالح الإنصاف والشباب والمواطنة والقابلية للتشغيل.

ويضمن إعلان السياسة العامة للحكومة، الذي قُدِّم في سبتمبر 2024، تنزيلَه العملي، إذ يرتب التوجهات الرئاسية حول سياسات قطاعية ملموسة. كما يولي عناية خاصة لتعزيز جودة رأس المال البشري، لا سيما عبر التعليم القاعدي وتكوين الشباب.

وعلى المستوى الاستراتيجي، تشكل استراتيجية النمو المتسارع والرفاه المشترك الإطارَ المرجعي للتنمية الاقتصادية والاجتماعية. وتجعل من التربية محورا ذا أولوية لمكافحة الفقر، عبر استهداف تحسين الولوج وجودة العرض التربوي وملاءمته.

ويحدد القانون التوجيهي للتربية (القانون رقم 023–2022) المبادئ الأساسية للنظام التربوي الوطني .وعرَّف على وجه الخصوص بنية النظام، وحقوق المتعلمين والأسر وواجباتهم، وأدوار الدولة والجماعات المحلية، فضلا عن الغايات المنتظرة من حيث اللحمة الاجتماعية والمواطنة والتنمية المستدامة.

وتحدد رسالة السياسة القطاعية للتربية والتكوين (2022–2032) الخيارات الكبرى التي اعتمدتها الحكومة لترجمة هذه المبادئ إلى سياسات ملموسة، حول أربع ركائز: الولوج الشامل، وجودة التعلمات، والحوكمة الناجعة، والتمويل المستدام.

وعلى هذا الأساس أُعِدَّ البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة 2023–2030). ويترجم هذا البرنامج القطاعي الأهداف الاستراتيجية للدولة إلى برامج ميزانوية ونتائج منتظرة، مع ضمان انسجامها مع استراتيجية النمو المتسارع والرفاه المشترك والبرنامج الرئاسي والالتزامات الدولية.

وعلى المستوى الأفقي، يتمفصل عمل الوزارة مع عدة إصلاحات جارية على صعيد الإدارة العمومية:

- يهيكِل المخططُ التوجيهي لإصلاحات المالية العمومية وإصلاح الميزانية المرتكزة على النتائج إدخال ميزانية البرامج والبرمجة متعددة السنوات في منطق من الأداء والشفافية والمساءلة.
- وتدعم استراتيجية عصرنة الإدارة العمومية (2023–2027) التحول التنظيمي للوزارات ورقمنة الخدمات وتعزيز اللامركز ية والتسيير المندمج للمصادر البشرية.
- وتؤطر الاستراتيجية الوطنية لمأسسة النوع، المرتكزة على الإطار المرجعي الوطني للنوع، الإدماج الأفقي للمساواة بين النساء والرجال في جميع السياسات العمومية، بما فيها البرامج التربوية والمتعلقة بالمناهج والتكوين.
- وتشكل الاستراتيجية الوطنية لإدماج الأشخاص ذوي الاحتياجات الخاصة وترقية حقوقهم إطارا مرجعيا لضمان مشاركتهم الاجتماعية والاقتصادية والمواطنية الكاملة.

وعلى المستوى الدولي، تتماشى السياسات التربوية الوطنية مع الالتزامات التي تعهدت بها بلادنا في إطار أجندة التعليم 2030، لا سيما لبلوغ الهدف الرابع من أهداف التنمية المستدامة. ويرمي هذا الهدف إلى ضمان تعليم شامل ومنصف وذي جودة، وتعزيز فرص التعلم مدى الحياة.

وأخيرا، تنفذ الوزارة عملها بتناغم مع الأطر والأدوات التي يحددها شركاؤها الدوليون، ولا سيما الشراكة العالمية من أجل التعليم، ومنظمة اليونسكو، ومنظمة اليونيسف، والاتحاد الإفريقي، من خلال الإطار القاري للتعليم 2016–2025. ويهدف هذا التعاون إلى تعزيز انسجام الدعم وتجميع الجهود وتطبيق مبادئ التضامن والنجاعة والأثر في القطاع التربوي الموريتاني.

1.3. أهم الإصلاحات

الإصلاحات الهيكلية الجارية في قطاع التربية

يندرج تطور اعتمادات ووظائف وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي خلال الفترة 2027–2029 في ديناميكية تحول هيكلي يقودها القانون التوجيهي للتربية (2022)، وأولويات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (2023–2030)، ومتطلبات الانتقال إلى ميزانية البرامج.

ويرمي هذا التحول إلى بناء نظام تربوي منصف وفعال وشامل وقادر على الصمود، ومتجذر بعمق في قيم المواطنة والمشاركة والتنمية المستدامة.

الإصلاحات الأفقية للقطاع (البرنامج 1: دعم قيادة النظام التربوي وإصلاحه)

يشكل إصلاح تسيير المصادر البشرية ركيزة أساسية. فثمة استراتيجية قطاعية للمصادر البشرية قيد الإرساء العملي، ترتكز على تخطيط متعدد السنوات، وتحيين الخريطة المدرسية وفق الحاجيات الترابية، وعصرنة أدوات التسيير المندمجة، لا سيما عبر نظام تسيير المعلومات (سراج)[1].

وتتعزز حوكمة القطاع بترسيخ ثقافة النتائج: اعتماد ميزانية البرامج، وإعداد خرائط طريق عملية للبنى الإدارية، وتعميم التقييم السنوي للأداء.

وتندمج مأسسة النوع كليا في السياسات التربوية، بأدوات ومقاربات تعزز تكافؤ فرص الولوج والمشاركة والنجاح للجميع.

وتَجري حاليا هيكلةُ منظومة التقييم، مع تعميم تقييم التعلمات والتدقيق في الجودة وتحليل أثر السياسات التربوية.

ويدعم التحول الرقمي التدريجي رقمنة الإدارة التربوية وتطوير التعليم عن بعد ونشر البنى التحتية الرقمية في المؤسسات.

والعمل جارٍ على تعزيز الإشراك الفعلي للأسر والمجموعات الذي هو حجر الزاوية في القانون التوجيهي، عبر تنشيط لجان التسيير، وعبر إرادة تجعل من المشاركة المجتمعية رافعة أفقية للحوكمة التربوية على جميع المستويات.

الإصلاحات الخاصة بالتعليم القاعدي (البرنامج 2: التعليم القاعدي)

يمثل توحيد المرحلتين الابتدائية والإعدادية في مسار من تسع سنوات منعطفا كبيرا، يضمن استمرارية بيداغوجية وتحكما أفضل في المكتسبات الأساسية.

وتتجسد الجهود الرامية إلى توسيع الولوج في بناء مؤسسات في المناطق ضعيفة التغطية، وعصرنة المباني المدرسية، ومراجعة الخريطة المدرسية.

ومن ثمَّ يصبح التصدي للتسرب المدرسي وتمدرس الأطفال غير المسجلين أولوية معلنة، عبر تدخلات موجَّهة

[1] " سراج" مشروع استراتيجي لعصرنة قطاع التربية، ورافعة للحوكمة والقيادة والشفافية خدمة لجميع الفاعلين في التربية. ويضم مجموعة مندمجة من الوحدات والوظائف والإجراءات تتيح جمع المعلومات المتعلقة بالتلاميذ والمدرسين والمؤسسات المدرسية والهياكل الإدارية ومعالجتها وتحليلها ونشرها. وتُستخدم هذه المعطيات بعد ذلك لاتخاذ قرارات ناجعة، بما يضمن سير المؤسسات بسلاسة وبلوغها أهدافها.

في المناطق الهشة، وآليات لإعادة الإدماج المدرسي، ودعم خاص للفتيات والأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة.

ويُدخل الإصلاح المنهجي تعليما متعدد اللغات يمنح أهمية للغات الوطنية منذ السنوات الأولى. ويدمج وحدات حول المواطنة الفاعلة والعيش المشترك والصحة والبيئة والمهارات الحياتية وثقافة السلم، وفقا للوظيفة المدنية والإنسانية للمدرسة التي أعاد القانون التأكيد عليها.

وتتواصل إعادة هيكلة مدارس تكوين المعلمين بتمهين التكوين الأولي للمدرسين، وبإدراج أبعاد الإدماج والازدواجية والتكيف البيداغوجي مع السياقات المحلية.

الإصلاحات في التعليم الثانوي (البرنامج 3: التعليم الثانوي)

بغية تعزيز المكتسبات الأساسية للتلاميذ، أدرجت الهيكلة الجديدة للمرحلة الثانوية تعليما من جذع مشترك مدته سنة واحدة، ومن سنتيْن للتخصص.

ويتنوع عرض التكوين بافتتاح ثانويات متخصصة، مع التركيز على الشعب العلمية والتكنولوجية والمهنية.

ويتم إصلاح حوكمة المؤسسات من خلال تجريب مشروع المؤسسة، وزيادة تحميل مديري المؤسسات المسؤولية، والقيادة المرتكزة على النتائج، وتعزيز إشراك الآباء والمجموعات التربوية في تسيير الثانويات.

وتُستحدث آليات للتوجيه في نهاية المرحلة الثانوية لتيسير العبور إلى التعليم الفني والمهني والعالي، بما يعزز مسارات ملائمة لتطلعات البلد وحاجياته.

وسيُولى اهتمام خاص بترقية تمدرس الفتيات في المرحلة الثانوية، عبر بناء مؤسسات مجاورة، وإسناد المنح والدعم الخاص، وكذا أعمال التحسيس بأهمية المدرسة والتربية لجميع الأطفال، بمن فيهم الفتيات، وبمخاطر الزواج المبكر وعمل الأطفال، بغية تشجيع استبقائهن ونجاحهن.

إصلاحات القيادة المالية والميزانوية) الإصلاحات الأفقية للبرامج الثلاثة)

طُبّقت ميزانية البرامج بدءا من يناير 2026، بتسيير مرتكز على النتائج وتحميل مسؤولي البرامج المسؤولية.

وأصبح إطار النفقات متوسط المدى الأداةَ المركزية لمواءمة الموارد المتاحة مع الأولويات الاستراتيجية، بإدماجه آثار الإصلاحات على النفقات وأعداد الموظفين.

وأخيرا، تتعزز المتابعة الميزانوية بإدماج المتابعة المالية في نظام سراج، مما ييسر تنفيذا للموارد العمومية ناجعا وشفافا وخاضعا للمساءلة.

وتتلاقى هذه الإصلاحات نحو نظام تربوي يعدّ مواطني الغد للعيش في مجتمع عادل ومستدام ومتسامح وشامل، وفيّ للرؤية التي يحملها القانون التوجيهي والبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة).

التأثير الميزانوي الخام المتوقع

تولّد إصلاحات قطاع التعليم زيادة معتبرة في الاعتمادات، تقف وراءها أساسا:

- الاكتتابات السنوية للمدرسين في المرحلتين الابتدائية والإعدادية (بمعدل 1428 في السنة خلال 2027–2029، مع احتساب حالات التقاعد)؛
- بناء البنى التحتية التربوية (المدارس والإعداديات ومدارس تكوين المعلمين)؛
- الرقمنة والإصلاح المنهجي؛
- تعزيز الحوكمة والقيادة.

1.4. أهم عناصر السياق والتحليل الاستراتيجي

تطور أداء التعليم القاعدي والثانوي

شهد النظام التربوي الوطني خلال السنوات الأخيرة ديناميكية اتسمت بالتنفيذ التدريجي للبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة 2023–2030)، في احترام تام للمبادئ المؤسسة للسياسة التربوية الوطنية. وتُظهر هذه الديناميكية، كما يوثقها تحليل التقرير الوطني عن حالة النظام التربوي (تقرير 2023، معطيات 2022) وخلاصات المراجعات القطاعية لعامي 2023 و2024، تقدما ملحوظا، وكذا تحديات هيكلية قائمة.

فعلى صعيد الولوج، سُجّل تقدم في المرحلة الابتدائية، إذ بلغ المعدل الخام للتمدرس 96% في 2022. غير أن 62% فقط من الأطفال يُكملون هذه المرحلة، مع فوارق في النوع ما تزال ملحوظة. ويظل الانتقال إلى الإعدادية غير كاف (72% في 2022)، ويتقدم المعدل الخام للتمدرس في السلك الثاني من التعليم الثانوي ببطء، منتقلا من 26% في 2016 إلى 35% في 2023. ومن جهة أخرى، فإن الوزن المتزايد للقطاع الخاص الذي يستوعب أكثر من نصف التلاميذ في المرحلة الثانوية يطرح ضرورة تأطير معزَّز لضمان الإنصاف والجودة.

وفي مجال جودة التعلمات، تظل النتائج مقلقة. فأقل من تلميذ واحد من كل خمسة تلاميذ يتحكم في الكفايات الأساسية في الرياضيات عند نهاية المرحلة الابتدائية. وعلى مستوى البكالوريا، يبقى معدل النجاح ضعيفا (23,7% في 2024)، مع فوارق كبيرة بحسب المناطق والشعب. وتتأثر هذه النتائج بالعجز في المدرسين المؤهلين، وبتفاوتات في التكوين الأولي، وبتغيب المدرسين لا يستهان به.

ويشكل المحيط المدرسي رافعة أساسية أخرى. ففي كثير من المدارس تظل ظروف الاستقبال هشة: نقص في الماء الشروب والكهرباء، وعجز في التجهيزات المكتبية، وغياب فضاءات ملائمة للأنشطة الرياضية والثقافية والصحية، خاصة في المرحلة الثانوية.

وعلى صعيد الحوكمة، شُرع في عدة إصلاحات هيكلية: النشر التدريجي لنظام سراج، واعتماد مقاربة ميزانية البرامج، وإصلاح الهياكل الإدارية، وتعزيز القدرات في التسيير المرتكز على النتائج. وتسهم هذه المبادرات في إرساء تدريجي لقيادة استراتيجية لامركزية أفضل تمفصلا بين المستويَيْن المركزي واللامركزي.

الإكراهات الميزانوية والخيارات الاستراتيجية

ما يزال تمويل القطاع التربوي يواجه إكراهات كبيرة. ففي 2022، مثّلت النفقات العمومية للتربية 2,7% من الناتج الداخلي الخام، وهو مستوى دون الالتزامات الإقليمية. ويُستنزف قرابة 90% من ميزانية التسيير بكتلة الأجور، مما يحد بشكل كبير من قدرات الاستثمار في البنى التحتية والتجهيزات البيداغوجية وجودة التعلمات.

ويفاقم هذه الإكراهات تشتتُ الدعم الخارجي، مقترنا بضعف تعبئة الموارد الوطنية، لا سيما المتأتية من الصناعات الاستخراجية. وفي أفق 2030، يقدَّر الاحتياج التمويلي الإضافي لتغطية البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) بالكامل بنحو 17 مليار أوقية جديدة.

وفي هذا السياق، اتخذت الوزارة عدة خيارات استراتيجية مهيكلة:

- تعزيز التكوين الأولي والمستمر للمدرسين عبر مدارس تكوين المعلمين والمدرسة العليا للتعليم والأقطاب الجهوية، مع التركيز على تحسين الكفايات البيداغوجية واللغوية؛
- تحديث المناهج استنادا إلى الإطار المرجعي الوطني، وربطها بكفايات القرن الحادي والعشرين، والإدخال التدريجي لتعليم متعدد اللغات وشامل، بتنسيق من معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية؛
- تجريب مشروع المؤسسة في إعداديات وثانويات نموذجية، في سياق تسيير عن قرب مرتكز على الأداء؛

- تنظيم التعليم الخاص والترقية الفاعلة للمدرسة العمومية المجانية، وفقا للرؤية الرئاسية للمدرسة الجمهورية؛
- إرساء آليات خاصة لصالح التعليم الشامل، وتطوير التعليم ما قبل المدرسي للأطفال في سن الخامسة، والإنصاف الترابي؛
- الاعتماد التدريجي لممارسات التسيير المستدام والصمود المناخي في الوسط المدرسي؛
- وأخيرا، تنويع مصادر التمويل عبر الشراكات بين القطاعين العام والخاص، وتنسيق أفضل مع الشركاء الفنيين والماليين، وتطوير آليات مبتكرة لتعبئة الموارد.

وتؤكد هذه التوجهات التزام القطاع بأن يضمن لكل طفل، دون تمييز، تعليما ذا جودة ومنصفا وشاملا وقادرا على الصمود، في انسجام تام مع غايات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) ومحاوره الاستراتيجية.

1.5. الأهداف الأكثر تمثيلا

وفقا لتوجهات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (2023–2030) وإطار النفقات متوسط المدى 2027–2029، تتولى وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي مسؤولية البرامج 2 و3 و4 و6 و13، التي تغطي مجالات الولوج والجودة وحوكمة النظام التربوي.

وتترجم الأهداف الجامعة الثلاثة المعتمدة في إطار مشروع الأداء السنوي 2027 الأولويات الوطنية، وتلخص منطق تدخل الوزارة عبر برامجها الميزانوية:

1. ترقية ولوج منصف وشامل إلى تعليم قاعدي وثانوي كامل وذي جودة

ارتباطا بالمحور 1 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، يرمي هذا الهدف إلى ضمان استمرارية المسار التربوي من 6 إلى 18 سنة، بتعزيز الولوج والإنصاف واستبقاء التلاميذ في النظام.

ويستجيب لتحديات التسرب المدرسي المستمرة ولإعادة إدماج الأطفال غير المتمدرسين، الذين ما يزالون يمثلون قرابة 30% من الفئة العمرية 6-15 سنة بحسب التقرير الوطني عن حالة النظام التربوي 2024.

ويجمع أعمال البرامج 1 و2 و3 من مشروع الأداء السنوي 2027 المرتكزة على توسيع العرض التربوي وتقليص الفوارق الترابية والمرتبطة بالنوع، وترقية تعليم شامل وذي جودة.

2. تحسين جودة وأداء التعلمات

يرتبط هذا الهدف بالمحور 2 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، ويترجم الأولوية الممنوحة لتحسين المكتسبات المدرسية ووجاهة التعليم.

ويركز على الإصلاح المنهجي، والتكوين الأولي والمستمر للمدرسين، والتفتيش عن قرب، وتنفيذ مشروع المؤسسة.

ويجمع جهود البرامج 1 و2 و3 من مشروع الأداء السنوي 2027، الرامية إلى تعزيز تأهيل الهيئة التدريسية، وتحسين الممارسات البيداغوجية، والرفع من مستوى التعلمات الأساسية.

3. تعزيز الحوكمة والتخطيط والأداء المؤسسي للنظام التربوي

ارتباطا بالمحور 3 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، يدعم هذا الهدف تنفيذ الإصلاحات المؤسسية من أجل تسيير أنجع وأكثر شفافية للنظام التربوي.

ويتعلق بالتخطيط الاستراتيجي والمتابعة والتقييم، ورقمنة التسيير (لا سيما عبر نظام سراج)، وتطبيق القانون

النظامي لقوانين المالية.

ويجمع أعمال البرنامج 1 والمحاور الأفقية للبرامج الأخرى من مشروع الأداء السنوي 2027، الموجهة نحو القيادة بالأداء والمساءلة وجودة النفقة العمومية.

الهدف رقم 1: ترقية ولوج منصف وشامل إلى تعليم قاعدي وثانوي كامل وذي جودة

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☑
جودة الخدمة المقدمة للمرتادين	☑
نجاعة الإدارة	☐

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، سيستهدف النظام التربوي تحسنا ملموسا في التغطية المدرسية، في المرحلتين الابتدائية والثانوية على حد سواء، بما يعكس التقدم المحرز في التخطيط والتعبئة المجتمعية وتوسيع البنى التحتية.

وفي المرحلة الثانوية (15-18 سنة)، سيصل معدل التمدرس الخام إلى 40,05%. وتعكس هذه الديناميكية الأثر المشترك لجهود توسيع المؤسسات ومكافحة التسرب وإعادة إدماج المراهقين غير المتمدرسين.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
معدل التمدرس الخام (15-18 سنة) مفصل حسب الجنس والولاية والمقاطعة	%	38,65%	40,05%	42,50%

1. معدل التمدرس الخام (15-18 سنة) مفصلا حسب الجنس والولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: نظام سراج، التوقعات الديموغرافية.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد التلاميذ المتمدرسين البالغة أعمارهم 15-18 سنة / مجموع السكان البالغة أعمارهم 15-18 سنة) × 100.
- الظاهرة المرصودة: درجة تمدرس المراهقين.
- التغيير المنتظر: توسيع التغطية التربوية لتشمل الثانوية.

الهدف رقم 2: تحسين جودة و وأداء التعلمات

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☑
نجاعة الإدارة	☐

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، ستتواصل عملية تعزيز القدرات البيداغوجية بغية تحسين جودة التعليم.

وفي المرحلة الثانوية، سيستفيد 70% من مدرسي الثانويات من تكوين مستمر، مما يتيح تحكما أفضل في المضامين الدراسية والمقاربات الديداكتيكية.

وتبرهن هذه النتائج على أثر الأعمال المباشرة في مجال التكوين والتفتيش عن قرب والارتقاء المهني، مما يسهم في الرفع من جودة التعليم ووجاهته.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
نسبة مدرسي الثانويات المستفيدين من تكوين مستمر واحد على الأقل خلال السنة، مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة	%	59%	70%	100%

1. نسبة مدرسي الثانويات المستفيدين من تكوين مستمر واحد على الأقل خلال السنة، مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: تقارير التكوينات، إدارة المصادر البشرية بالوزارة، نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد المدرسين المكونين / إجمالي عدد المدرسين) × 100.
- الظاهرة المرصودة: مستوى التمهين وتحديث كفايات المدرسين.
- التغيير المنتظر: تحسين جودة الممارسات التربوية في الثانوية.

الهدف رقم 3: تعزيز الحوكمة والتخطيط والأداء المؤسسي للنظام التربوي

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتادين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، ستتسم قيادة النظام التربوي بتعزيز ملحوظ لآليات المراقبة والتدقيق وتسيير المخاطر. ومن المنتظر أن يتلقى ثلث البنى المركزية واللامركزية مهمة واحدة على الأقل للمراقبة والتقييم والتحقق الإداري والتسييري خلال السنة.

وبالإضافة إلى ذلك، ستتوفر 40% من الإدارات المركزية واللامركزية على خريطة للمخاطر مصادق عليها

ومحيَّنة، مما يعزز الوقاية من نقاط الهشاشة المؤسسية والتحكم فيها.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
نسبة المدرسين الذين تلقوا تفتيشا بيداغوجيا واحدا على الأقل خلال السنة الدراسية	%	47%	65%	88%
نسبة البنيات المركزية واللامركزية التي تتوفر على خريطة للمخاطر	%	25%	40%	100%

1) نسبة المدرسين الذين تلقوا متابعة وتفتيشا بيداغوجيا واحدا على الأقل خلال السنة الدراسية

- مصدر البيانات: تقارير مهام التفتيش البيداغوجي (مفتشيات التعليم القاعدي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش).
- تفاصيل المنهجية: تعتبر المهمة منجزة إذا استوفت الشروط التالية: تكليف رسمي، وزيارة فعلية للمؤسسات، وتقرير مُعدّ ومجاز .

الحساب: (عدد مدرسي المراحل الابتدائية والإعدادية والثانوية في القطاع العمومي الذين خضعوا لمهمة مراقبة وتفتيش بيداغوجي واحدة على الأقل مصادق عليها / العدد الإجمالي للمدرسين الممارسين) × 100.

- الظاهرة المرصودة: وتيرة التفتيش البيداغوجي في المؤسسات ومدى تغطيته.
- التغيير المنتظر: الرفع من انتظام المتابعة البيداغوجية وفعاليتها بغية تحسين جودة التعليم.

2) نسبة الهياكل المركزية واللامركزية التي تتوفر على خريطة للمخاطر

- مصدر البيانات: التقارير السنوية للمصالح، والتدقيقات الداخلية، وتقارير المفتشية العامة للوزارة.
- تفاصيل المنهجية :تعتبر البنية متوفرة على خريطة للمخاطر إذا أُعدّت وصودق عليها وحُيّنت وثيقة رسمية بشأنها.
- الحساب: (عدد الهياكل المتوفرة على خريطة مخاطر مصادق عليها / العدد الإجمالي للهياكل المركزية واللامركزية للوزارة) × 100.
- الظاهرة المرصودة: مستوى التملك والتطبيق لمقاربة تسيير المخاطر داخل الوزارة.
- التغيير المنتظر: تعزيز الوقاية من المخاطر والتحكم فيها واستباقها لتحسين الحوكمة والأداء المؤسسي.

ثانيا. ملخص اعتمادات الباب

2.1. ملخص الاعتمادات حسب البرنامج والإجراء

التسمية	اعتمادات الالتزام		اعتمادات الدفع	
	2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027	قانون المالية المعدل 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027
الإجراء 01. القيادة والتنسيق والتسيير الإداري		-	1 770 569 113	1 716 696 728
الإجراء 02. تنفيذ الإصلاح التربوي	430 000 000	575 500 000	139 886 504	148 281 568
الإجراء 03. التقييم والمراقبة والتدقيق		-	234 726 853	235 193 845
مجموع برنامج الدعم	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**
الإجراء 01. **ترقية التعليم القاعدي**	566 000 000	516 000 000	8 207 895 907	9 065 340 743
الإجراء 02. التكوين والمحيط المدرسي		-	1 124 747 454	1 243 645 579
مجموع برنامج التعليم القاعدي	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**
الإجراء 01. تحسين جودة التعليم الثانوي		-		44 421 286
الإجراء 02. عصرنة تسيير المؤسسات الثانوية (الثانويات)		-	446 592 622	522 136 862
مجموع برنامج التعليم الثانوي		-	**446 592 622**	**566 558 148**
المجموع	**996 000 000**	**1 091 500 000**	**11 924 418 453**	**12 975 716 611**

(1) الاعتمادات الواردة في هذا العمود هي اعتمادات آخر قانون مالية معتمد.

*ملاحظة: الإجراءان «التعليم القاعدي» و«**ترقية التعليم القاعدي**» هما إجراء واحد بعينه، صيغته الصحيحة هي «الإجراء 1: **ترقية التعليم القاعدي**.«

وكذلك الشأن بالنسبة للإجراءين «الثانوية (الثانويات)» و«عصرنة تسيير الثانوية (الثانويات)»، وصيغتهما الصحيحة هي «الإجراء 2: عصرنة تسيير ال الثانوية».

2.2. ملخص الاعتمادات حسب البرنامج والجزء

التسمية	اعتمادات الالتزام		اعتمادات الدفع	
	2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027	قانون المالية المعدل 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027
نفقات الأجور والمرتبات		-	1 011 455 067	950 075 707
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	996 318 765	337 068 382

التسمية	اعتمادات الالتزام		اعتمادات الدفع	
	2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027	قانون المالية المعدل 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027
الإعانات والتحويلات الجارية		-	35 758 638	25 825 000
نفقات الاستثمار	430 000 000	575 500 000	101 500 000	95 500 000
نفقات أخرى		-	150 000	691 703 052
مجموع برنامج الدعم	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**
نفقات الأجور والمرتبات		-	8 887 162 542	9 462 466 430
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	280 304 519	625 439 103
الإعانات والتحويلات الجارية		-	75 176 300	165 080 789
نفقات الاستثمار	566 000 000	516 000 000	90 000 000	56 000 000
مجموع برنامج التعليم القاعدي	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**
نفقات الأجور والمرتبات		-	394 468 017	480 662 256
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	52 124 605	80 045 566
الإعانات والتحويلات الجارية		-		5 850 326
مجموع برنامج التعليم الثانوي		-	**446 592 622**	**566 558 148**
المجموع	**996 000 000**	**1 091 500 000**	**11 924 418 453**	**12 975 716 611**

(1) الاعتمادات الواردة في هذا العمود هي اعتمادات آخر قانون مالية معتمد.

ثالثا. برنامج الدعم

3.1. تقديم البرنامج

1.1.3. نطاق البرنامج

يشكل برنامج «دعم قيادة النظام التربوي وإصلاحه» المرتكز الأفقي الجامع لسير عمل وزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي. ويضم البنيات والوظائف المكلفة بالإنعاش الاستراتيجي والتخطيط والتنسيق والمراقبة والتسيير الإداري والمالي وتسيير المصادر البشرية، ومتابعة النظام التربوي وتقييمه.

ويضطلع هذا البرنامج بدور هيكلي في مواكبة البرنامجين التشغيليين للقطاع «التعليم القاعدي والتعليم الثانوي»، إذ يؤمّن وظائف الحوكمة والقيادة الاستراتيجية ودعم تنفيذ الإصلاحات وعصرنة الإدارة العمومية التربوية.

وهو منسجم مع أولويات البرنامج 5 – الإدارة والتسيير من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة 2023–2030)، لا سيما فيما يتعلق بإصلاح تسيير المصادر البشرية، وإرساء ثقافة التقييم والمساءلة، ورقمنة وظائف التسيير، وترقية الإنصاف، وتحسين الحوكمة الشاملة للقطاع.

ولا يغطي البرنامج بشكل مباشر الأنشطة البيداغوجية ولا الخدمات التربوية داخل الفصول الدراسية التي تدخل في نطاق البرامج التشغيلية. غير أنه يتمفصل بشكل وثيق معها، وبما ينسجم مع أعمال الوزارات الأخرى المشاركة في التنفيذ المشترك للبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة).

ويُهيكل البرنامج في ثلاثة إجراءات رئيسية:

- **القيادة والتنسيق والتسيير الإداري:** يضم هذا الإجراء وظائف التخطيط والتسيير الإداري وتسيير المصادر البشرية والتسيير المالي والدعم اللوجستي والاتصال والإعلام الآلي والتنسيق القطاعي؛
- **تنفيذ الإصلاح:** ويشمل التنشيط الاستراتيجي للإصلاح، وإنتاج أدوات القيادة، وتفعيل التوجهات الاستراتيجية، وإدماج النوع، وتنظيم التعليم الخاص. كما يتضمن إعادة صياغة المناهج، وتسيير سلسلة الكتاب المدرسي، وتنفيذ الإصلاح اللغوي، والتخطيط القطاعي، فضلا عن البرمجة الميزانوية بما ينسجم مع إصلاح المالية العمومية؛
- **التقييم والمراقبة والتدقيق:** ويغطي هذا الإجراء آليات تقييم المكتسبات، ومراجعات الجودة، والتقييمات المؤسسية، والمراقبة الداخلية، وكذا وظائف التفتيش والإشراف.

ويُنفذ البرنامج من طرف الهياكل التالية:

- ديوان الوزير؛
- الأمانة العامة التي تؤمّن التنسيق العام للبرنامج؛
- المفتشية العامة للتربية؛
- الإدارات المركزية للوزارة :الإدارة العامة للمصادر، الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف، إدارة الشؤون المالية، إدارة المصادر البشرية، إدارة التعليم الخاص، إدارة الامتحانات والمسابقات، إدارة المعلوماتية والتوثيق والرقمنة.
- الهيئات الملحقة (المعهد التربوي الوطني، معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية، اللجنة الوطنية للمناهج، اللجنة الوطنية لمتابعة الإصلاح).

ومسؤول البرنامج هو الأمين العام للوزارة، بصفته منسقا لمجمل الوظائف الإدارية والتقنية والمالية ووظائف الحوكمة في القطاع.

2.1.3. تقديم الإجراءات وأنشطتها

الإجراء 1: القيادة والتنسيق والتسيير الإداري

يشكل هذا الإجراء الأساس التنظيمي للسير اليومي للوزارة. ويضم الوظائف الأساسية للتخطيط الاستراتيجي والتنسيق المؤسسي والتسيير الإداري والمالي واللوجستي، وإدارة المصادر البشرية، وكذا حوسبة مسارات التسيير.

وانسجاما مع المحور 5 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم «الإدارة والتسيير»، ومع المواد 6 و10 و16 من القانون التوجيهي، يرمي هذا الإجراء إلى ضمان حوكمة ناجعة وشفافة ومنصفة للنظام التربوي. وهو يدعم على وجه الخصوص:

- التخطيط العملياتي والميزانوي، ومتابعة البرامج والمشاريع، وتعبئة الموارد؛
- التسيير التوقعي للأعداد وتعزيز القدرات الإدارية والتسييرية؛
- التحسين المستمر لبيئة العمل (الصيانة والممتلكات واللوجستيك) ورقمنة الخدمات؛
- التنسيق بين الإدارات وبين القطاعات، وربط الصلة بين الهياكل الجهوية؛
- الاتصال المؤسسي والحوار مع المرتادين، بما يشمل ترقية النوع، ومكافحة فيروس نقص المناعة المكتسب/السيدا، والأعمال المستهدفة في مناطق التربية ذات الأولوية.

الهياكل الإدارية المعنية:

- ديوان الوزير
- الأمانة العامة
- الخلايا المتخصصة: التقييم، الاتصال، ترقية النوع، الإعلام والتربية والاتصال، مكافحة السيدا، تنسيق مناطق التربية ذات الأولوية.
- الإدارات المركزية: الإدارة العامة للمصادر، إدارة المصادر البشرية، إدارة الشؤون المالية، إدارة المعلوماتية والتوثيق والرقمنة إدارة الممتلكات والصيانة، إدارة التنسيق مع الإدارات الجهوية.

الإجراء 2: تنفيذ الإصلاح

يشكل هذا الإجراء الهيكل التقني لتحويل النظام التربوي الوطني .ويغطي التفعيل الاستراتيجي للإصلاح، والتنزيل العملي للتوجهات القطاعية، وإنتاج أدوات القيادة، وتنظيم العرض التربوي غير العمومي، والإدماج الأفقي للنوع، وتنفيذ الورشات البيداغوجية الكبرى.

وطبقا للمواد 4 و5 و9 من القانون التوجيهي والمحاور الاستراتيجية من 1 إلى 5 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، يدعم هذا الإجراء:

- التخطيط القطاعي، والبرمجة الميزانوية الثلاثية، والانسجام مع إصلاح المالية العمومية؛
- تفعيل المناهج المحدثة المرتكزة على قاعدة مشتركة من الكفايات، والملائمة للتعدد اللغوي والتنمية المستدامة؛
- تسيير سلسلة الكتاب المدرسي، من تصميم الكتب إلى توزيعها؛
- تنفيذ الإصلاح اللغوي عبر التعليم ثنائي اللغة وتثمين اللغات الوطنية؛
- ضبط وتنظيم التعليم الخاص عبر آليات ميزة التكافؤ والتفتيش والتعاقد مع الدولة؛
- الإدماج المؤسَّس لمقاربة النوع في جميع مستويات النظام.

الهياكل الإدارية المعنية:

- الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف

- إدارة الإصلاح
- إدارة الاستراتيجيات والتخطيط والتعاون

المؤسسات التابعة للبرنامج:

- المعهد التربوي الوطني، المسؤول عن سلسلة الكتاب
- معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية، المكلف بتنفيذ الإصلاح اللغوي

الهيئات الاستشارية:

- اللجنة الوطنية لمتابعة إصلاح التعليم
- اللجنة الوطنية للمناهج

الإجراء 3: التقييم والمراقبة والتدقيق

يعزز هذا الإجراء وظائف المساءلة والشفافية والتحسين المستمر للنظام التربوي. ويدعم إرساء منظومة مدمجة للمراقبة والتفتيش وتقييم التعلمات والمتابعة المؤسسية.

وطبقا للمادة 11 من القانون التوجيهي وتوجهات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) بشأن ثقافة النتائج، يتضمن هذا الإجراء:

- تقييم المكتسبات المدرسية على مختلف مستويات النظام، بأدوات معيارية واستغلال مفصل (النوع، الولاية، إلخ)؛
- الإشراف البيداغوجي على المؤسسات العمومية والخاصة، لا سيما عبر المفتشيات المقاطعية وأقطاب التفتيش؛
- تنظيم الامتحانات والمسابقات الوطنية في منطق من الجودة والإنصاف؛
- مراجعات الجودة والتقييمات المؤسسية والتفتيشات العامة والمراقبة الإدارية الداخلية.

الهياكل الإدارية المعنية:

- المفتشية العامة
- المفتشيات المتخصصة (التعليم الابتدائي، التعليم الثانوي، المكلفة بالرقابة الإدارية والتسيير)
- إدارة التعليم الخاص
- إدارة الامتحانات والمسابقات
- الأقطاب الجهوية للتفتيش (الشمال، الجنوب، الشرق، الغرب، الوسط، الساحلي)

الإجراء 01: القيادة والتنسيق والتسيير الإداري

البنية	الأنشطة
الديوان	تسيير خلية التقييم
الديوان	تسيير خلية النوع
الديوان	تسيير خلية محاربة السيدا
الديوان	حملات التحسيس ضد التسرب والإخفاق المدرسيين في المناطق الهشة
الديوان	تسيير الديوان
الديوان	تسيير مدرسة باماكو ومركب بانجول
الديوان	إعانات لجمعيات آباء التلاميذ
الديوان	المتابعة والإشراف
الديوان	صيانة المباني المدرسية

البنية	الأنشطة
الديوان	تحسين جودة التعليم العام
الديوان	التلفزيون المدرسي
الديوان	مواهب
الديوان	تعبئة الدعم الفني
الديوان	أجور الموظفين
الديوان	نظام سراج المرحلة الثانية
الديوان	جوائز التميز
الديوان	صندوق دعم سكن المدرسين
الديوان	مصاريف نقل مقدمي الخدمات (المعلمين والأساتذة)
الديوان	لجنة إبرام الصفقات العمومية
الديوان	إحياء اليوم الوطني للمدرسة الجمهورية
الديوان	توسيع نطاق اكتتاب مقدمي الخدمات (المعلمين والأساتذة)
الديوان	تنظيم ندوات وورشات
الديوان	تجهيزات الإدارة المركزية
الديوان	جوائز التلاميذ المتفوقين في الامتحانات الوطنية
الديوان	دعم الإصلاح / البرنامج من أجل النتائج
الديوان	خلية الاتصال والعلاقات مع الجمهور
الديوان	خلية الاتصال والتوجيه في الوسط المدرسي
الديوان	اللجنة الوطنية للمناهج
إدارة المعلوماتية والتوثيق والرقمنة	تسيير إدارة المعلوماتية والتوثيق والرقمنة
إدارة الشؤون المالية	تسيير إدارة الشؤون المالية
الإدارة العامة للمصادر	أجور الموظفين
الإدارة العامة للمصادر	أعباء الإيجار
الإدارة العامة للمصادر	أعباء الاتصالات
الإدارة العامة للمصادر	تسيير إدارة المصادر البشرية
الإدارة العامة للمصادر	تسيير إدارة الممتلكات والصيانة
الإدارة العامة للمصادر	تسيير الإدارة العامة للمصادر

الإجراء 02: تنفيذ الإصلاح

البنية	الأنشطة
المعهد التربوي الوطني	طباعة وتوزيع الكتب المدرسية
المعهد التربوي الوطني	تسيير المعهد التربوي الوطني
المعهد التربوي الوطني	أجور الموظفين
الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف	تسيير الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف
الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف	تسيير إدارة الاستراتيجيات والتخطيط والتعاون
الإدارة العامة للإصلاح والاستشراف	تسيير إدارة الإصلاح
معهد ترقية تعليم اللغات الوطنية	تسيير معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية

البنية	الأنشطة
معهد ترقية تعليم اللغات الوطنية	أجور الموظفين

الإجراء 03: التقييم والمراقبة والتدقيق

البنية	الأنشطة
إدارة الامتحانات والمسابقات	أجور الموظفين
إدارة الامتحانات والمسابقات	تنظيم الامتحانات والمسابقات
إدارة الامتحانات والمسابقات	عصرنة الامتحانات الوطنية
إدارة الامتحانات والمسابقات	تسيير إدارة الامتحانات والمسابقات
المفتشية العامة للتربية	التأطير والمتابعة البيداغوجية والديداكتيكية
المفتشية العامة للتربية	تسيير المفتشية المكلفة بالمراقبة الإدارية والتسييرية
المفتشية العامة للتربية	تسيير المفتشية العامة
المفتشية العامة للتربية	تسيير مفتشية التعليم القاعدي
المفتشية العامة للتربية	تسيير مفتشية التعليم الثانوي

3.2 .الإطار الاستراتيجي

1.2.3. العرض الاستراتيجي للبرنامج

التحليل الاستراتيجي

يشكل برنامج «الدعم» الهيكل الأفقي لحوكمة الوزارة. ويضطلع بدور أساسي في الإطار الاستراتيجي والتنسيق المؤسسي والتسيير الإداري والمالي، وفي قيادة الإصلاحات القطاعية. كما ينسجم مع مقتضيات القانون التوجيهي للنظام التربوي، لا سيما المواد 5 و6 و10 و16، ومع المحور 5 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) المتعلق بعصرنة الإدارة وقيادة النظام.

وقد سُجل في السنوات الأخيرة عدة تطور هام. فأُنشئت هيئات للتنسيق بين الوزارات لتعزيز التضامن القطاعي. ونُشرت تدريجيا أدوات للتخطيط الاستراتيجي والمتابعة والتقييم، مثل إطار النفقات متوسط المدى ومشروع الأداء السنوي ونظام سراج. وقد أتاحت هذه الآليات إرساء ثقافةٍ للمساءلة، وتحسين وضوح السياسات التربوية، وتشجيع المشاركة الشاملة في تسيير القطاع.

غير أن تحديات هيكلية ما تزال قائمة. فالوزارة تواجه قدرات مؤسسية محدودة على المستويين المركزي واللامركزي. ويعوق العجز في المصادر البشرية المؤهلة فعالية التنسيق والمتابعة والتقييم. ويشكو التنشيط الاستراتيجي للإصلاح أحيانا من غياب القيادة الفعلية. وتظل الموارد المالية والمادية دون الاحتياجات اللازمة للتنفيذ الكامل للتحولات قيد التنفيذ.

وفضلا عن ذلك، يثقل السياق الاجتماعي والاقتصادي العام أداء البرنامج. فالفوارق الجهوية الكبيرة والفقر وعدم المساواة بين الجنسين تؤثر سلبا على الإنصاف في الولوج إلى الخدمات التربوية، وفي قدرة الهياكل المحلية على التدخل. ورغم الشروع في اللامركزية غير أنه ما يزال تفعيلها جزئيا. ولا تزال إمكانات استقلالية المؤسسات المدرسية غير مستغلة كما ينبغي، مما يحد من هامش مناورتها في التسيير البيداغوجي والإداري.

وهناك عدة ورشات قيد التنفيذ لتصحيح هذه الاختلالات. فالوزارة تعمل على تعزيز الهياكل القائمة وإنشاء هياكل جديدة وفقا لأحكام القانون التوجيهي. كما تُبذل جهود متواصلة لتحسين التخطيط الاستراتيجي والعملي،

وتشجيع اللامركزية الفعلي، وعصرنة نظام سراج، وترقية الإدماج، وتحسين تسيير المصادر البشرية.

وعلى المدى المتوسط، تقوم آفاق التحسن على ثلاث رافعات رئيسية. أولا، يُنتظر تعزيز أكبر للامركزية، بغية زيادة الاستقلالية في اتخاذ القرار لدى المؤسسات المدرسية والسلطات المحلية. ثانيا، يرمي التفعيل الكامل لنظام سراج إلى توفير أداة قيادة موثوقة ومحيَّنة. وأخيرا، سيُكثَّف التطوير المهني لأطر الوزارة، لتحسين جودة الحوكمة وقيادة السياسات العمومية.

ويعتمد البرنامج على طيف واسع من الهياكل، على المستويين المركزي والجهوي. كما تعبئ مؤسسات الدولة تحت الوصاية، مثل المعهد التربوي الوطني ومعهد ترقية تدريس اللغات الوطنية، لمهام تقنية خاصة مرتبطة بالإصلاح. وتضمن الهيئات الاستشارية، كاللجنة الوطنية للمناهج واللجنة الوطنية لمتابعة الإصلاح، يقظة استراتيجية وانسجاما في تنفيذ التوجهات الكبرى. وأخيرا، يواكب عدة شركاء فنيين وماليين جهود الوزارة في أفق إصلاح مستدام ومشترك.

الرهانات

الرهان الأول: عصرنة التسيير الإداري وتمهين تسيير المصادر البشرية

يقتضي تعزيز قيادة النظام التربوي تحولا عميقا في التسيير الإداري وتسيير المصادر البشرية. ويستجيب هذا الرهان الذي يقع في صميم عصرنة العمل العمومي لإرادة سياسية مؤكدة لإدراج إصلاح وظيفة التدريس في إطار شامل ومتسق لتسيير المسارات المهنية والكفايات.

وتندرج الاستراتيجية القطاعية لتسيير المصادر البشرية التي هي قيد الإعداد حاليا في هذا المنطق. وترمي إلى تمهين المسيرين، والتحيين الدائم للخريطة المدرسية، وإصلاح مسارات التعيين والترسيم والتقييم، فضلا عن التخطيط التوقعي للأعداد بما يتماشى مع الحاجيات الفعلية في الميدان. وستتيح جعل تسيير المصادر البشرية أكثر شفافية وإنصافا واستجابة.

ويشكل التعميم التدريجي لنظام سراج رافعة هيكلية. فمن خلال التتبع الآني للمعطيات التربوية المفصلة حسب الجنس والموقع والوضعية، يزود صناع القرار بأداة موثوقة لمساعدتهم على اتخاذ القرار، تساعد على قيادة قائمة على معطيات مؤكدة. كما يدعم هذا النظام تنفيذ سياسات التوزيع المنصف للمدرسين، انسجاما مع مقتضيات الإنصاف الترابي ومكافحة الفوارق بين الجنسين.

ولا تقتصر ورشة العصرنة هذه على تسيير المصادر البشرية؛ إذ يشمل وظائف الدعم كإصلاح الميزانية وتسيير الأرشيف واللوجستيك ورقمنة الوثائق، بهدف التمهين الشامل للإدارة التربوية وخلق بيئة إدارية أكثر نجاعة وأكثر توجها نحو النتائج.

الرهان الثاني: تعزيز التنسيق القطاعي وقيادة الإصلاحات بفعالية

تقوم القيادة الاستراتيجية للنظام التربوي على آليات متينة للتنسيق والتخطيط والمساءلة. وفي هذا الصدد، يرمي البرنامج إلى تعزيز الحوكمة القطاعية عبر هيكلة آليات تنسيق وظيفية وتمثيلية ومرنة، على المستويين المركزي واللامركزي.

وسيتيح إعداد أدوات القيادة وتحيينها بانتظام (خرائط الطريق ومصفوفات الإصلاح وخطط العمل) ضمان متابعة صارمة لتنفيذ الإصلاحات، بما ينسجم مع التزامات البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة). ومن شأن مأسسة الحوار القطاعي أن يشجع التشاور بين مختلف الأطراف المعنية، بما فيها التجمعات المحلية والشركاء الاجتماعيون والشركاء الفنيون والماليون.

كما يشكل الإدماج الأفقي لبعد النوع أولوية استراتيجية. فهناك استراتيجية لمأسسة النوع قيد التطوير من أجل ضمان أن تأخذ السياسات التربوية في الحسبان الفوارقَ الهيكلية، وإدماجها لآليات ملموسة لتقليص الفجوات.

ويرمي هذا النهج إلى إزاحة العوائق أمام المشاركة الكاملة للفتيات والنساء في التربية من الولوج إلى الحوكمة.

وأخيرا، يشكل تنفيذ ميزانية البرامج، بالارتباط مع إطار النفقات متوسط المدى ومشاريع الأداء السنوية، رافعة أساسية للقيادة المرتكزة على النتائج. فهو يتيح تخصيصا أفضل للموارد، قائما على الأولويات الاستراتيجية والحاجيات المقيَّمة والنتائج المنتظرة، مع تعزيز شفافية العمل العمومي.

الرهان الثالث: تطوير القدرات في مجال التقييم وترقية الابتكار لتعزيز أداء النظام

أصبح التقييم التلقائي والصارم للسياسات العمومية اليوم مطلبا لا محيد عنه لضمان المساءلة وتوجيه التعديلات الاستراتيجية وتعزيز ثقة المواطنين في العمل العمومي. ويجعل البرنامج من التقييم ركيزة أساسية للقيادة، بتزويده الهياكل التربوية بقدرات أكبر في إنتاج المعطيات المبنية على الأدلة وتحليلها واستخدامها.

وهكذا، ستُوضع آليات لتقييم مكتسبات التلاميذ في مختلف مراحل المسار التربوي. وستتيح هذه التقييمات، المفصلة حسب النوع والمنطقة الجغرافية ووفق معايير أخرى ذات صلة، قياس التقدم المحرز، وتحديد الفوارق المستمرة، وتوجيه سياسات تحسين التعلمات على نحو أفضل.

كما ينص البرنامج على التدقيق في الجودة والمسوح الموضوعاتية والتقييمات المؤسسية، الرامية إلى تحديد نقاط القوة والضعف في النظام على جميع المستويات. وسيغذي هذا الأساس المبني على الأدلة القرارات السياسية والإدارية، مع تعزيز قدرات المدرسين والمؤطرين البيداغوجيين والهياكل المركزية.

وفي هذه الدينامكية، يستند على الابتكار والتحول الرقمي باعتبارهما رافعتين أفقيتين. فالرقمنة التدريجية للخدمات الإدارية، وتعزز هذا التحولَ ترقيةُ الكفايات الرقمية عبر تكوينات موجهة) المعلوماتية المكتبية والتحاضر عن بعد والأدوات التشاركية)، ودعم تطوير التعليم عن بعد.

وأخيرا، يولى عناية كبيرة لتنظيم القطاع الخاص. فعبر تعزيز آليات المتابعة والتأطير والتمهين، يتمثل الهدف في ضمان تقارب مجمل العرض التربوي – العمومي والخاص – نحو معايير جودة مشتركة، في خدمة الإنصاف والأداء.

2.2.3. تقديم الأهداف الاستراتيجية

الهدف رقم 1: عصرنة تسيير الإدارة والمصادر البشرية

<u>نوع الغاية من النتائج المستهدفة</u>

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

<u>النتيجة السنوية</u>

في العام 2027، ستبلغ نسبة تغطية الحاجيات من المدرسين المؤهلين 80% في المرحلة الابتدائية و65% في المرحلة الإعدادية و55% في المرحلة الثانوية، بما يعكس تراجع اللجوء إلى المدرسين غير المكونين وتوزيعا أكثر إنصافا للأطقم.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
نسبة تغطية الحاجيات من المدرسين المؤهلين حسب المستوى (ابتدائي، إعدادي، ثانوي)	%	90%	94%	100%
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 9: عدد الأدلة الإحصائية المنتجة بواسطة نظام سراج والمنشورة على موقع الوزارة .	عدد	0	1	4
نسبة المعلمات في المرحلة الابتدائية مفصلة حسب الولاية والمقاطعة	%	37	37%	40%

1) نسبة تغطية الحاجيات من المدرسين المؤهلين حسب المستوى (ابتدائي، إعدادي، ثانوي)

- مصدر البيانات: إدارة المصادر البشرية بالوزارة، نظام سراج (التعيينات)، النصوص السنوية للاكتتاب.
- تفاصيل المنهجية: المدرس «المؤهل» = حامل شهادة مهنية صادرة عن مؤسسة للتكوين الأولي (مثل مدارس تكوين المعلمين، المدرسة العليا للتعليم). الحاجيات = التوقعات الرسمية وفق معايير التأطير. الحساب: (عدد المدرسين المؤهلين المتاحين / الحاجيات المتوقعة) × 100.
- الظاهرة المرصودة: درجة تلبية الحاجيات من المدرسين المؤهلين مقارنة بالمعايير.
- التغيير المنتظر: رفع نسبة المدرسين المؤهلين، وتقليص اللجوء إلى غير المكونين، وتحسين جودة التأطير.

2) عدد الأدلة الإحصائية المنتجة بواسطة نظام سراج والمنشورة على موقع الوزارة

- مصدر البيانات: نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: عدد الأدلة الإحصائية المنتجة بواسطة نظام سراج والمنشورة على موقع الوزارة.
- الظاهرة المرصودة: توفر المعطيات لقيادة النظام.
- التغيير المنتظر: تشجيع اتخاذ قرارات أفضل.

3) نسبة المعلمات في المرحلة الابتدائية مفصلة حسب الولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: إدارة المصادر البشرية بالوزارة، نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: تشمل جميع أصناف المدرسين (الموظفين والعقدويين ومقدمي الخدمات في المرحلة الابتدائية العمومية.)
- الحساب: (عدد المعلمات / مجموع المدرسين) × 100.
- الظاهرة المرصودة: تأنيث الهيئة التدريسية في المرحلة الابتدائية.
- التغيير المنتظر: تشجيع تمثيل نسائي أفضل وإنصاف النوع في التدريس.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

في 2027، يواصل المعهد التربوي الوطني جهوده لعصرنة سلسلة النشر وللشفافية في تسيير الكتب المدرسية. ويتوخى على وجه الخصوص إعداد دليل للإجراءات المالية لتعزيز الحوكمة الداخلية، وتحسين القدرات التقنية لسلسلة النشر، وتحسين مسارات متابعة الكتب وتوزيعها. ومن جهته، يركز معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية الذي هو مؤسسة جديدة نشأت بموجب القانون التوجيهي لعام 2022، أعماله على إرساء جهازه الإداري والبيداغوجي. وتتعلق أولوياته بتشييد مقره وتجهيزه، وضمان ربطه الرقمي، وهيكلة تنظيمه ليستجيب بفعالية لمهمته. وبهذه الأعمال، يسهم المعهدان مباشرة في هدف عصرنة التسيير الإداري وتمهين المصادر البشرية

في النظام التربوي.

الهدف رقم 2: تعزيز التنسيق القطاعي وقيادة الإصلاحات بفعالية

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، سيتم تفويض 60% من الاعتمادات إلى المصالح اللامركزية (الإدارات الجهوية للتربية، مفتشيات المقاطعات للتعليم الأساسي، المؤسسات).

وستعقد لجنة تنسيق البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) أربع دورات سنوية على الأقل، تؤمّن متابعة الإصلاحات.

وستتوفر خطة عمل سنوية مرصودة منسجمة مع إطار النفقات متوسط المدى ومشروع الأداء السنوي، وتتم المصادقة عليها قبل 31 مارس 2027، بما يضمن الانسجام بين التخطيط والتنفيذ الميزانوي.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
حصة ميزانية القطاع المفوضة إلى المصالح اللامركزية (الإدارات الجهوية للتربية الوطنية، مفتشيات المقاطعات للتعليم الأساسي، الأقطاب، مفتشي الدوائر، المدارس/المؤسسات)	%	%50	%60	%70
عدد دورات لجنة تنسيق البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)	عدد	4	4	4
توفر خطة عمل سنوية مرصودة للبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) منسجمة مع إطار النفقات متوسط المدى ومشروع الأداء السنوي	نعم/لا	نعم	نعم	نعم

1) حصة ميزانية القطاع المفوضة إلى المصالح اللامركزية

- مصدر البيانات: الإدارة العامة للميزانية، الوزارة، أوامر التفويض الميزانوي.
- تفاصيل المنهجية: المبالغ المفوضة إلى الإدارات الجهوية ومفتشيات المقاطعات والأقطاب والمؤسسات / مجموع ميزانية الوزارة × 100.
- الظاهرة المرصودة: درجة اللامركزية المالي للقطاع.
- التغيير المنتظر: تعزيز استقلالية المصالح اللامركزية في تسيير الموارد.

2) عدد دورات لجنة تنسيق البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)

- مصدر البيانات: أمانة اللجنة، محاضر الدورات.

- تفاصيل المنهجية: إحصاء سنوي للاجتماعات الفعلية المستوفية للنصاب والمدعومة بمحضر مصادق عليه.
- الظاهرة المرصودة: السير المنتظم لهيئة القيادة القطاعية داخل الوزارة.
- التغيير المنتظر: تعزيز التنسيق والمتابعة المشتركة بين المؤسسات للبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة).

3) توفر خطة عمل سنوية مرصودة منسجمة مع إطار النفقات متوسط المدى ومشروع الأداء السنوي

- مصدر البيانات: الوزارة/إدارة الاستراتيجيات والتخطيط والتعاون، وثائق خطة العمل السنوية المرصودة.
- تفاصيل المنهجية: تعتبر خطة العمل السنوية المرصودة «متوفرة» إذا أُنتجت وصودق عليها ورُصدت لها اعتمادات، وكانت منسجمة مع إطار النفقات متوسط المدى ومشروع الأداء السنوي.
- الظاهرة المرصودة: وجود أداة سنوية عملية للتخطيط والمَيْزَنة.
- التغيير المنتظر: تعزيز الانسجام الاستراتيجي والاتساق بين التخطيط والتنفيذ الميزانوي.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

يشكل تنفيذ الإصلاحات المنهجية صلب عمل المعهد التربوي الوطني في 2027. فهو مكلف بضمان إنتاج وتوزيع الكتب المدرسية المطابقة للبرامج الجديدة وتحسين جودة المضامين البيداغوجية، لا سيما في اللغات. أما معهد ترقية تعليم اللغات الوطنية فيركز جهوده على تفعيل الإصلاح اللغوي. وهو يتوخى تصميم وطباعة الكتب الأولى باللغات الوطنية، وتكوين أفواج من التلاميذ المعلمين على ديداكتيك تعدد اللغات، فضلا عن بعثات استكشاف في بلدان ذات تجربة في الثنائية اللغوية بغية تعزيز كفايات أطره. وبعمل هاتين المؤسستين على محاور متكاملة، تقدمان مساهمة حاسمة في قيادة الإصلاحات الهيكلية للنظام التربوي.

الهدف رقم 3: تطوير قدرات تقييم النظام التربوي

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، سيستفيد 65% من المدرسين من تفتيش بيداغوجي.

وستُعدّ خريطة المخاطر في 40% من الهياكل على الأقل، وسيُجرى تقييم وطني للمكتسبات، مما يعزز الشفافية والقدرة الوطنية على تحليل الأداء المدرسي.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
نسبة المدرسين الذين تلقوا مهمة تفتيش بيداغوجي واحدة على الأقل خلال السنة الدراسية	%	%47	%65	%88
نسبة الهياكل المركزية واللامركزية التي تتوفر على خريطة للمخاطر	%	%25	%40	%100
عدد التقييمات الوطنية لمكتسبات التلاميذ المنجزة والمنفذة من طرف الهياكل الوطنية	عدد	1	1	3

1) نسبة المدرسين الذين تلقوا مهمة مراقبة وتفتيش بيداغوجي واحدة على الأقل خلال السنة الدراسية

- مصدر البيانات: تقارير مهام التفتيش البيداغوجي (مفتشيات التعليم القاعدي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش).
- تفاصيل المنهجية: تعتبر المهمة منجزة إذا استوفت الشروط التالية: تكليف رسمي، وزيارة فعلية للمؤسسات، وتقرير مُعدّ ومصادق عليه. الإحصاء سنوي.

الحساب: (عدد مدرسي المراحل الابتدائية والإعدادية والثانوية في القطاع العمومي الذين خضعوا لمهمة مراقبة وتفتيش بيداغوجي واحدة على الأقل مصادق عليها / العدد الإجمالي للمدرسين الممارسين) × 100.

- الظاهرة المرصودة: وتيرة التفتيش البيداغوجي في المؤسسات ومدى تغطيته.
- التغيير المنتظر: الرفع من انتظام المتابعة البيداغوجية وفعاليتها بغية تحسين جودة التعليم.

2) نسبة الهياكل المركزية واللامركزية التي تتوفر على خريطة للمخاطر

- مصدر البيانات: التقارير السنوية للمصالح، والتدقيقات الداخلية، وتقارير المفتشية العامة، والوزارة.
- تفاصيل المنهجية: يعتبر الهيكل متوفرا على خريطة للمخاطر إذا أُعدّت وصودق عليها وحُيّنت وثيقة رسمية بشأنها. الإحصاء سنوي.
- الحساب: (عدد الهياكل المتوفرة على خريطة مخاطر مصادق عليها / العدد الإجمالي للهياكل المركزية واللامركزية للوزارة) × 100.
- الظاهرة المرصودة: مستوى التملك والتطبيق لمقاربة تسيير المخاطر داخل الوزارة.
- التغيير المنتظر: تعزيز الوقاية من المخاطر والتحكم فيها واستباقها لتحسين الحوكمة والأداء المؤسسي.

3) عدد التقييمات الوطنية لمكتسبات التلاميذ المنجزة والمنفذة من طرف الهياكل الوطنية

- مصدر البيانات: الخلية الوطنية للتقييم، تقارير التقييمات الوطنية.
- تفاصيل المنهجية: تقييم منفَّذ، ومعطيات مجمَّعة، وتقرير مُعدّ ومصادق عليه على المستوى الوطني. الإحصاء سنوي.
- الظاهرة المرصودة: القدرة الوطنية على إجراء تقييماتها المعيارية الخاصة للمكتسبات المدرسية.
- التغيير المنتظر: تعزيز التحكم الوطني في التقييم، وإنتاج معطيات موثوقة لتوجيه الإصلاحات البيداغوجية.

الهدف رقم 4: مواكبة التحول الرقمي وقيادة الابتكارات

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، ستبلغ نسبة المدرسين المكونين في تكنولوجيا المعلومات والاتصال 95%، شاهدا على الانتشار العام للكفايات الرقمية.

وسترتفع نسبة تغطية الحاجيات من الكتب المدرسية إلى 48%، دعما لتنفيذ الإصلاح البيداغوجي.

وفضلا عن ذلك، ستطبق 106 فصول البرامج باللغات الوطنية، مقابل 76 في 2025، بما يمثل تقدما حاسما في ترقية الثنائية اللغوية وإتقان التعلمات الأساسية.

وستعزز هذه النتائج رقمنة القيادة وعصرنة التعليم وترسيخ الابتكارات التربوية.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
نسبة المدرسين المكونين في تكنولوجيا المعلومات والاتصال، مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة	%	83%	95%	100%
عدد الفصول التي تطبق البرامج باللغات الوطنية	عدد	76	106	160
نسبة تغطية الحاجيات من الكتب المدرسية حسب المادة والمستوى (ابتدائي، إعدادي، ثانوي)، مفصلة حسب الولاية والمقاطعة	%	34,70%	48%	70%

1) نسبة المدرسين المكونين في تكنولوجيا المعلومات والاتصال، مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: إدارة المصادر البشرية بالوزارة، المفتشية العامة للتربية الوطنية، إدارة التعليم الأساسي، إدارة التعليم الثانوي، تقارير التكوين.
- تفاصيل المنهجية: المدرس المكوَّن = من تابع وحدة تكوينية مصادقا عليها في "تكنولوجيا المعلومات والاتصال" مع تقديم إفادة. مفصل حسب الجنس والولاية والمقاطعة.
- الحساب: (عدد المدرسين المكونين في تكنولوجيا المعلومات والاتصال الحاصلين على شهادة / العدد الإجمالي للمدرسين الممارسين) × 100.
- الظاهرة المرصودة: انتشار الكفايات الرقمية لدى المدرسين.
- التغيير المنتظر: تعميم استخدام الرقمنة في الممارسات البيداغوجية والإدارية.

2) عدد الفصول التي تطبق البرامج باللغات الوطنية، مفصلا حسب الولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: المفتشية العامة للتربية، معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية، اللجنة الوطنية للمناهج، المعهد التربوي الوطني، نظام سراج، التقارير البيداغوجية.
- تفاصيل المنهجية: الفصول التي أدخلت فعليا التعليم باللغات الوطنية طبقا للتوجيهات الرسمية. مفصل حسب الولاية والمقاطعة.
- الظاهرة المرصودة: مستوى إدماج اللغات الوطنية في التعليم.
- التغيير المنتظر: ترقية الثنائية اللغوية وتعزيز إتقان التعلمات الأساسية عبر اللغات المحلية.

3) نسبة تغطية الحاجيات من الكتب المدرسية حسب المادة والمستوى (ابتدائي، إعدادي، ثانوي)، مفصلة حسب الولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: المعهد التربوي الوطني، نقاط التوفير الجهوية، تقارير إيصال الكتب المدرسية وعرضها للبيع.
- تفاصيل المنهجية: يعتبر الكتاب متوفرا عندما يكون مطبوعا ومُوصَلا ومتاحا في نقاط التوفير الجهوية بسعر رمزي تحدده الدولة. مفصل حسب المادة والمستوى والولاية والمقاطعة.
- الحساب: (عدد الكتب المدرسية المتوفرة في نقاط التوفير الجهوية) / (العدد الإجمالي للكتب المطلوبة وفق أعداد التلاميذ حسب المادة والمستوى) × 100.
- الظاهرة المرصودة: مستوى تغطية الحاجيات من الكتب المدرسية الذي يؤمّنه المعهد التربوي الوطني إلى نقطة التوفير الجهوية.
- التغيير المنتظر: ضمان ملاءمة أفضل بين الحاجيات الفعلية للتلاميذ وعرض الكتب المدرسية، بغية تعزيز الإنصاف وفعالية التعليم.

<u>مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء</u>

يعتزم المعهد التربوي الوطني مزيدا من إدماج الأدوات الرقمية في مسارات تصميم الكتب المدرسية ومتابعتها، في أفق عصرنة سلسلة النشر لديه وإدخال دعامات رقمية في التعلم. ومن جهته، يتوخى معهد ترقية تدريس اللغات الوطنية إرساء بنية تحتية رقمية تشمل خصوصا مركزا للمعطيات وتجهيزات معلوماتية أساسية، من أجل رقمنة مضامينه البيداغوجية تدريجيا ودعم التعليم عن بعد. وتجسد هذه الأعمال الإرادة المشتركة للمؤسستين في مواكبة التحول الرقمي وتجريب مقاربات بيداغوجية جديدة. وهكذا تندرج مساهمتهما المشتركة في تعزيز الابتكار ورقمنة النظام التربوي.

3.3. تقديم الوسائل المطلوبة

1.3.3. مقترحات الميزانية

تقديم الاعتمادات حسب الإجراء والجزء

	اعتمادات الالتزام		اعتمادات الدفع	
التسمية	اعتمادات الالتزام 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027	قانون المالية المعدل 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027
نفقات الأجور والمرتبات		-	866 885 234	799 200 718
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	879 775 241	217 967 958
الإعانات والتحويلات الجارية		-	17 758 638	7 825 000
نفقات الاستثمار		-	6 000 000	-

	اعتمادات الالتزام		اعتمادات الدفع	
التسمية	اعتمادات الالتزام 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027	قانون المالية المعدل 2026	مشروع قانون المالية الأصلي 2027
نفقات أخرى		-	150 000	691 703 052
إجمالي الإجراء 01. القيادة والتنسيق والتسيير الإداري		-	**1 770 569 113**	**1 716 696 728**
نفقات الأجور والمرتبات		-	26 060 812	34 455 876
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	325 692	325 692
الإعانات والتحويلات الجارية		-	18 000 000	18 000 000
نفقات الاستثمار	430 000 000	575 500 000	95 500 000	95 500 000
إجمالي الإجراء 02. تنفيذ الإصلاح	**430 000 000**	**575 500 000**	**139 886 504**	**148 281 568**
نفقات الأجور والمرتبات		-	118 509 021	116 419 113
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-	116 217 832	118 774 732
إجمالي الإجراء 03. التقييم والمراقبة والتدقيق		-	**234 726 853**	**235 193 845**
إجمالي برنامج الدعم	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**

(1) الاعتمادات الواردة في هذا العمود هي اعتمادات آخر قانون مالية معتمد.

2.3.3. مقترحات الوظائف (المصادر البشرية)

وظائف الإدارة

وظائف الإدارة	إنجازات 2025 (1) (2)	متاح في قانون المالية 2026 (1) (أ)	التقسيم التوقعي 2027: توقع المخرج	توقع المدخل	الفارق (المدخلات – المخرجات)	المجموع: العدد 2026 (أ + الفارق)
المجموع						1072
A1						167
A2						10
A3						158
B						283
C						74
E1C وكيل دعم عقدوي						135
E8 مفتش						244
ESP						1

(1) العمودان 2025 و2026 معبآن من مستند الرواتب بالإدارة العامة للميزانية

(2) الإنجازات مستخرجة من التقرير السنوي للأداء للسنة الماضية

(3) هذه الفئة من الموظفين في طريقها إلى المغادرة

وظائف مؤسسات الدولة

(1) العمودان 2025 و2026 معبآن من مستند مستخدمي المؤسسات العمومية والهياكل المماثلة (الإدارة العامة للميزانية)

(2) الإنجازات مستخرجة من التقرير السنوي للأداء للسنة الماضية

(3) التوقع مستخرج من مشروع الأداء السنوي للسنة الجارية

المؤسسات	إنجازات 2025 (1) (2)	متاح في قانون المالية 2026 (1) (أ)	التقسيم التوقعي 2027: توقع المخرج	توقع المدخل	الفارق (المدخلات – المخرجات)	المجموع: العدد 2026 (أ + الفارق)
معهد ترقية تعليم اللغات الوطنية						14
A1						2
A3						5
B						5
C						2
المعهد التربوي الوطني						317
A1						34
A3						65
B						176
C						30
E1C وكيل دعم عقدوي						3
E8 مفتش						9
مجموع معهد ترقية تعليم اللغات الوطنية والمعهد التربوي الوطني						**331**

3.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة

1.4.3. نفقات أجور ومرتبات الموظفين

	توقع 2026		توقع 2027		الفارق بين 2026 و2027	
	الأعداد (ما يعادل العمل بدوام كامل)	2026: الكلفة الإجمالية	الأعداد (1) (ما يعادل العمل بدوام كامل)	2027: الكلفة الإجمالية (2)	فارق الأعداد (أعداد 2027 – أعداد 2026)	فارق الكلفة (كلفة 2027 – كلفة 2026)
كل فئة، كل وظيفة		1 011 455 067		950 075 707		-61 379 360
الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج		1 011 455 067		950 075 707		-61 379 360

(1) الأعداد هي أعداد عمود «المجموع» من مقترحات وظائف الإدارة (انظر ص 17)، أو أعداد عمود «توقع 2026» من مقترحات وظائف مؤسسات الدولة المشغِّلة (انظر ص 18).

(2) يجب أن تساوي الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج «الجزء 1. نفقات الأجور والمرتبات» من عرض الاعتمادات حسب الإجراء والجزء للسنة المعنية (انظر ص 28).

تجدر الإشارة إلى أن الفارق السالب لا يعبر عن تراجع في أعداد الوزارة، وإنما عن إعادة ضبط أُجريت في تقسيم القطاع إلى برامج أدت إلى تقليص أعداد العمال في برنامج الدعم سنة 2027، إذ إن الموظفين المعنيين هنا يعملون لصالح البرامج التشغيلية، ولا سيما التعليم القاعدي والتعليم الثانوي.

2.4.3. الإعانات والتحويلات

النوع	طبيعة الآلية	2026: المبالغ	2027: المبالغ	تبريرات 2027
4. الإعانات والتحويلات	تحويل جار إلى المعهد التربوي الوطني ومعهد ترقية تدريس اللغات الوطنية	35 758 638	25 825 000	مبلغ مخصص لتحسين الكتب المدرسية وترقية تدريس اللغات الوطنية
المجموع الإجمالي		**35 758 638**	**25 825 000**	

3.4.3. نفقات الاستثمار

مشاريع الاستثمار

المشاريع	المدة المقررة للمشروع، من الدراسات إلى نهاية الأشغال (البداية– النهاية)	الكلفة الإجمالية للمشروع	نفقات 2026 والسنوات السابقة (بما فيها التمويلات الخارجية)	التمويلات الداخلية المقررة لـ 2027 (1)	التمويلات الخارجية المقررة لـ 2027 (2)	الاعتمادات المطلوبة في مشروع قانون المالية الأصلي 2027 (1+2)
طباعة وتوزيع الكتب المدرسية						95 500 000
المجموع الإجمالي						**95 500 000**

رابعا. برنامج التعليم القاعدي

4.1. تقديم البرنامج

1.1.4. نطاق البرنامج

يشكل برنامجُ التعليم القاعدي الركيزةَ الأساسية للتمدرس الإجباري في بلادنا. ويغطي سنوات التعليم القاعدي التسع، بواقع ست سنوات للتعليم الابتدائي، وثلاث سنوات للتعليم الإعدادي. ويرمي إلى ضمان الولوج الشامل والاستبقاء والنجاح المدرسي لجميع الأطفال الذين تتراوح أعمارهم بين 6 و15 سنة.

يطمح هذا البرنامج إلى تزويد كل تلميذ بالمعارف الأساسية والمهارات الحياتية وقيم المواطنة الضرورية لمواصلة الدراسة، أو التوجيه نحو التكوين الفني والمهني، أو الاندماج في الحياة الاجتماعية والاقتصادية. كما أنه يشكل أولويةً استراتيجية للإصلاح التربوي الجاري، ورافعةً محوريةً للبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة) بغية تحسين جودة التعليم والإنصاف الاجتماعي والترابي (حسب المناطق).

ينسجم البرنامج مع أهداف المرحلتين السابقتين (2 و3) من البرنامج الوطني (التعليم الابتدائي والتعليم الإعدادي)، خصوصا ما يتعلق بتعزيز العرض المدرسي، وتقليص الفوارق، وتحسين التعلمات، ومراجعة المناهج، وإدماج التعدد اللغوي، وتكوين المدرسين، والتسيير التشاركي، ومتابعة الأداء.

البرنامج لا يغطي المستويات غير المشمولة بالتعليم القاعدي الإجباري، خاصة التعليم ما قبل المدرسي، والتعليم الثانوي العام، والتعليم الفني والمهني، والتعليم العالي. ومع ذلك، فهو يتمفصل بشكل وثيق مع البرامج الأخرى لوزارة التربية وإصلاح النظام التعليمي، انسجاما مع المقاربة المندمجة لتنفيذ البرنامج الوطني.

يهيكل البرنامج في إجراءين رئيسيين:

- **الإجراء 01 .ترقية التعليم القاعدي**: ويجمع هذا الإجراء التدخلات الرامية إلى الولوج المنصف للتعليم الابتدائي والإعدادي، وتمدرس الأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة، وتقليص الفوارق المبنية على النوع، وتطوير الكفالات المدرسية، ومكافحة التسرب، ومشاركة المجموعات في التسيير المحلي للمؤسسات عبر لجان التسيير.
- **الإجراء 02. التكوين والمحيط المدرسي**: يشمل هذا الإجراء تكوين المدرسين، ومراجعة المناهج، وتوزيع الكتب المدرسية، وإدخال الدروس المكتوبة، وترقية الصحة والتغذية المدرسية، والنظافة، والأنشطة الرياضية والثقافية، وتطوير التعدد اللغوي التربوي، وتحسين المناخ المدرسي.

يتم تنفيذ البرنامج من قِبَلِ الهياكل التالية:

- الإدارة العامة للتعليم.
- إدارة التغذية والتثقيف الصحي المكلفة بالصحة والنظافة والتغذية المدرسية.
- مدارس تكوين المعلمين الخمس المكلفة بالتكوين الأولي والمستمر لمعلمي المرحلة الابتدائية، بطلب من الوزيرة.
- الإدارات الجهوية للتربية)خمس عشرة إدارة)، ضمانًا للتنسيق والمتابعة على المستوى اللامركزي.
- المؤسسات المدرسية العمومية للتعليم للمرحلتين الابتدائية والإعدادية، بوصفها المواقع المخصصة لتنفيذ أعمال التعليم القاعدي.

مسؤول البرنامج هو المدير العام للتعليم، بصفته منسقًا لمجمل التدخلات المرتبطة بالتمدرس الإجباري وجودة التعلمات وحوكمة التعليم القاعدي.

2.1.4. تقديم الإجراءات وأنشطتها

الإجراء 01: ترقية التعليم القاعدي

يشكل هذا الإجراء الرافعة الرئيسية لضمان ولوج منصف وشامل وإدماجي للتعليم القاعدي، طبقاً للمواد 2 و4 و5 و6 و8 من القانون التوجيهي والمحور الاستراتيجي 1 من البرنامج الوطني ("تحسين الولوج إلى تعليم شامل ومنصف وذي جودة.("

ويشمل كافة السياسات العامة الهادفة إلى تعميم النفاذ للتعليم الابتدائي والإعدادي، ومكافحة الفوارق الجغرافية والاجتماعية وتلك المبنية على النوع، وتمدرس الأطفال المتصفين بالهشاشة، وذوي الاحتياجات الخاصة، فضلا عن تعزيز العرض التربوي العمومي.

وتتركز التدخلات الرئيسية على:

- تطوير البنى التحتية التربوية كي تستجيب للضغط الديمغرافي، وتقليص أعداد التلاميذ في الفصول وضمان عدد الحجرات المناسب لكل مستوى دراسي.
- توسيع الخريطة المدرسية لتغطية المناطق الريفية والمعزولة والتي لم تصلها الخدمة.
- التطبيق الفعلي لمجانية التعليم القاعدي، بما في ذلك توفير الحقائب المدرسية.
- ترقية إنصاف النوع عبر تدخلات موجهة (كفالات، نوادٍ للفتيات، تحسيس مجتمعي).
- التمدرس الشامل للأطفال ذوي الاحتياجات الخاصة والتكفل بالأطفال خارج النظام المدرسي.

الهياكل الإدارية المعنية:

- إدارة التعليم الأساسي.
- جميع الإدارات الجهوية للتربية المكلفة بتنفيذ هذه السياسات على المستوى الجهوي.
- مفتشيات المقاطعات للتعليم الابتدائي.
- مفتشوالدوائر.
- كافة المدارس والمؤسسات الابتدائية والإعدادية العمومية والخاصة.

فاعلو الدولة المرتبطون:

- مدارس تكوين المعلمين الخمس: لعيون، نواكشوط، كيهيدي، أكجوجت، كيفة.

الإجراء 02: التكوين والمحيط المدرسي

يستهدف هذا الإجراء تعزيز جودة التعلمات وتحسين المحيط التربوي الشامل في مرحلة التعليم القاعدي، طبقا للمواد 3 و9 و10 و11 من القانون التوجيهي، وكذلك المحاور 2 و3 و4 من البرنامج الوطني ("جودة التعليم"، "الحوكمة والأداء"، "لتعليم والتنمية المستدامة.("

ويغطي الأولويات التالية:

- التطور المهني للمدرسين، خاصة من خلال تعزيز التكوين الأولي والمستمر ضمن آلية التمهين المحددة في المادة 18 من القانون التوجيهي.
- تنفيذ مناهج مجددة تدمج الكفايات العرضية، والأنشطة الرياضية والفنية والمدنية.
- ترقية المواطنة وحقوق الإنسان والسلم واللحمة الوطنية، طبقاً للمادة 7.
- أخذ التعدد اللغوي في الحُسبان، وكذلك التربية الصحية والبيئية والرقمية وقيم التنمية المستدامة.
- تطوير التغذية والصحة والأمن في الوسط المدرسي، انسجاما مع المادة 19 من القانون التوجيهي المتعلقة بظروف استقبال التلاميذ.
- العمل على تحسين نظافة المؤسسات وتوفير المياه والصرف الصحي وظروف الأمن.

الهياكل الإدارية المعنية:

- إدارة التغذية والتثقيف الصحي.
- الإدارات الجهوية للتربية والمؤسسات الابتدائية والإعدادية.
- مفتشيات المقاطعات للتعليم الابتدائي.
- مفتشي الدوائر.

الإجراء 01 :ترقية التعليم القاعدي

البنية	الأنشطة
الإدارة الجهوية لعصابة	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لبراكنة	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لترارزة	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لأدرار	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لكيدي ماغا	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لتيرس زمور	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لإنشيري	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لداخلت نواذيبو	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لكوركول	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لنواكشوط الشمالية	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لنواكشوط الغربية	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لنواكشوط الجنوبية	أجور الموظفين
مدرسة تكوين المعلمين بلعيون	تكوين التلاميذ المعلمين في مدرسة لعيون
مدرسة تكوين المعلمين بلعيون	أجور الموظفين
الإدارة العامة للتعليم	علاوات تجهيز المعلمين
الإدارة العامة للتعليم	منح تلاميذ التعليم الثانوي
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة التعليم الثانوي
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة التعليم الخاص
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة ترقية تعليم العلوم
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة التنشيط الاجتماعي والتربوي
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة التنسيق مع الإدارات الجهوية
الإدارة العامة للتعليم	تسيير الإدارة العامة للتعليم
الإدارة العامة للتعليم	تسيير إدارة التعليم القاعدي
الإدارة العامة للتعليم	دعم تعزيز قدرات المؤسسات المدرسية
الإدارة العامة للتعليم	تجهيز الإدارة اللامركزية
الإدارة العامة للتعليم	أجور الموظفين
الإدارة العامة للتعليم	حراسة المدارس
الإدارة العامة للتعليم	تموين مؤسسات التعليم باللوازم المدرسية
الإدارة العامة للتعليم	الزي المدرسي
الإدارة العامة للتعليم	إنتاج الطاولات المدرسية لمواكبة تطور العرض المدرسي

البنية	الأنشطة
مدرسة تكوين المعلمين بنواكشوط	تكوين التلاميذ المعلمين في مدرسة نواكشوط
مدرسة تكوين المعلمين بنواكشوط	أجور الموظفين
مدرسة تكوين المعلمين بكيهيدي	تكوين التلاميذ المعلمين في مدرسة كيهيدي
مدرسة تكوين المعلمين بكيهيدي	أجور الموظفين
مدرسة تكوين المعلمين بأكجوجت	تكوين التلاميذ المعلمين في مدرسة أكجوجت
مدرسة تكوين المعلمين بأكجوجت	أجور الموظفين
مدرسة تكوين المعلمين بكيفة	تكوين التلاميذ المعلمين في مدرسة كيفة
مدرسة تكوين المعلمين بكيفة	أجور الموظفين

الإجراء 02: التكوين والمحيط المدرسي

البنية	الأنشطة
الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي	تسيير الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي
الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي	تسيير المفتشيات المقاطعية بالحوض الشرقي
الإدارة الجهوية بالحوض الغربي	تسيير المفتشيات المقاطعية بالحوض الغربي
الإدارة الجهوية بالحوض الغربي	تسيير الإدارة الجهوية بالحوض الغربي
الإدارة الجهوية بالحوض الغربي	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية بالحوض الغربي	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لعصابة	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لعصابة	تسيير الإدارة الجهوية لعصابة
الإدارة الجهوية لعصابة	تسيير المفتشيات المقاطعية لعصابة
الإدارة الجهوية لبراكنة	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لبراكنة	تسيير الإدارة الجهوية لبراكنة
الإدارة الجهوية لبراكنة	تسيير المفتشيات المقاطعية لبراكنة
الإدارة الجهوية للترارزة	تسيير الإدارة الجهوية للترارزة
الإدارة الجهوية للترارزة	تسيير المفتشيات المقاطعية للترارزة
الإدارة الجهوية للترارزة	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لآدرار	تسيير المفتشيات المقاطعية لآدرار
الإدارة الجهوية لآدرار	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لآدرار	تسيير الإدارة الجهوية لآدرار
الإدارة الجهوية لتكانت	تسيير المفتشيات المقاطعية لتكانت
الإدارة الجهوية لتكانت	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية لتكانت	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لتكانت	تسيير الإدارة الجهوية لتكانت
الإدارة الجهوية لكيدي ماغا	تسيير الإدارة الجهوية لكيدي ماغا
الإدارة الجهوية لكيدي ماغا	تسيير المفتشيات المقاطعية لكيدي ماغا
الإدارة الجهوية لكيدي ماغا	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لتيرس زمور	تسيير الإدارة الجهوية لتيرس زمور
الإدارة الجهوية لتيرس زمور	تسيير المدارس الابتدائية

البنية	الأنشطة
الإدارة الجهوية لتيرس زمور	تسيير المفتشيات المقاطعية لتيرس زمور
الإدارة الجهوية لإنشيري	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لإنشيري	تسيير الإدارة الجهوية لإنشيري
الإدارة الجهوية لإنشيري	تسيير المفتشيات المقاطعية لإنشيري
الإدارة الجهوية لداخلت نواذيبو	تسيير الإدارة الجهوية لداخلت نواذيبو
الإدارة الجهوية لداخلت نواذيبو	تسيير المفتشيات المقاطعية لداخلت نواذيبو
الإدارة الجهوية لداخلت نواذيبو	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لكوركول	تسيير المدارس
الإدارة الجهوية لكوركول	تسيير المفتشيات المقاطعية بكوركول
الإدارة الجهوية لكوركول	تسيير الإدارة الجهوية لكوركول
الإدارة الجهوية لنواكشوط الشمالية	تسيير المفتشيات المقاطعية لنواكشوط الشمالية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الشمالية	تسيير المدارس الابتدائية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الشمالية	تسيير الإدارة الجهوية لنواكشوط الشمالية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الغربية	تسيير الإدارة الجهوية لنواكشوط الغربية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الغربية	تسيير المدارس الأساسية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الغربية	تسيير المفتشيات المقاطعية لنواكشوط الغربية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الجنوبية	تسيير الإدارة الجهوية لنواكشوط الجنوبية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الجنوبية	تسيير المفتشيات المقاطعية لنواكشوط الجنوبية
الإدارة الجهوية لنواكشوط الجنوبية	تسيير المدارس الابتدائية
إدارة التغذية والتثقيف الصحي	تسيير إدارة التغذية والتثقيف الصحي
إدارة التغذية والتثقيف الصحي	إرساء برنامج للكفالات المدرسية

4.2 .الإطار الاستراتيجي

1.2.4. العرض الاستراتيجي للبرنامج

التحليل الاستراتيجي

يتمتع برنامج التعليم القاعدي بمكانة استراتيجية في السياسة التربوية الوطنية، بوصفه الرافعة الرئيسية لتجسيد التمدرس الإجباري لجميع الأطفال من 6 إلى 15 سنة، طبقا للمواد 2 و6 و7 من القانون التوجيهي. ويندرج، بشكل كلي، ضمن تنفيذ البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم، وخاصة محاوره: 1 (الولوج المنصف)؛ 2 (الجودة) و3 (القيادة والحوكمة.(

فقد بذلت موريتانيا، خلال العقدين الماضيين، جهودا معتبرة لتوسيع الولوج إلى التعليم القاعدي. حتى قارب المعدل الإجمالي للتمدرس في المرحلة الابتدائية نسبة 100% لكلا الجنسين، مما يشكل تقدما بالغ الأهمية بخصوص الإنصاف في مضمار النفاذ؛ غير أن هذه الديناميكية باتت تتباطأ بقوة بسبب الضعف المستمر في الاستبقاء المدرسي، وفي معدل إكمال المرحلة الابتدائية، لاسيما في الوسط الريفي والبيئات الهشة. ويبقى الانتقال إلى المرحلة الثانوية موطنَ هشاشة ملحوظًا: فلا يلج الإعدادية من تلاميذ السنة النهائية من المرحلة الابتدائية سوى 60%؛ ولم يتعدَّ المعدل الإجمالي للتمدرس في المرحلة الإعدادية سقف 50% سنة 2023.

كما اتسم السياق الحالي بنواقص هامة في مجال جودة التعلمات. فقد أبانت نتائج التقييمات عن مستوى مقلقٍ في اكتساب الكفايات الأساسية، تتساوى في ذلك المرحلتان الابتدائية والإعدادية. وتعود هذه الوضعية، من بين

أمور أخرى، إلى النقص في المدرسين ذوي التأهيل الجيد، وضعفِ التأطير البيداغوجي، وارتفاع معدلات التغيب، فضلا عن العجز في البنى التحتية الأساسية (الاكتظاظ، غياب الماء الصالح للشرب والكهرباء).

وعلى المستوى الميزانوي، تستحوذ نفقات التسيير على أكثر من 90%، من موارد القطاع الفرعي، بما لا يترك إلا هامشا ضيقا للاستثمارات الهيكلية الضرورية على المدى المتوسط.

ورغم هذه الإكراهات، توجد ورشات هيكلية قيد التنفيذ بدعم من الشركاء. ويتعلق الأمر، على نحو خاص، بإصلاح المناهج الجاري في المرحلة الإعدادية، وتجريب تدريس اللغات الوطنية، وإدخال الدروس النسقية، وتعزيز التكوين الأولي والمستمر للمدرسين، وتحسين سلسلة الكتاب المدرسي، وتطوير التكنولوجيا التربوية والتأطير عن قرب. كما يعكس تنشيطُ لجان التسيير وإدخالُ مشاريع المؤسسات إرادةً ملحوظةً لتعزيز الحوكمة المحلية وتعزيز الشراكة بين المدرسة والمجتمع.

وتتجلى الإرادة السياسية بوضوح في الدفع نحو تعميم تعليم قاعدي ذي جودة، وشامل، وإجباري ومجاني. ويحدد البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم هدفا طموحا: "إكمال 100% من الأطفال المرحلة الابتدائية"، و"مواصلة 75% منهم دراستهم على الأقل حتى نهاية المرحلة الإعدادية في أفق 2030.

ولرفع هذه التحديات، تخطط الوزارة لتكثيف جهودها في مجال الاستثمار في البنى التحتية المدرسية، والإصلاحات البيداغوجية والتعبئة المجتمعية. ويعبئ البرنامج لهذا الغرض مجموعة من الفاعلين على المستويات المركزية واللامركزية والمحلية، وبشكل أخص: إدارة التعليم القاعدي، ومدارس تكوين المعلمين، ومفتشيات المقاطعات للتعليم الابتدائي، ومفتشي الدوائر، فضلا عن المؤسسات الابتدائية والإعدادية العمومية والخاصة.

وأخيرا، يظل نجاح هذا البرنامج مرهونًا بقدرة الوزارة على إحكام هيكلة القيادة البيداغوجية، واعتماد وتفعيل أدوات المتابعة والتقييم بصورة تلقائية، وتوسيع العرض المدرسي في المناطق الريفية، وضمان توزيع منصف وناجع للموارد البشرية والمادية.

الرهانات

الرهان الأول: ضمان ولوج شامل ومنصف إلى التعليم القاعدي لجميع الأطفال من 6 إلى 15 سنة

يترجم هذا الرهانُ الإرادةَ السياسية الأكيدة لتعميم التعليم القاعدي الإجباري والمجاني في أفق 2030. ويتعلق الأمر بضمان ولوج جميع الأطفال، دون تمييز مَبْنِيٍّ على النوع، أو مكان الإقامة، أو الوضع الاجتماعي، أو وضعية الإعاقة، إلى تعليم قاعدي ذي جودة، يشمل المرحلتين الابتدائية والإعدادية التي قُلصت مدتها إلى ثلاث سنوات.

ويشكل الانتقال السلس من مرحلة التعليم ما قبل المدرسي إلى التعليم الابتدائي، ثم من التعليم الابتدائي إلى التعليم الإعدادي، أولويةً قصوى. ويتطلب ذلك أن تُرفَع وتيرة التمدرس قبل المدرسي للأطفال في سن الخامسة، من جهة، كما يتطلب، من جهة أخرى، تمفصلا أفضل بين هذه المراحل الدراسية، عبر توسيع البنى التحتية وتحسين ظروف الاستقبال في المدارس والإعداديات العمومية، وخاصة في الوسط الريفي. كما يمثل تطويرُ بيئات ملائمة لتمدرس الفتيات، من خلال أجهزة دعم موجهة (حقائب، داخليات، تدابير تحفيزية) رافعةً أساسية.

الرهان الثاني: تحسين الجودة والملاءمة والطابع الشمولي للتعلمات

يهدف هذا الرهان الثاني إلى التطوير الجذري للعرض التربوي ليستجيب لتطلعات المرتادين ومتطلبات تحول النظام. ويجب أن تتيح مراجعة المناهج المستندة إلى الإطار المرجعي الوطني والمتمحورة حول قاعدة مشتركة من الكفايات، تجذيرا أفضل للتعلمات في واقع المجتمع الموريتاني مع إدماج مهارات القرن الحادي والعشرين.

ويهدف إدراجُ التعليم متعدد اللغات المرتكز على اللغات الوطنية واللغة العربية والفرنسية إلى تعزيز الوحدة

الوطنية واللحمة الاجتماعية مع تحسين فهم التلاميذ ومستوى تعلمهم. كما يتم إصلاح الممارسات البيداغوجية، عبر إدخال الدروس النسقية، والبيداغوجيا الفارقية، والمقاربة المراعية للنوع.

ولن تُستكمَل رافعاتُ الجودة دون إثراء المحيط المدرسي وترقية الأنشطة الرياضية والثقافية والمدنية وتعزيز الصحة والتغذية المدرسية.

الرهان الثالث: تعزيز الحوكمة وتسيير القرب وقيادة أداء المؤسسات

يعكس هذا الرهان الأخير ضرورة التحول التسييري للنظام التربوي، والذي يشكل شرطا لا غنى عنه لإنجاح الإصلاحات الملتزم بها. ويستند إلى حوكمة أكثر شمولية ولامركزية، تعبئ البنى المركزية والمفتشيات والإدارات الجهوية والمؤسسات المدرسية في آن واحد.

ويهدف تعزيز دور لجان تسيير المؤسسات، وتكوينُ مديريها على التسيير المرتكز على النتائج، وتجريبُ مشروع المؤسسة إلى تحسين الفعالية المحلية ومساءلة الفاعلين. وسيتيح التعميم التدريجي لنظام سراج متابعة أدق للأداء؛ ومن ثم تسهيل اتخاذ القرارات المبنية على معطيات موثوقة.

علاوة على ذلك، يشكل تعزيز قدرات المدرسين - من خلال تكوين أولي محدَّث في مدارس تكوين المعلمين، وجهاز مهيكل للتكوين المستمر، وإشراك المدرسة العليا للتعليم في تكوين المكونين - رافعةً للتحول المستدام للنظام التربوي.

2.2.4. تقديم الأهداف الاستراتيجية

الهدف رقم 1: ضمان ولوج منصف وشامل إلى التعليم القاعدي

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☑
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☑
نجاعة الإدارة	☐

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

سيتحسن معدل الانتقال من المرحلة الابتدائية إلى المرحلة الإعدادية ليصل إلى 66,8%، مما يدلِّلُ على استمرارية أفضل للمسارات المدرسية.

وأخيرا، ستبلغ نسبة المدارس التي تتوفر على كفالة مدرسية عاملة 44,83%، مما يساهم في الحد من الجوع في الوسط المدرسي وتحسين استبقاء التلاميذ، لا سيما في الوسط الريفي.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 5: معدل الانتقال من المرحلة الابتدائية إلى المرحلة الإعدادية	%	60,8%	62,8%	66,80%	77%
نسبة المدارس التي تتوفر على كفالة مدرسية عاملة (مفصلة حسب الولاية والمقاطعة)	%	%20,00	44,83%	45,24%	48%

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 6: عدد الأطفال اللاجئين وأطفال المجتمعات المضيفة المسجلين في النظام التعليمي الوطني في مناطق استقبال اللاجئين	عدد	570 000	570 000	580 000	630 000

1) معدل الانتقال من المرحلة الابتدائية إلى المرحلة الإعدادية

- مصدر البيانات: نظام سراج، الوكالة الوطنية للإحصاء وتحليل المعطيات الديموغرافية والاقتصادية (تحقيقات ديمغرافية ومدرسية).
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد التلاميذ المسجلين في السنة الأولى إعدادية / عدد التلاميذ المسجلين في السنة السادسة ابتدائية في السنة الماضية) × 100.
- الظاهرة المرصودة: الانتقال الفعلي للتلاميذ من المرحلة الابتدائية إلى المرحلة الإعدادية.
- التغيير المنتظر: تحسين استمرارية المسارات المدرسية، والحد من الانقطاع في نهاية المرحلة الابتدائية.

2) نسبة المدارس التي تتوفر على كفالة مدرسية عاملة مفصلة حسب الولاية والمقاطعة والوسط.

- مصدر البيانات: تقرير أنشطة إدارة التغذية والتثقيف الصحي، ونظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد المدارس التي تتوفر على كفالة عاملة / إجمالي المدارس) × 100. كفالة عاملة = كفالة مفتوحة وتعمل بانتظام خلال السنة الدراسية مع تموين فعلي.
- الظاهرة المرصودة: التغطية بالكفالات المدرسية.
- التغيير المنتظر: توفير التغذية في الفضاء المدرسي، وتحسين الحضور والاحتفاظ بالتلاميذ، لا سيما في الأرياف.

3) عدد الأطفال اللاجئين وأطفال المجتمعات المضيفة المسجلين في النظام التعليمي الوطني في مناطق استقبال اللاجئين

- مصدر البيانات: نظام سراج، الوكالة الوطنية للإحصاء وتحليل المعطيات الديموغرافية والاقتصادية (تحقيقات ديمغرافية ومدرسية).
- تفاصيل المنهجية: إجمالي عدد التلاميذ المعنيين.
- الظاهرة المرصودة: قدرة النظام التربوي على الإدماج.
- التغيير المنتظر: تمدرس الأطفال اللاجئين وأطفال المجتمعات المضيفة.

مساهمات مؤسسات الدولة والشركاء

في عام 2027، تساهم مدارس تكوين المعلمين بشكل غير مباشر في توسيع الولوج إلى التعليم القاعدي من خلال متابعة وتأطير ومنح الشهادات للمعلمين المتدربين. وتتيح هذه المواكبة تعزيز توفر المدرسين المؤهلين في المناطق الريفية والمعزولة، حيث تشتد الحاجة. كما تشارك مدارس تكوين المعلمين في مهمة تأطير الخريجين المعينين حديثا في الولايات لضمان اندماجهم واستقرارهم المهني. وتدعم هذه الأعمال هدف توفير تعليم أكثر شمولية وإنصافا من خلال تعزيز حضور المدرسين في الميدان،

الهدف رقم 2: تعزيز جودة وملاءمة وشمولية التعلمات

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☑

نجاعة الإدارة	☐

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في عام 2027، سيتم تكوين 3500 مدرس على تطبيق المقاربات البيداغوجية الحديثة وفق النموذج الهجين الجديد، وتكوين 2000 مدرس على الاستدراك المدرسي في المواد الأساسية (القراءة والرياضيات). وعلاوة على ذلك، ستتحكم نسبة 33% من تلاميذ السنة الرابعة في مهارات القراءة والحساب.

وستتيح هذه الجهود ترسيخ تمهين المدرسين وضمان جودة أفضل للتعلمات الأساسية على امتداد التراب الوطني.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 2 (اقرأ): مدرسون مكونون على تطبيق المقاربات البيداغوجية الحديثة وفق النموذج الهجين الجديد	عدد	0	1 200	3 500	12 500
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 3 (اقرأ): مدرسون مكونون على معالجة النواقص في المواد الأساسية (القراءة والرياضيات)	عدد	0	0	2 000	7 000
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 4: نسبة تلاميذ السنة الرابعة المتحكمين في مهارات القراءة والحساب	%	31%	31%	33%	38%

1) المؤشر المرتبط بالصرف رقم 2: مدرسون مكونون على تطبيق المقاربات البيداغوجية الحديثة وفق النموذج الهجين الجديد

- مصدر البيانات: إدارة المصادر البشرية بالوزارة (نظام تسيير المصادر البشرية)، نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: تعريف "المدرس المكوَّن": من يجتاز بنجاح ثلاث وحدات على الأقل من وحدات التكوين التالية: الحساب، القراءة (بالفرنسية أو بالعربية)، البيداغوجيا، طريقة الدروس المكتوبة. وقد أُعدت هذه الوحدات في إطار النموذج الهجين الجديد للتكوين المستمر للمدرسين. ويُستخدم نظام سراج لتحديد عدد المدرسين الإضافيين الذين اجتازوا بنجاح ثلاث وحدات على الأقل مما ذُكر خلال الاثني عشر شهرا الماضية.
- الظاهرة المرصودة: تعزيز قدرات المدرسين.
- التغيير المنتظر: تحسين الممارسات البيداغوجية والأداء المدرسي للتلاميذ.

2) المؤشر المرتبط بالصرف رقم 3: مدرسون مكونون على الأدلة العلاجية في المواد الأساسية (القراءة والكتابة والرياضيات).

- مصدر البيانات: المفتشية العامة للتربية، نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: تعريف "المدرس المكوَّن": اجتياز الوحدات العلاجية الثلاث للتكوين بنجاح: القراءة، الكتابة، الحساب. وقد أُعدت هذه الوحدات في إطار النموذج الهجين الجديد للتكوين المستمر للمدرسين.
- طرائق التحقق: السنة الأولى: يؤكد "الوكيل المستقل للتحقق" توفُّر الوحدات الثلاث وإجازتها (تقرير المصادقة). السنة الثانية: يستخدم الوكيل المستقل للتحقق قاعدة معطيات نظام سراج لتحديد عدد المدرسين الإضافيين الذين اجتازوا الوحدات الثلاث المذكورة خلال الاثني عشر شهرا الماضية.
- الظاهرة المرصودة: تعزيز قدرات المدرسين.

- التغيير المنتظر: تحسين الممارسات البيداغوجية والأداء المدرسي للتلاميذ.

3) المؤشر المرتبط بالصرف رقم 4: نسبة تلاميذ السنة الرابعة الذين يمتلكون مهارات الكتابة والقراءة والحساب

- مصدر البيانات: الخلية الوطنية للتقييم، نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: السنة الأولى: اكتتاب عشرة (10) مقيّمين في الخلية الوطنية للتقييم عبر مسابقة داخلية، ممن لهم خبرة لا تقل عن 5 سنوات ولا تتجاوز 10 سنوات كمدرسين في المرحلة الثانوية أو كمفتشين، مع قدرات قابلة للتحقق في الإحصاء أو التقييم، وقدرات في التحرير قابلة للتحقق بالعربية أو بالفرنسية. ويُعتمد على بيانات تقييم مؤشرات تقديم الخدمات المصادَق عليها، والتي ستُجرى مرة كل سنتين على الأقل (السنتان 2 و4).
- الظاهرة المرصودة: تعزيز قدرات النظام التربوي على قياس المكتسبات.
- التغيير المنتظر: تحسين الممارسات البيداغوجية والأداء الدراسي للتلاميذ.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

مساهمة مدارس تكوين المعلمين في هذا الهدف جوهرية. ففي عام 2027، تخطط لتحسين مواكبة المتدربين خلال تدريباتهم العملية بفضل إرساء خطة مهيكلة تتضمن مهام وأدوات متابعة وجدول تقييم. وبالموازاة، ستعزز كفاءات مكونيها عبر تكوين على إدماج الدروس المكتوبة في التخصصات الأساسية كاللغات والرياضيات وعلوم التربية، بهدف تحسين جودة التكوين الأولي، وبالتبعية جودة التعليم في المدارس.

الهدف رقم 3: تحسين القيادة والحوكمة ومتابعة الأداء

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في عام 2027، ستتوفر 1240 مؤسسة ابتدائية وثانوية على لجان تسيير وظيفية، وستحظى 75% منها بمشروع مؤسسة و/أو خطة لتحسين المدرسة.

وعلاوة على ذلك، سيستقر معدل إكمال المرحلة الإعدادية عند 65%.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 10: مؤسسات ابتدائية وثانوية تتوفر على لجان تسيير عاملة	عدد	740	940	1 240	2 240
نسبة المدارس المتوفرة على مشروع مؤسسة و/أو خطة لتحسين المدرسة مجازة (مفصلة حسب الولاية والمقاطعة)	%		50%	75%	100%

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
معدل إكمال المرحلة الإعدادية (مفصل حسب النوع والولاية والمقاطعة)	%		63,03%	65%	70%

1) مؤسسات ابتدائية وثانوية تتوفر على لجان تسيير وظيفية (عدد)

- مصدر البيانات: تقارير مهام المتابعة لإدارة التعليم القاعدي والإدارات الجهوية للتربية ومفتشيات المقاطعات للتعليم الابتدائي ومفتشي الدوائر، ونظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = عدد المدارس التي تتوفر على لجنة تسيير وظيفية. وتُعدّ لجنة التسيير وظيفية إذا: أُنشئت رسميا وفق الإجراءات المبينة في المقرر المنظم للجان التسيير مع المجتمع المحلي؛ وإذا توفرت على أغلبية الأعضاء إضافة إلى الرئيس؛ وكانت لديها خطة لتحسين المدرسة معتمدة (للسنة ن)؛ وتلقت إعانة من ميزانية الدولة خلال الأشهر الستة الأخيرة. ويتم التحقق انطلاقا من مستخرج من نظام سراج يتضمن قائمة جميع المؤسسات المزودة بلجان تسيير وظيفية (بالاسم والموقع) لتحديد تغير عدد المدارس المتوفرة على لجان تسيير وظيفية مقارنة بالسنة السابقة. وتُختار عينة من المدارس للتحقق من وثائقها ومن التحويل الفعلي للمخصصات المالية.
- الظاهرة المرصودة :مستوى انخراط المجتمع المحلي في التسيير المدرسي.
- التغيير المنتظر: تعزيز الحوكمة المحلية والمشاركة المواطنية في المدرسة.

2) نسبة المدارس المتوفرة على مشروع مؤسسة و/أو خطة لتحسين المدرسة مصادق عليها مفصلة حسب الولاية والمقاطعة

- مصدر البيانات: تقارير المدارس، نظام سراج، تقارير المتابعة لإدارة التعليم القاعدي والإدارات الجهوية ومفتشيات المقاطعات ومفتشوالدوائر.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد المدارس التي لديها مشروع مؤسسة أو خطة تحسين مصادق عليها / إجمالي المدارس) × 100. المصادقة = الموافقة من السلطة المختصة (الإدارة الجهوية للتربية أو مفتشية المقاطعة) .
- الظاهرة المرصودة: التخطيط الاستراتيجي على المستوى المحلي.
- التغيير المنتظر: تعزيز استقلالية المدارس وتحسين جودة التعلمات.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

في إطار هذا الهدف، تعتزم مدارس تكوين المعلمين تعزيز بيئتها المؤسسية واللوجستية. فستستفيد، في العام 2027، من تجهيزات للمدرجات، ومطابخ الإطعام، وغرف التبريد. وضمانا لإطار تكويني أكثر وظيفية واستقرارا، ستُزوَّدُ بمولدات كهربائية. تهدف هذه الاستثمارات المادية إلى تحسين الحوكمة الداخلية لمدارس تكوين المعلمين بغية الرفع من جودة ظروف المعيشية والدراسية للتلاميذ - المعلمين.

4.3. تقديم الوسائل المطلوبة

1.3.4. مقترحات الميزانية

تقديم الاعتمادات حسب الإجراء والجزء

التسمية	اعتمادات الالتزام 2026	اعتمادات الالتزام (مشروع قانون المالية الأصلي (2027	قانون المالية المعدل 2026	اعتمادات الدفع (مشروع قانون المالية الأصلي 2027)
نفقات الأجور والمرتبات			7 861 853 477	8 333 420 084
نفقات اقتناء السلع والخدمات	-	-	180 866 130	510 839 870
الإعانات والتحويلات الجارية	-	-	75 176 300	165 080 789
نفقات الاستثمار	566 000 000	516 000 000	90 000 000	56 000 000
إجمالي الإجراء 01. ترقية التعليم القاعدي	**566 000 000**	**516 000 000**	**8 207 895 907**	**9 065 340 743**
نفقات الأجور والمرتبات	-	-	1 025 309 065	1 129 046 346
نفقات اقتناء السلع والخدمات	-	-	99 438 389	114 599 233
إجمالي الإجراء 02. التكوين والمحيط المدرسي	**-**	**-**	**1 124 747 454**	**1 243 645 579**
المجموع	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**

(1) الاعتمادات الواردة في هذا العمود هي اعتمادات آخر قانون مالية معتمد.

2.3.4. مقترحات الوظائف (المصادر البشرية)

وظائف الإدارة

	إنجازات 2025 (1) (2)	متاح في قانون المالية 2026 (1) (أ)	التقسيم التوقعي 2027: توقع المخرج	توقع المدخل	الفارق (مدخلات – مخرجات)	المجموع: العدد 2026 (أ + الفارق)
E8 مفتش						3
A1						44
A2						83
A3						6 708
B						14 330
C						2 198
ترسيم / اكتتاب 2026 + غير محدد						888
عقدي أجنبي						2
عقدي لمدة محددة						502
مقدمو خدمات						2 761
E1C وكيل دعم عقدوي						1 762
إجمالي الإدارة						**29 281**

(1) العمودان 2025 و2026 معبآن من مستند الرواتب بالإدارة العامة للميزانية

(2) الإنجازات مستخرجة من التقرير السنوي للأداء للسنة الماضية

(3) هذه الفئة من الموظفين في طريقها إلى المغادرة

وظائف مؤسسات الدولة المشغِّلة

	إنجازات 2025 (1) (2)	متاح في قانون المالية 2026 (1) (أ)	التقسيم التوقعي 2027: توقع المخرج	توقع المدخل	الفارق (المدخلات – المخرجات)	المجموع: العدد 2026 (أ + الفارق)
E8 مفتش						1
A3						162
B						123
C						41
E1C وكيل دعم عقدوي						2
عقدي أجنبي						1
مجموع مؤسسات البرنامج						**330**

(1) العمودان 2025 و2026 معبآن من مستند مستخدمي المؤسسات العمومية والهياكل المماثلة (الإدارة العامة للميزانية)

(2) الإنجازات مستخرجة من التقرير السنوي للأداء للسنة الماضية

(3) التوقع مستخرج من مشروع الأداء السنوي للسنة الجارية

4.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة

1.4.4. نفقات المستخدمين

	توقع 2026		توقع 2027		الفارق بين 2026 و2027	
	الأعداد (ما يعادل العمل بدوام كامل)	2026: الكلفة الإجمالية	الأعداد (1) (ما يعادل العمل بدوام كامل)	2027: الكلفة الإجمالية (2)	فارق الأعداد (أعداد 2027 – أعداد 2026)	فارق الكلفة (كلفة 2027 – كلفة 2026)
كل فئة، كل وظيفة		6 215 288 988		6 770 209 136		554 920 148
الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج		6 215 288 988		6 770 209 136		554 920 148

(1) الأعداد هي أعداد عمود «المجموع» من مقترحات وظائف الإدارة، أو أعداد عمود «توقع 2026» من مقترحات وظائف مؤسسات الدولة المشغِّلة.

(2) يجب أن تساوي الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج «الجزء 1. نفقات المستخدمين» من عرض الاعتمادات حسب الإجراء والجزء للسنة المعنية.

طلبات الاكتتاب

الأولوية	المهنة / الوظيفة	العدد	منهم داخليا	منهم خارجيا	التبرير
تزويد المدارس بمدرسين مؤهلين	معلمون رئيسيون خريجو مدارس تكوين المعلمين	329			اكتتاب تلاميذ مدارس تكوين المعلمين عند نهاية تكوينهم في 2026
تزويد المدارس بمدرسين مؤهلين	معلمون خريجو مدارس تكوين المعلمين	391			اكتتاب تلاميذ مدارس تكوين المعلمين عند نهاية تكوينهم في 2026

التبريرات:

تعبّر الحاجيات المعروضة في مشروع الأداء السنوي 2027 عن إرادة الوزارة في تعزيز قدرات التأطير البيداغوجي وجودة التسيير الإداري للنظام التربوي معا. وتندرج هذه الحاجيات ضمن استمرارية البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المرحلة الثالثة)، الذي يركز على تحسين الولوج والجودة والحوكمة في النظام التربوي.

1. اكتتاب مدرسي المرحلة الابتدائية

ما يزال العجز في مدرسي المرحلة الابتدائية أحد العوامل الرئيسية التي تعوق التقدم نحو التمدرس الشامل. ورغم الجهود المبذولة في السنوات الأخيرة، يظل معدل التلاميذ للمدرس الواحد مرتفعا، لا سيما في المناطق الريفية حيث يتجاوز غالبا 45 تلميذا لكل مدرس.

ويزداد الضغطَ على الأطقم الحالية بالنمو الديمغرافي، وإعادة فتح المدارس المغلقة، وفتح فصول جديدة، وبحالات التقاعد.

فالهدف هو ضمان توزيع متوازن للمدرسين المؤهلين على كافة التراب الوطني، وتحسين ظروف التعلم عبر التقليص التدريجي لمعدل التلاميذ للمدرس الواحد.

2.4.4. الإعانات والتحويلات

النوع	طبيعة الآلية	2026: المبالغ	2027: المبالغ	تبريرات 2027
4. الإعانات والتحويلات الأخرى	تحويل جار إلى مدارس تكوين المعلمين	75 176 300	165 080 789	مواصلة مسار تكوين المدرسين في مدارس التكوين الأولي الخمس
المجموع الإجمالي		**75 176 300**	**165 080 789**	

3.4.4. نفقات الاستثمار

مشاريع الاستثمار

المشاريع	المدة المقررة للمشروع، من الدراسات إلى نهاية الأشغال (البداية–النهاية)	الكلفة الإجمالية للمشروع	نفقات 2026 والسنوات السابقة (بما فيها التمويلات الخارجية)	التمويلات الداخلية المقررة لـ 2027 (1)	التمويلات الخارجية المقررة لـ 2027 (2)	الاعتمادات المطلوبة في مشروع قانون المالية الأصلي 2027 (1+2)
دعم تعزيز قدرات المؤسسات المدرسية						6 000 000
إنتاج الطاولات المدرسية لمواكبة تطور العرض المدرسي						50 000 000

المشاريع	المدة المقررة للمشروع، من الدراسات إلى نهاية الأشغال (البداية–النهاية)	الكلفة الإجمالية للمشروع	نفقات 2026 والسنوات السابقة (بما فيها التمويلات الخارجية)	التمويلات الداخلية المقررة لـ 2027 (1)	التمويلات الخارجية المقررة لـ 2027 (2)	الاعتمادات المطلوبة في مشروع قانون المالية الأصلي 2027 (2+1)
المجموع الإجمالي						56 000 000

مشاريع التجهيز

طبيعة التجهيز	الكمية الحالية	الكمية المطلوبة: إصلاحات كبرى	تجديد	تطوير	المجموع	النفقات المقترحة: إصلاحات كبرى	تجديد	تطوير	المجموع
لا شيء									

خامسا. برنامج التعليم الثانوي

5.1. تقديم البرنامج

1.1.5. نطاق البرنامج

يشكل برنامج التعليم الثانوي حلقة استراتيجية في النظام التربوي الوطني. ويهدف إلى تعزيز مكتسبات التعليم القاعدي وتهيئة التلاميذ لمواصلة الدراسات العليا، أو التكوين الفني والمهني، أو اندماجهم في الحياة النشطة.

مدة التعليم الثانوي ثلاث (3) سنوات ويقدم لتلاميذ الثانويات على مرحلتين: سنة للجذع المشترك، ثم سنتان للتخصص، وتنتظم في مسارين: (1) مسار عام، يضم قطب الإنسانيات وقطب العلوم والتقنيات؛ (2) مسار فني ومهني، يتمفصل مع الجهاز الوطني للتكوين الفني والمهني.

ينسجم هذا البرنامج مع أولويات البرنامج رقم 4 «التعليم الثانوي» من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (2023–2030)، والذي يهدف بحلول 2030 إلى إكمال 37% من فوج التلاميذ للمرحلة الثانوية. ويتمحور حول عدة أولويات منها:

- تطوير تمدرس البنات، لاسيما في الوسط الريفي.
- تحسين المحيط السوسيو-تربوي والبنى التحتية المدرسية.
- ترقية التميز والتأطير عن قرب.
- مراجعة المناهج وإدماج العلوم، وتكنولوجيا المعلومات والاتصال، والتربية على المواطنة.
- تعزيز التسيير التشاركي على مستوى المؤسسات.

لا يتكفل البرنامج بمراحل التعليم القاعدي، ولا بتلك الخاصة بالتعليم العالي أو التكوين المهني، لكنه يتمفصل بشكل وثيق مع برنامجي «التعليم القاعدي» و«دعم الإصلاح». ويتقاسم معهما أهداف الانسجام من حيث المناهج، والحكامة التشاركية، والتوجيه الاستراتيجي.

يهيكل البرنامج في إجراءين رئيسيين:

- **الإجراء 01. تحسين جودة التعليم الثانوي:** يغطي هذا الإجراء إصلاح المناهج حول جذع مشترك ومسارات تخصصية، وتثمين الشعب العلمية والتكنولوجية، وتعزيز الكفايات البيداغوجية واللغوية للمدرسين، وإثراء الوسط التربوي بأنشطة رياضية وثقافية ومدنية، بالإضافة إلى تطوير خدمات صحية ملائمة في الوسط المدرسي.
- **الإجراء 02. عصرنة تسيير مؤسسات التعليم الثانوي (الثانويات):** يهدف هذا الإجراء إلى تعزيز قيادة المؤسسات عبر تنفيذ مشاريع المؤسسات، وترقية التسيير التشاركي مع لجان التسيير، وتقريب تفتيش الثانويات، فضلا عن إرساء جسور نحو التكوين المهني والفني. وتُمنح عناية خاصة لتمدرس البنات وتحسين ظروف الاستقبال، خاصة في المناطق الريفية.

يسعى البرنامج لتحقيق المهام التالية:

- تعزيز وتعميق المكتسبات المعرفية والسلوكية للتلاميذ.
- تطوير قدرات التحليل والاستدلال والتواصل والعمل في فريق.
- تنويع مسارات التخصص وفقاً لملامح التلاميذ.
- تشجيع تعليم شامل ومنصف، يرتبط برهانات النوع، والبيئة، والمواطنة.

يُنفذ البرنامج من طرف الهياكل التالية:

- إدارة التعليم الثانوي، المكلفة بالتنسيق العام للبرنامج.
- إدارة ترقية تعليم العلوم، المسؤولة عن الشعب العلمية والتكنولوجية.
- إدارة الإنعاش الاجتماعي والتربوي، المكلفة بالتنشيط الثقافي والرياضي والمدني.
- الإدارات الجهوية للتربية الوطنية ال15 والثانويات العمومية التابعة لسلطتها.

مسؤولة البرنامج هي مديرة التعليم الثانوي، بصفتها منسقة لمجمل وظائف القيادة البيداغوجية والإدارية والاستراتيجية لهذا المستوى التعليمي.

2.1.5. تقديم الإجراءات وأنشطتها

الإجراء 01: تحسين جودة التعليم الثانوي

يدعم هذا الإجراء جهود العصرنة البيداغوجية وتنويع الشعب وتطوير المحيط التربوي على مستوى التعليم الثانوي. ويستجيب للأهداف المحددة في المواد 4 و5 و7 من القانون التوجيهي، ولأولويات المحورين 2 و3 من البرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم: «الجودة والإنصاف والشمول» و«الإصلاح المناهجي وتنمية الكفايات».

ويغطي المجالات التالية:

- مراجعة المناهج حول جذع مشترك وشعب للتخصص، تشمل العلوم، التقنيات، الإنسانيات، واللغات.
- ترقية التعليم العلمي والكفايات الرقمية، خاصة في ثانويات المناطق الريفية أو ذات الأداء الضعيف.
- تطوير المحيط السوسيو-تربوي: الأنشطة الرياضية، الفنية، الثقافية، المدنية، والصحة الإنجابية، ورفاه التلاميذ.
- التحسين المستمر لجودة التعليم عبر التكوين المستمر للمدرسين وتعزيز آليات المواكبة البيداغوجية.

الهياكل الإدارية المعنية:

- إدارة ترقية تعليم العلوم، المكلفة بالاستراتيجية الوطنية للشعب العلمية والتجهيزات المرتبطة بها.
- إدارة الإنعاش الاجتماعي والتربوي، المسؤولة عن الأبعاد الثقافية والرياضية والمدنية للعرض المدرسي.
- الإدارات الجهوية للتربية الوطنية الخمس عشرة والمؤسسات الثانوية التابعة لدوائرها، التي تنفذ الأنشطة في الأقاليم.

الإجراء 02: عصرنة تسيير مؤسسات التعليم الثانوي

يهدف هذا الإجراء إلى تعزيز حكامة الثانويات العمومية والخاصة عبر تحسين ممارسات التسيير الإداري والبيداغوجي والتشاركي، انسجاما مع مبادئ الشفافية والاستقلالية الموجهة والمساءلة المنصوص عليها في القانون التوجيهي (المواد 6 و10 و11 و16) والبرنامج الوطني لتنمية قطاع التعليم (المحور الخامس: الإدارة وتسيير النظام التربوي).

ويشمل عدة جوانب من السياسة العمومية:

- تعزيز القدرة التسييرية للمؤسسات (مشاريع المؤسسات، أدوات التسيير، القيادة المحلية).
- ترقية التسيير التشاركي عبر إشراك لجان التسيير والمجتمع التربوي، مع التركيز على متابعة قضايا النوع والتسرب المدرسي.
- تجريب وتوسيع مسارات القيادة المحلية المرتكزة على النتائج، عن طريق نظام سراج وآليات المتابعة اللامركزية.
- ربط الصلة بين المؤسسات ودعم التنسيق بين الهياكل اللامركزية والمفتشيات والإدارات المركزية.

ويواكب هذا الإجراء كذلك تنفيذ استراتيجية للامركزية التدريجية للإدارة التربوية، مع دور متزايد للإدارات الجهوية في تنظيم المؤسسات ودعمها.

الهياكل الإدارية المعنية:

- إدارة التعليم الثانوي، المسؤولة عن الإشراف الفني والإداري على الثانويات.
- الإدارات الجهوية للتربية الوطنية في الولايات الخمس عشرة، التي تضمن القيادة المحلية والتأطير عن قرب للمؤسسات الثانوية العمومية والخاصة.
- الثانويات العمومية والخاصة، بوصفها البنيات المنفذة للعمل على مستوى المؤسسات.

الإجراء 01: تحسين جودة التعليم الثانوي

البنية	الأنشطة
الإدارة العامة للتعليم	علاوات تجهيز الأساتذة
الإدارة العامة للتعليم	مشروع «أخوة»: التمييز الإيجابي في ثانويات الامتياز
الإدارة العامة للتعليم	مشروع «جسور» لصالح تلاميذ الولايات ذات معدل النجاح الضعيف

الإجراء 02: عصرنة تسيير مؤسسات التعليم الثانوي

البنية	الأنشطة
الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بالحوض الشرقي	أجور الموظفين
الإدارة الجهوية بالحوض الغربي	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بلعصابة	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بلبراكنة	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بالترارزة	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بآدرار	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بتكانت	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بكيدي ماغا	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بتيرس زمور	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بإنشيري	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بداخلت نواذيبو	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بكوركول	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بنواكشوط الشمالية	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بنواكشوط الغربية	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي
الإدارة الجهوية بنواكشوط الجنوبية	تسيير مؤسسات التعليم الثانوي

5.2 .الإطار الاستراتيجي

1.2.5. العرض الاستراتيجي للبرنامج

التحليل الاستراتيجي

يشكل التعليم الثانوي المكون من جذع مشترك وسنتين للتخصص مرحلةً حاسمة في المسار التربوي. ويهدف إلى تعزيز المكتسبات، وتنمية الروح النقدية، والتربية على المواطنة، وإعداد الشبان للتعليم العالي أو التكوين

المهني أو الاندماج السوسيو-مهني، كما ينص على ذلك القانون التوجيهي.

شهدت السنوات الأخيرة تطورا ملحوظا، حيث ارتفع المعدل الخام للتمدرس في المرحلة الثانية من التعليم الثانوي من أقل من 20% سنة 2012 إلى 35% سنة 2023. وقد اتسم هذا النمو بتحسن كبير في تمدرس البنات اللائي أصبحن يمثلن الأغلبية في الأعداد انطلاقاً من 2020. وعلى نفس الفترة، انتقلت الأعداد الإجمالية من 42000 إلى أكثر من 107000 تلميذ، بنمو سنوي متوسط قدره 9%.

ورغم هذه الجهود، ما يزال التعليم الثانوي يواجه تحديات هيكلية كبرى. فمعدل الولوج يبقى محدودا لاسيما في الأرياف ولدى الفئات الهشة، ومعدلات الانتقال من الإعدادية وإكمال الثانوية ما تزال ضعيفة. كما أن جودة التعلمات تدعو للقلق: ففي 2024، لم ينجح إلا 23,7% من المترشحين للدورة العادية للبكالوريا، مع وجود فوارق كبيرة حسب الشعب والمناطق.

يعاني المحيط المدرسي كذلك من نواقص متعددة. فلا يتوفر جزء من الثانويات والإعداديات العمومية لا على الكهرباء ولا على الماء الشروب، والتجهيزات التربوية غير كافية. كما أدى عجز البنى التحتية المتوفرة عن استيعاب الطلب المتزايد إلى توسع قوي للقطاع الخاص الذي بات يحتضن أكثر من 50% من تلاميذ المرحلة الثانوية.

كما يؤثر النقص في الأساتذة المؤهلين وظواهر التغيب على الأداء بشكل خطير. ويبقى عرض التكوين الأولي ا وغير متلائم بما يكفي مع الحاجيات الحقيقية. ورغم تعزيز التأطير البيداغوجي مؤخراً، إلا أنه يعاني من صعوبة في تغطية كامل التراب الوطني بفعالية.

وعلى المستوى الميزانوي، تستحوذ النفقات الجارية على جل موارد القطاع، مما يحد من هوامش المناورة للاستثمارات الهيكلية كالبناء، والتجهيز، وإدخال الرقمنة.

ووعيا بهذه الرهانات، تُترجم الإرادة السياسية المعبَّر عنها في البرنامج الوطني لتنمية القطاع طموحا واضحا: تضمن إكمال 37% من فوج من التلاميذ المرحلة الثانوية بحلول 2030، مع ضمان تعليم ثانوي منصف، شامل وذي جودة. وتُدعم هذه الإرادة بمجموعة من الإصلاحات والورشات قيد التنفيذ، من بينها:

- إعادة هيكلة الشعب وتحديث المناهج، مع إعطاء مكانة أكبر للعلوم والرياضيات والتكنولوجيا.
- الإدخال التدريجي لتكنولوجيا المعلومات والاتصال في التعلمات.
- تحديث التكوين الأولي والمستمر بالشراكة مع المدرسة العليا للتعليم.
- تعزيز التأطير عن قرب.
- وضع سياسات موجهة لترقية نفاذ الفتيات للثانوية، خاصة في الريف.
- تنشيط الحياة المدرسية وتطوير الأنشطة الثقافية والرياضية لتعزيز الروح المدنية والمواطنة النشطة.

يرتكز تسيير البرنامج على إدارة التعليم الثانوي معززة بإدارة ترقية تعليم العلوم وإدارة الإنعاش الاجتماعي والتربوي والإدارات الجهوية. تضمن هذه البنيات التخطيطَ والقيادة ومتابعة المؤسسات العمومية، وضبط وتنظيم القطاع الخاص. ويستفيد البرنامج، أخيرا، من دعم شراكات نشطة مع المدرسة العليا للتعليم، والمعهد التربوي الوطني والشركاء الفنيين والماليين الذين يتدخلون في إصلاح المناهج وتحسين البنية التحتية وترقية الإنصاف المبني على النوع ودعم الحكامة.

الرهانات

الرهان الأول: تشجيع ولوج منصف وشامل إلى التعليم الثانوي

يتمثل التحدي الأبرز في توسيع الولوج إلى الثانوية، لا سيما للبنات وتلاميذ الأرياف. ويستهدف التحول المنتظر رفع نسبة الولوج إلى المرحلة الثانية من التعليم الثانوي من 23% سنة 2022 إلى 43% بحلول 2030.

ويفترض هذا الطموح إرادة سياسية قوية تترجَم بتنفيذ تدابير هيكلية موجهة.

ويقوم تحسين الولوج على تدخلات متضافرة ومتكاملة. فيستهدف في إحدى الولايات بناء مؤسسات عمومية في المناطق ضعيفة التغطية الجغرافية تقريب العرض المدرسي من السكان الأقل حظا. وفي ولاية أخرى، يدعم تدابير مصاحبة الاستبقاء، خاصة لدى البنات، من قبيل: إقامة فضاءات للتغذية، وتأمين الحرم المدرسي، وتوزيع الأطقم المدرسية، وتنظيم حصص للتدارك. وتندرج هذه التدخلات في الرؤية الرئاسية لمدرسة جمهورية أكثر عدالة وشمولا.

الرهان الثاني: عصرنة المناهج وتعزيز جودة التعلمات

يتعلق الرهان الثاني بعصرنة المحتوى والممارسات البيداغوجية في الثانوي بهدف تحسين وجاهة التعلمات وجودتها. ويتضمن الإصلاح الجاري إعادة تنظيم المسارات حول جذع مشترك أولي، تليه سنتان للتخصص. وتهدف هذه الهيكلة إلى توفير اختيارات تربوية أكثر ملاءمة لتطلعات التلاميذ وحاجيات المجتمع.

ويتم التركيز بشكل خاص على تنويع الشعب العلمية والتكنولوجية، لا سيما في مجالات الهندسة المدنية والكهرباء والميكانيكا والاقتصاد والتسيير. وفي الوقت نفسه، يُرتقب إرساء جسور بين التعليم الثانوي العام والتعليم الفني والمهني، بغية تثمين مختلف أشكال الذكاء والاستجابة لطلب سوق الشغل على الكفايات.

ويعتمد نجاح هذا التحول بقوة على جودة المدرسين. لذلك تعتزم الوزارة تعزيز التكوين الأولي والمستمر، مع التركيز على الكفايات اللغوية والبيداغوجية والمتعلقة بالمواد، في منطق يرنو إلى تعليم أكثر شمولا وفعالية.

الرهان الثالث: تعزيز حكامة المؤسسات وتهيئة بيئة تربوية ملائمة للتفتح

يتعلق الرهان الثالث بتحسين قيادة المؤسسات وجودة الحياة المدرسية. ويشكل الإرساء المتدرج لمشروع المؤسسة رافعة مركزية لهذه الديناميكية. فعبر مسار يشمل التشخيص والتخطيط والمتابعة، ستعد كل ثانوية خطتها الخاصة للتحسين، في منطق يقوم على تحميل المسؤولية وحسن الأداء.

كما ينبغي للتسيير التشاركي، لا سيما عبر الدور المتنامي للجان التسيير، أن يتيح إشراكا أكبر للمجموعات التربوية وأولياء التلاميذ في الحياة المدرسية. وهذه المقاربة أساسية أيضا لتحسين متابعة رهانات النوع والمواظبة والنجاح.

وأخيرا، سيتم إثراء المحيط المدرسي بترقية الأنشطة الرياضية والثقافية والمدنية، وبتطوير خدمات تلائم حاجيات المراهقين، لا سيما في مجال الصحة الإنجابية. والهدف هو جعل الثانوية مكانا للتعلم، وفضاء للتنشئة الاجتماعية وبناء الشخصية والمواطنة.

2.2.5. تقديم الأهداف الاستراتيجية

الهدف رقم 1: تشجيع ولوج منصف إلى التعليم الثانوي

<u>نوع الغاية من النتائج المستهدفة</u>

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☑
جودة الخدمة المقدمة للمرتادين	☑
نجاعة الإدارة	☐

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

في 2027، ستستهدف المرحلة الثانوية تعزيز التغطية التربوية وتقليص الفوارق الجهوية وفوارق النوع.

وسيبلغ المعدل الخام للتمدرس لدى الفئة العمرية 15-18 سنة 40,05%، مؤكدا دينامكية إيجابية في الولوج والاستبقاء.

وفي الوقت نفسه، ستصل نسبة التلاميذ المسجلين في الشعب العلمية والتكنولوجية إلى 18,5%، مما يؤشر إلى توجيه أكثر توازنا نحو تكوينات واعدة تتماشى مع حاجيات سوق العمل.

وتعكس هذه النتائج تضافر جهود الوزارة في مجال البنى التحتية، وتحسيس الأسر، والإنصاف الترابي.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المعدل الخام للتمدرس لدى الفئة العمرية 15-18 سنة (مفصل حسب الجنس والولاية والمقاطعة).	%	38,65%	40,05%	42,50%
نسبة التلاميذ المسجلين في الشعب العلمية (مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة).	%	17,5%	18,50%	20%

1) المعدل الخام للتمدرس لدى الفئة العمرية 15-18 سنة (مفصل حسب الجنس والولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: نظام سراج، التوقعات الديموغرافية.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد التلاميذ المتمدرسين البالغين من العمر 15-18 سنة / مجموع السكان البالغين من العمر 15-18 سنة) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: درجة تمدرس المراهقين.
- التغيير المنتظر: توسيع التغطية التربوية في المرحلة الثانوية.

2) نسبة التلاميذ المسجلين في الشعب العلمية أو التكنولوجية (مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: نظام سراج، المؤسسات الثانوية.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد التلاميذ المسجلين في الشعب العلمية أو التكنولوجية / مجموع تلاميذ الثانوية) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: التوجيه نحو الشعب العلمية والتكنولوجية.
- التغيير المنتظر: تنويع خيارات التكوين وموازنتها لتلبية حاجيات سوق الشغل.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

لا توجد مساهمات مصرح بها لمؤسسات الدولة أو الشركاء بخصوص هذا الهدف.

الهدف رقم 2: تحسين جودة التعليم ووجاهة الشعَب

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتادين	☑

نجاعة الإدارة	□

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

خلال 2027، ستتعزز جودة التعلمات في المرحلة الثانوية بفضل استثمارات موجهة في البنى التحتية وفي التطور المهني للمدرسين.

وسيبلغ معدل إكمال الثانوية لدى الفتيات 27%؛ وستستقر نسبة الثانويات المتوفرة على مختبرات علمية وظيفية ومجهزة عند 40%، وستنظم 50% من الثانويات نشاطا اجتماعيا رياضيا أو ثقافيا واحدا على الأقل بمشاركة فعالة من التلاميذ خلال السنة الدراسية.

وستبلغ نسبة مدرسي الثانويات المستفيدين من تكوين مستمر واحد على الأقل 38%، بما يضمن تحديثا منتظما للكفايات البيداغوجية.

وتعكس هذه المكاسب تحسنا في وجاهة التعليم الثانوي وتنوعا تدريجيا في التجارب التربوية.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2025: إنجاز	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
المؤشر المرتبط بالصرف رقم 8: معدل إكمال الثانوية لدى الفتيات	%	25%	25%	27%	33%
نسبة الثانويات المتوفرة على مختبرات علمية وظيفية ومجهزة مفصلة حسب الولاية والمقاطعة.	%		32%	40%	50%
نسبة الثانويات التي نظمت نشاطا اجتماعيا رياضيا أو ثقافيا واحدا على الأقل بمشاركة فعالة من التلاميذ خلال السنة الدراسية مفصلة حسب الولاية والمقاطعة	%		45%	50%	70%
نسبة مدرسي الثانويات المستفيدين من تكوين مستمر واحد على الأقل خلال السنة مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة	%		59%	70%	100%

1) المؤشر المرتبط بالصرف رقم 8: معدل إكمال الثانوية لدى الفتيات

- مصدر البيانات: نظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد الفتيات المسجلات حديثا في السنة النهائية من الثانوية / عدد الفتيات في سن التسجيل) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: ولوج الفتيات إلى المدرسة.
- التغيير المنتظر: تحسين جودة التعليم.

2) نسبة الثانويات المتوفرة على مختبرات علمية وظيفية ومجهزة (مفصلة حسب الولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: تقارير مفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش، وإدارة التعليم الثانوي، والإدارات الجهوية للتربية الوطنية، ونظام سراج، وإدارة ترقية العلوم.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد الثانويات المتوفرة على مختبرات وظيفية ومجهزة / مجموع الثانويات) × 100. وظيفي = جاهز للتشغيل ومستخدم في التدريس.

- الظاهرة الملاحظة: توفر البنى التحتية العلمية في الثانوية.
- التغيير المنتظر: تحسين جودة تدريس العلوم وإثارة اهتمام التلاميذ بها.

3) نسبة الثانويات التي نظمت نشاطا اجتماعيا رياضيا أو ثقافيا واحدا على الأقل بمشاركة فعالة من التلاميذ خلال السنة الدراسية (مفصلة حسب الولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: تقارير المؤسسات، ونظام المعلومات والتسيير التربوي، وتقارير مهام إدارة الإنعاش الاجتماعي والتربوي، وإدارة التعليم الثانوي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش، والإدارات الجهوية للتربية الوطنية.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد الثانويات التي نظمت نشاطا واحدا على الأقل / مجموع الثانويات) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: درجة التنشيط الاجتماعي والتربوي في الثانويات.
- التغيير المنتظر: تعزيز تفتح التلاميذ وتقوية الحياة المدرسية.

4) نسبة مدرسي الثانويات المستفيدين من تكوين مستمر واحد على الأقل خلال السنة (مفصلة حسب الجنس والولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: تقارير التكوينات، وإدارة المصادر البشرية بالوزارة، ونظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد المدرسين المكونين / مجموع المدرسين) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: مستوى التمهين وتحديث كفايات المدرسين.
- التغيير المنتظر: تحسين جودة الممارسات البيداغوجية في الثانويات.

مساهمات مؤسسات الدولة / الشركاء

لا توجد مساهمات مصرح بها لمؤسسات الدولة أو الشركاء بخصوص هذا الهدف.

الهدف رقم 3: تعزيز حكامة المؤسسات وقيادتها

نوع الغاية من النتائج المستهدفة

الفعالية الاجتماعية والاقتصادية	☐
جودة الخدمة المقدمة للمرتفقين	☐
نجاعة الإدارة	☑

الحالات التي يمكن نقلها إلى العناصر المذكورة أعلاه:

النتيجة السنوية

خلال 2027، ستصبح حكامة الثانويات أكثر تشاركية وأحسن هيكلة.

وسيصل عدد الثانويات المتوفرة على لجنة تسيير إلى 50 ثانوية، بما يحسن قدراتها في التسيير المحلي؛ في حين سيبلغ عدد الثانويات المتوفرة على مشروع مؤسسة 20 ثانوية، مما يدعم تخطيطا لامركزيا منسجما مع الأولويات الوطنية.

علاوة على ذلك، ستعقد 20% من لجان التسيير اجتماعاتها النظامية مع محاضر مجازة، مما يعزز الشفافية والمساءلة على المستوى المحلي.

وستسهم هذه المكاسب في إرساء نموذج للقيادة يقوم على المشاركة المجتمعية وجودة الأداء المؤسسي.

المؤشرات

المؤشر	الوحدة	2026: توقع محين	2027: الهدف	الهدف الاستحقاقي (متعدد السنوات)
عدد الثانويات المتوفرة على لجنة تسيير (مفصل حسب الولاية والمقاطعة)	عدد	5	50	70
عدد الثانويات المتوفرة على مشروع مؤسسة (مفصل حسب الولاية والمقاطعة)	عدد	5	20	30
نسبة لجان التسيير التي عقدت اجتماعاتها النظامية بمحاضر مجازة (مفصلة حسب الولاية(	%	50	20	30

1) نسبة الثانويات المتوفرة على لجنة تسيير (مفصلة حسب الولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: تقارير مهام إدارة التعليم الثانوي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش، والإدارات الجهوية للتربية الوطنية، ونظام سراج، ووثائق لجان التسيير.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد الثانويات التي لديها لجنة تسيير / مجموع الثانويات) × 100.
وظيفية = لجنة تسيير قائمة ونشطة وتحترم صلاحياتها.
- الظاهرة الملاحظة: الحكامة التشاركية على مستوى الثانويات.
- التغيير المنتظر: تعزيز انخراط المجموعات المحلية في تسيير المؤسسات الثانوية.

2) عدد الثانويات المتوفرة على مشروع مؤسسة (مفصل حسب الولاية والمقاطعة)

- مصدر البيانات: تقارير المدارس، ونظام سراج، وتقارير مهام إدارة التعليم الثانوي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش، والإدارات الجهوية للتربية الوطنية.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = مجموع الثانويات المتوفرة على مشروع مؤسسة مصادق عليه.
- الظاهرة الملاحظة: التخطيط الاستراتيجي على مستوى المؤسسات الثانوية.
- التغيير المنتظر: تعزيز استقلالية الثانويات وقدراتها على القيادة.

3) نسبة لجان التسيير التي عقدت اجتماعاتها النظامية بمحاضر مجازة (مفصلة حسب الولاية(

- مصدر البيانات: تقارير لجان التسيير، وتقارير مهام إدارة التعليم الثانوي، ومفتشيات التعليم الثانوي، وأقطاب التفتيش، والإدارات الجهوية للتربية الوطنية، ونظام سراج.
- تفاصيل المنهجية: الحساب = (عدد لجان التسيير التي احترمت اجتماعاتها النظامية بمحاضر مجازة / مجموع لجان التسيير) × 100.
- الظاهرة الملاحظة: احترام مبادئ المساءلة والشفافية في الحكامة المدرسية.
- التغيير المنتظر: إرساء حكامة ديمقراطية وشفافة.

5.3. تقديم الوسائل المطلوبة

1.3.5. مقترحات الميزانية

تقديم الاعتمادات حسب الإجراء والجزء

التسمية	اعتمادات الالتزام 2026	اعتمادات الالتزام (مشروع قانون المالية الأصلي (2027	قانون المالية المعدل 2026	اعتمادات الدفع (مشروع قانون المالية الأصلي (2027
نفقات اقتناء السلع والخدمات		-		38 570 960
الإعانات والتحويلات الجارية		-		5 850 326
إجمالي الإجراء 01. تحسين جودة التعليم الثانوي		**-**		**44 421 286**
نفقات الأجور والمرتبات		-	394 468 017	480 662 256
الإعانات والتحويلات الجارية		-	52 124 605	41 474 606
إجمالي الإجراء 02. عصرنة تسيير المؤسسات الثانوية (الثانويات)			**446 592 622**	**522 136 862**
المجموع		**-**	**446 592 622**	**566 558 148**

(1) الاعتمادات الواردة في هذا العمود هي اعتمادات آخر قانون مالية معتمد.

2.3.5. مقترحات الوظائف (المصادر البشرية)

وظائف الإدارة

	إنجازات 2025 (1) (2)	متاح في قانون المالية 2026 (1) (أ)	التقسيم التوقعي 2027: توقع المخرج	توقع المدخل	الفارق (المدخلات – المخرجات)	المجموع: العدد 2026 (أ + الفارق)
E8 مفتش						2
A1						2 810
A3						28
B						18
C						4
E1C وكيل دعم عقدوي						9
إجمالي الإدارة						**2 871**

(1) العمودان 2025 و2026 معبآن من مستند الرواتب بالإدارة العامة للميزانية

(2) الإنجازات مستخرجة من التقرير السنوي للأداء للسنة الماضية

(3) هذه الفئة من الموظفين في طريقها إلى المغادرة

وظائف مؤسسات الدولة المشغِّلة

الوظائف المأجورة	إنجازات 2025 (1) (2)	توقع 2026 (1) (3)	توقع 2027
لا شيء			
المجموع بالنسبة للمؤسسة			
المجموع بالنسبة للبرنامج			

5.4. تبرير الاعتمادات المطلوبة

1.4.5. نفقات المستخدمين

	توقع 2026		توقع 2027		الفارق بين 2026 و2027	
	الأعداد (ما يعادل العمل بدوام كامل(	2026: الكلفة الإجمالية	الأعداد (1) (ما يعادل العمل بدوام كامل)	2027: الكلفة الإجمالية (2)	فارق الأعداد (أعداد 2027 – أعداد 2026)	فارق الكلفة (كلفة 2027 – كلفة 2026)
كل فئة، كل وظيفة		394 468 017		480 662 256		86 194 239
الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج		394 468 017		480 662 256		86 194 239

(1) الأعداد هي أعداد عمود «المجموع» من مقترحات وظائف الإدارة، أو أعداد عمود «توقع 2026» من مقترحات وظائف مؤسسات الدولة المشغِّلة.

(2) يجب أن تساوي الكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج «الجزء 1. نفقات المستخدمين» من عرض الاعتمادات حسب الإجراء والجزء للسنة المعنية.

تبلغ التكلفة الإجمالية لوظائف البرنامج لسنة 2027 مبلغ 256 662 480 أوقية جديدة، بزيادة قدرها 239 194 86 أوقية جديدة مقارنة بـ 2026.

طلبات الاكتتاب

الأولوية	المهنة / الوظيفة	العدد	منهم داخليا	منهم خارجيا	التبرير
تزويد الإعداديات والثانويات بأساتذة مؤهلين	أساتذة إعدادية	168			اكتتاب خريجي المدرسة العليا للتعليم عند نهاية تكوينهم في 2026

التبريرات:

على مستوى المرحلة الثانية من التعليم الثانوي، ستُلبّى الحاجة من التأطير بشكل رئيسي عبر اكتتاب داخلي من خلال مسابقة مهنية.

وتهدف هذه المقاربة إلى تثمين الكفاءات الموجودة داخل النظام التربوي مع الحد من الأعباء الميزانوية. وستتيح اختيار الأساتذة الأكثر خبرة في الإعداديات ممن تتوفر فيهم معايير التدريس في الثانوية.

وتضمن هذا الآلية الداخلية استمرارية المرفق العمومي، والاستفادة من الخبرة المكتسبة، والارتقاء التدريجي بكفاءة الهيئة التدريسية، مع ضمان تغطية الحاجيات الخاصة في المواد العلمية والتقنية.

2.4.5. الإعانات والتحويلات

النوع	طبيعة الآلية	2026: المبالغ	2027: المبالغ	تبريرات 2027
2. للمنظمات العمومية المخصصة و/أو للمنظمات الدولية	لا شيء			
المجموع				

3.4.5. نفقات الاستثمار

مشاريع الاستثمار

المشاريع	المدة المقررة للمشروع، من الدراسات إلى نهاية الأشغال (البداية–النهاية)	الكلفة الإجمالية للمشروع	نفقات 2026 والسنوات السابقة (بما فيها التمويلات الخارجية)	التمويلات الداخلية المقررة لـ 2027 (1)	التمويلات الخارجية المقررة لـ 2027 (2)	الاعتمادات المطلوبة في مشروع قانون المالية الأصلي 2027 (1+2)
لا شيء						
المجموع الإجمالي						

مشاريع التجهيز

طبيعة التجهيز	الكمية الحالية	الكمية المطلوبة: إصلاحات كبرى	تجديد	تطوير	المجموع	النفقات المقترحة: إصلاحات كبرى	تجديد	تطوير	المجموع
لا شيء									

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

HONNEUR – FRATERNITE - JUSTICE

PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE

TITRE : MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (MERSE)

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2027

AVANT-PROPOS

La présentation du budget en mode performance découpe les champs d'action de l'Etat dans une logique de politiques publiques, sur la base d'une nomenclature par destination Titre (Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement : MERSE) / Programme / Action / Activité.

Le « Titre » (Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement : MERSE) regroupe un ensemble de programmes. Il est l'unité de vote des crédits budgétaires (art. 49 de la LOLF).

Le « Programme » regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même Titre (Ministère de l'Education et de la Réforme du Système d'Enseignement : MERSE) et auxquels sont associés des résultats attendus faisant l'objet d'une évaluation. Le programme est l'unité de spécialité des crédits budgétaires (art. 25 de la LOLF). Pour un ministère donné, on distingue les programmes chargés de la mise en œuvre d'une politique publique et le programme support chargé d'appuyer les programmes de politique publique.

Découpage indicatif du Programme, l'« Action » est un pan de politique publique. Enfin et au niveau le plus fin, dans chaque Action, l'« Activité » précise la destination des crédits demandés, ouverts et exécutés.

Les Projets Annuels de Performance (PAP) annexés au projet de Loi de Finances de l'année sont formalisés Titre par Titre (ministère par ministère). Les PAP présentent :

- les demandes dûment justifiées de crédits et d'emplois de l'administration pour l'année à venir ;
- en lien étroit avec ces demandes, les engagements de performance de cette administration.

Une fois le budget adopté, les PAP sont les documents cadre de l'action publique de l'année dans le champ du Programme, tant sur le plan des moyens mis à disposition que des résultats à atteindre.

La présentation de chaque Titre détaille :

- la présentation stratégique du Titre ;
- le récapitulatif des propositions d'allocation de crédits par Programme et Action et par Programme et Titre, en distinguant les crédits d'engagement et les crédits de paiement.

Chaque Programme constitutif du Titre est ensuite détaillé avec :

- la présentation du Programme ;
- le cadrage stratégique du Programme ;
- la présentation des moyens du Programme, crédits et emplois ;
- la justification des crédits, partie par partie.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS 2
TITRE : MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (MERSE) 5
I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU TITRE MINISTERIEL 6
1.1. PERIMETRE 6
1.2. PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE 6
1.3. PRINCIPALES REFORMES 7
1.4. PRINCIPAUX ELEMENTS DE CONTEXTE ET ANALYSE STRATEGIQUE 8
1.5. OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS 9
II. RECAPITULATIF DES CREDITS DU TITRE 14
2.1. RECAPITULATIF DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION 14
2.2. RECAPITULATIF DES CREDITS PAR PROGRAMME ET PARTIE 14
III. PROGRAMME SUPPORT 15
3.1. PRESENTATION DU PROGRAMME 15
3.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME 15
3.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES 15
3.2. CADRAGE STRATEGIQUE 18
3.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME 18
3.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES 20
3.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES 25
3.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 25
3.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS 26
3.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES 26
3.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL 26
3.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS 28
3.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT 29
IV. PROGRAMME ENSEIGNEMENT DE BASE 30
4.1. PRESENTATION DU PROGRAMME 30
4.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME 30
4.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES 30
4.2. CADRAGE STRATEGIQUE 33
4.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME 33
4.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES 35
4.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES 38
4.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 38
4.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS 38
4.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES 39
4.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL 39
4.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS 40
4.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT 40
V. PROGRAMME ENSEIGNEMENT SECONDAIRE 41
5.1. PRESENTATION DU PROGRAMME 41
5.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME 41
5.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES 42
5.2. CADRAGE STRATEGIQUE 43
5.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME 43
5.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES 45
5.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES 48
5.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES 48
5.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS 48
5.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES 49
5.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL 49
5.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS 49
5.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT 49

TITRE : MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (MERSE)

I. PRESENTATION STRATEGIQUE DU TITRE MINISTERIEL

MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT (MERSE)

1.1. PERIMETRE

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du Système d'Enseignement (MERSE) est l'organe chargé de concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques publiques relatives à l'éducation de base (incluant le primaire et le collège), à l'enseignement secondaire général, à la formation initiale des enseignants du primaire, ainsi qu'à la planification stratégique, la gouvernance et la réforme du système éducatif. Il exerce également une mission transversale de coordination et de pilotage du développement du secteur éducatif, dans le respect des orientations définies par la Loi d'orientation de l'éducation et le PNDSE III.

Le champ de compétence du MERSE ne couvre pas l'ensemble du système éducatif national. L'éducation préscolaire relève du Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille (MASEF), avec lequel le MERSE collabore dans le cadre de la généralisation progressive d'une année obligatoire de préscolarisation à cinq ans. L'enseignement originel est placé sous la responsabilité du Ministère des Affaires Islamiques et de l'Enseignement Originel (MAIEO), tandis que l'enseignement technique et la formation professionnelle relèvent du Ministère de la Formation Professionnelle de l'Artisanat et des Métiers (MFPAM). L'enseignement supérieur et la recherche scientifique sont, quant à eux, de la compétence du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS).

Dans la mise en œuvre du PNDSE III, le MERSE agit en concertation étroite avec ces quatre ministères sectoriels, dans une logique de cohérence des politiques et de complémentarité des interventions. Il travaille également en coordination avec plusieurs ministères techniques et institutions transversales. Ainsi, le partenariat avec le Ministère des Finances (MF) permet d'assurer le cadrage budgétaire, la programmation pluriannuelle via le CDMT-m et la préparation du PAP. Le dialogue avec le Ministère de la Fonction Publique porte sur la planification des besoins en ressources humaines. Le MERSE s'associe également au Ministère de la Santé pour le développement de la santé scolaire, de la nutrition et de l'hygiène, au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement pour l'accès à l'eau potable en milieu scolaire, et au Ministère de l'Équipement pour la construction et la réhabilitation des infrastructures éducatives.

Le lien avec le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation permet de soutenir le processus de déconcentration et de renforcer la gestion locale des établissements scolaires. Par ailleurs, le MERSE entretient des partenariats avec le Ministère de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et de l'Artisanat en vue de promouvoir les activités périscolaires, artistiques et sportives en milieu scolaire.

Dans le cadre des politiques de lutte contre la vulnérabilité, le ministère collabore également avec l'Agence Taazour, notamment pour la mise en œuvre des cantines scolaires, des transferts sociaux ciblés, de la distribution de kits scolaires, ainsi que pour l'appui à la scolarisation des filles et la réintégration des enfants déscolarisés.

Le MERSE s'appuie sur des agences et institutions nationales spécialisées, dont l'ANSADE pour le pilotage des données statistiques, ainsi que sur un large éventail de partenaires techniques et financiers qui soutiennent la mise en œuvre du PNDSE III à travers un dialogue sectoriel renforcé et une coordination concertée des interventions

Enfin, le MERSE bénéficie des avis, recommandations et rapports annuels produits par le HCE, qui constituent des repères essentiels pour l'orientation et l'ajustement des politiques éducatives. En retour, le MERSE met à disposition du HCE les données et informations nécessaires à l'exercice de sa mission consultative, garantissant ainsi une articulation efficace entre l'élaboration des politiques éducatives, leur mise en œuvre et leur suivi.

1.2. PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

Référentiels stratégiques encadrant l'action du MERSE

L'action du Ministère de l'Éducation nationale et de la Réforme du Système Éducatif (MERSE) s'inscrit dans un ensemble cohérent de textes de référence, à la fois nationaux, sectoriels, transversaux et internationaux. Ces cadres orientent les priorités d'intervention du secteur éducatif, structurent son organisation et balisent la trajectoire de mise en œuvre des réformes engagées.

Au niveau national, le socle politique de l'action gouvernementale est constitué par le Projet de société du Président de la République, intitulé « Mon Ambition pour ma Patrie » en 2024. Ce projet réaffirme l'éducation comme levier central de développement, à travers des engagements forts en faveur de l'équité, de la jeunesse, de la citoyenneté et de l'employabilité.

La Déclaration de Politique Générale du Gouvernement (DPGG), prononcée en septembre 2024, en assure la déclinaison opérationnelle, en articulant les orientations présidentielles autour de politiques sectorielles concrètes. Elle consacre une attention particulière au renforcement de la qualité du capital humain, notamment par l'éducation de base et la formation des jeunes.

Sur le plan stratégique, la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) constitue le cadre de référence du développement économique et social. Elle fait de l'éducation un axe prioritaire de lutte contre la pauvreté, en ciblant l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la pertinence de l'offre éducative.

La Loi d'Orientation de l'Éducation nationale (n°023–2022) fixe les principes fondamentaux du système éducatif de notre pays. Elle définit notamment l'architecture du système, les droits et devoirs des apprenants et des familles, les rôles de l'État et des collectivités, ainsi que les finalités attendues en termes de cohésion sociale, de citoyenneté, et de

développement durable.

La Lettre de Politique Sectorielle de l'Éducation et de la Formation (2022–2032) précise les grandes options retenues par le gouvernement pour traduire ces principes en politiques concrètes, autour de quatre piliers : l'accès universel, la qualité des apprentissages, la gouvernance performante et le financement durable.

C'est sur cette base qu'a été élaboré le Plan National de Développement du Secteur de l'Éducation (PNDSE III 2023–2030). Ce plan sectoriel décline les objectifs stratégiques de l'État en programmes budgétaires et résultats attendus, en assurant leur cohérence avec la SCAPP, le projet présidentiel et les engagements internationaux.

Sur le plan transversal, l'action du MERSE s'articule avec plusieurs réformes en cours à l'échelle de l'administration publique :

- Le Schéma directeur des réformes des finances publiques et la réforme de la budgétisation axée sur les résultats structurent l'introduction du budget-programme et de la programmation pluriannuelle (CDMT-m) dans une logique de performance, de transparence et de redevabilité.
- La Stratégie de Modernisation de l'Administration Publique (2023–2027) soutient la transformation organisationnelle des ministères, la digitalisation des services, le renforcement de la déconcentration et la gestion intégrée des ressources humaines.
- La Stratégie nationale d'institutionnalisation du genre (SNIG), adossée au Cadre de Référence National du Genre (CRNG), encadre l'intégration transversale de l'égalité femmes-hommes dans toutes les politiques publiques, y compris dans les programmes éducatifs, curriculaires et de formation.
- La Stratégie Nationale d'Inclusion et de Promotion des Droits des Personnes Handicapées (SNIPDPH) qui constitue un cadre de référence pour garantir la pleine participation sociale, économique et citoyenne des personnes en situation de handicap.

À l'échelle internationale, les politiques éducatives nationales s'alignent sur les engagements pris par notre pays dans le cadre de l'Agenda Éducation 2030, notamment en vue d'atteindre l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4). Ce dernier vise à garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité, et à promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Enfin, le MERSE met en œuvre ses actions en synergie avec les cadres et instruments définis par ses partenaires internationaux, notamment le Partenariat mondial pour l'Éducation (GPE), l'UNESCO, l'UNICEF, et l'Union Africaine, à travers le Cadre continental pour l'éducation 2016–2025. Cette coopération vise à renforcer la cohérence des appuis, la mutualisation des efforts et la mise en œuvre des principes de solidarité, d'efficacité et d'impact dans notre secteur éducatif.

1.3. PRINCIPALES REFORMES

Réformes structurelles en cours dans le sous-secteur de l'éducation

L'évolution des crédits et des emplois du Ministère de l'Éducation et de la Réforme du Système d'Enseignement (MERSE) sur la période 2027–2029 s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle portée par la Loi d'orientation de l'éducation (2022), les priorités du PNDSE III (2023–2030), et les exigences du passage au budget-programme.

Cette transformation vise à bâtir un système éducatif équitable, efficace, inclusif, résilient et profondément ancré dans les valeurs de citoyenneté, de participation et de développement durable.

Réformes transversales du secteur (Programme 1 : Support au pilotage et à la réforme du système éducatif)

La réforme de la gestion des ressources humaines constitue un pilier central. Une stratégie sectorielle RH est en cours d'opérationnalisation, reposant sur une planification pluriannuelle, une actualisation de la carte scolaire selon les besoins territoriaux, et une modernisation des outils de gestion intégrés, notamment via le SIRAGE[1].

La gouvernance du secteur se renforce par l'ancrage d'une culture de résultats : adoption du budget-programme, élaboration de feuilles de route opérationnelles pour les structures, et systématisation de l'évaluation annuelle de performance.

L'institutionnalisation du genre est pleinement intégrée dans les politiques éducatives, avec des outils et approches favorisant l'égalité d'accès, de participation et de réussite pour tous les genres.

Le système d'évaluation est en cours de structuration, avec la généralisation des évaluations des apprentissages, des audits qualité et des analyses d'impact des politiques éducatives.

Une transition numérique progressive appuie la dématérialisation de l'administration éducative, le développement de

[1] Le système d'information et de gestion de l'Éducation (SIRAGE) est un projet stratégique pour la modernisation du secteur de l'éducation, il constitue un levier de gouvernance, de pilotage et de transparence au service de l'ensemble des acteurs de l'éducation nationale.
Il regroupe un ensemble intégré de modules, fonctionnalités et procédures permettant la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de l'information relative aux élèves, enseignants, établissements scolaires et structures administratives. Ces données sont ensuite utilisées pour prendre des décisions efficaces, afin de s'assurer que les institutions fonctionnent sans heurts et atteignent leurs objectifs.

l'enseignement à distance, et le déploiement d'infrastructures numériques dans les établissements.

L'implication active des familles et des communautés, pierre angulaire de la Loi d'orientation, est renforcée à travers la dynamisation des COGES, mais aussi par une volonté de faire de la participation communautaire un levier transversal de gouvernance éducative à tous les niveaux.

Réformes spécifiques à l'éducation de base (Programme 2 : Éducation de base)

L'unification du cycle primaire-collège en un continuum de neuf années représente un tournant majeur, garantissant une continuité pédagogique et une meilleure maîtrise des acquis fondamentaux.

Les efforts pour élargir l'accès se traduisent par la construction d'établissements dans les zones sous-desservies, la transformation en écoles modernes, la réduction de la taille des classes et une révision de la carte scolaire.

Lutte contre le décrochage et scolarisation des enfants non-inscrits deviennent une priorité explicite, par des actions ciblées sur les zones vulnérables, des dispositifs de réintégration scolaire, et un appui spécifique aux filles et enfants à besoins particuliers.

La réforme curriculaire introduit un enseignement multilingue valorisant les langues nationales dès les premières années. Elle incorpore des modules sur la citoyenneté active, le vivre-ensemble, la santé, l'environnement, les compétences de vie, et la culture de la paix, conformément à la vocation civique et humaniste de l'école réaffirmée dans la Loi.

La restructuration des ENI poursuit la professionnalisation de la formation initiale des enseignants, intégrant les dimensions d'inclusion, de bilinguisme et d'adaptation pédagogique aux contextes locaux.

Réformes dans l'enseignement secondaire (Programme 3 : Enseignement secondaire)

La restructuration du cycle secondaire introduit un tronc commun de deux ans suivis d'une année de spécialisation, pour renforcer les acquis fondamentaux avant orientation.

L'offre de formation se diversifie, avec un accent mis sur les filières scientifiques, technologiques et professionnelles, via l'ouverture de lycées spécialisés.

La réforme de la gouvernance des établissements s'opère à travers l'expérimentation du projet d'établissement, une responsabilisation accrue des chefs d'établissement, un pilotage par résultats, et une implication renforcée des parents et communautés éducatives dans la gestion des écoles.

Des mécanismes d'orientation sont développés en fin de cycle secondaire pour faciliter les passerelles vers l'enseignement technique, professionnel ou supérieur, favorisant ainsi des parcours adaptés aux aspirations et besoins du pays.

Un accent particulier sera mis sur la promotion de la scolarisation des filles au secondaire à travers la construction d'établissements de proximité, l'octroi de bourses et d'appuis spécifiques, ainsi que des actions de des actions de sensibilisation spécifique à l'importance de l'école et de l'éducation pour tous les enfants, y compris les filles, et aux dangers et aux risques liés au mariage précoce et au travail des enfants, afin de favoriser leur maintien et leur réussite.

Réformes du pilotage financier et budgétaire (transversales aux trois programmes)

Le budget-programme a été appliqué en janvier 2026, avec une gestion axée sur les résultats et la responsabilisation des gestionnaires de programmes.

Le CDMT-m devient l'outil central d'alignement entre les ressources disponibles et les priorités stratégiques, intégrant les effets des réformes sur les dépenses et les effectifs.

Enfin, le suivi budgétaire est renforcé grâce à l'intégration du suivi financier dans le SIRAGE, facilitant une exécution efficace, transparente et redevable des ressources publiques.

Ces réformes convergent vers un système éducatif qui prépare les citoyens de demain à vivre dans une société juste, durable, tolérante et inclusive, fidèle à la vision portée par la Loi d'orientation et le PNDSE III.

Impact budgétaire brut estimé

Les réformes du secteur de l'éducation engendrent une augmentation significative des crédits, principalement portée par :

- Les recrutements annuels d'enseignants pour le primaire et le collégial (en moyenne 1428 par an sur 2027–2029, en tenant compte des départs à la retraite),
- La construction d'infrastructures éducatives (écoles, collèges, ENI),
- La digitalisation et la réforme curriculaire,
- Le renforcement de la gouvernance et du pilotage.

1.4. PRINCIPAUX ELEMENTS DE CONTEXTE ET ANALYSE STRATEGIQUE

Évolution des performances du sous-secteur de l'éducation sous tutelle du MERSE

Au cours des dernières années, le système éducatif national a connu une dynamique marquée par la mise en œuvre

progressive du PNDSE III (2023–2030), dans le respect des principes fondateurs de la politique éducative nationale. Cette dynamique, documentée par les analyses du RESEN 2023 (données 2022) et les constats formulés lors des revues sectorielles de 2023 et 2024, fait apparaître des avancées notables, mais aussi des défis structurels persistants.

Sur le plan de l'accès, des progrès ont été enregistrés au primaire, avec un taux brut de scolarisation atteignant 96 % en 2022. Toutefois, seuls 62 % des enfants achèvent ce cycle, avec des disparités de genre encore marquées. La transition vers le collège reste insuffisante (72 % en 2022), et le taux brut de scolarisation au second cycle du secondaire progresse lentement, passant de 26 % en 2016 à 35 % en 2023. Par ailleurs, le poids croissant du secteur privé, qui scolarise plus de la moitié des élèves au secondaire, interpelle sur la nécessité d'un encadrement renforcé pour garantir l'équité et la qualité.

En matière de qualité des apprentissages, les résultats demeurent préoccupants. Moins d'un élève sur cinq maîtrise les compétences fondamentales en mathématiques à la fin du primaire. Au niveau du baccalauréat, le taux de réussite reste faible (23,7 % en 2024), avec des écarts importants selon les régions et les filières. Ces résultats sont influencés par le déficit d'enseignants qualifiés, des disparités dans la formation initiale, et un absentéisme enseignant non négligeable.

L'environnement scolaire constitue un autre levier essentiel. Dans de nombreuses écoles, les conditions d'accueil restent précaires : insuffisance d'accès à l'eau potable, à l'électricité, déficit en mobilier, absence d'espaces adaptés pour les activités sportives, culturelles ou sanitaires, en particulier au secondaire.

Sur le plan de la gouvernance, plusieurs réformes structurantes ont été engagées : déploiement progressif du système d'information SIRAGE, adoption de l'approche budget-programme, réforme des structures administratives, renforcement des capacités en gestion axée sur les résultats. Ces initiatives participent à l'instauration progressive d'un pilotage stratégique, décentralisé et mieux articulé entre le niveau central, déconcentré et décentralisé.

Contraintes budgétaires et choix stratégiques

Le financement du secteur éducatif demeure confronté à des contraintes majeures. En 2022, les dépenses publiques d'éducation représentaient 2,7 % du PIB, un niveau en deçà des engagements régionaux. Près de 90 % du budget de fonctionnement est absorbé par la masse salariale, limitant considérablement les capacités d'investissement dans les infrastructures, les équipements pédagogiques et la qualité des apprentissages.

La fragmentation des appuis extérieurs, conjuguée à une mobilisation encore faible des ressources nationales, notamment issues des industries extractives, accentue ces contraintes. À l'horizon 2030, le besoin de financement additionnel est estimé à près de 17 milliards MRU pour couvrir l'intégralité du PNDSE III.

Dans ce contexte, le ministère a opéré plusieurs choix stratégiques structurants :

- Le renforcement de la formation initiale et continue des enseignants à travers les ENI, l'ENS et les pôles régionaux, avec un accent mis sur l'amélioration des compétences pédagogiques et linguistiques ;
- La rénovation des curricula fondée sur le Cadre de Référence National, en lien avec les compétences du 21e siècle, et l'introduction progressive d'un enseignement multilingue inclusif, sous la coordination de l'IPELAN ;
- L'expérimentation du projet d'établissement dans des collèges et lycées pilotes, dans une logique de gestion de proximité axée sur la performance ;
- La régulation de l'enseignement privé et la promotion active de l'école publique gratuite, conformément à la vision présidentielle de l'École de la République ;
- La mise en place de dispositifs spécifiques en faveur de l'éducation inclusive, du développement de l'enseignement préscolaire pour les enfants de cinq ans, et de l'équité territoriale ;
- L'adoption progressive de pratiques de gestion durable et de résilience climatique dans l'environnement scolaire ;
- Enfin, la diversification des sources de financement à travers les partenariats publics-privés, une meilleure coordination avec les PTFs et le développement de mécanismes innovants de mobilisation des ressources.

Ces orientations confirment l'engagement du secteur à garantir à chaque enfant, sans discrimination, une éducation de qualité, équitable, inclusive et résiliente, en parfaite cohérence avec les finalités et les axes stratégiques du PNDSE III.

1.5. OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS

Conformément aux orientations du PNDSE III (2023-2030) et du CDMT-m 2027-2029, le Ministère de l'Éducation et de la Réforme du Système de l'Enseignement (MERSE) assume la responsabilité des programmes 2, 3, 4, 6 et 13, couvrant les domaines de l'accès, de la qualité et de la gouvernance du système éducatif.

Les trois objectifs fédérateurs retenus dans le cadre du PAP 2027 traduisent les priorités nationales et résument la logique d'intervention du MENRSE à travers ses programmes budgétaires :

1. **Promouvoir un accès équitable et inclusif à une éducation de base et secondaire complète et de qualité**

En lien avec l'axe 1 du PNDSE III, cet objectif vise à garantir la continuité du parcours éducatif de 6 à 18 ans, en renforçant l'accès, l'équité et le maintien des élèves dans le système.

Il répond aux défis persistants de décrochage scolaire et de réintégration des enfants non scolarisés, qui représentent

encore près de 30 % des 6-15 ans selon le RESEN 2024.

Il fédère les actions des programmes 1, 2 et 3 du PAP 2027, axées sur l'extension de l'offre éducative, la réduction des disparités territoriales et de genre, et la promotion d'une éducation inclusive et de qualité.

2. Améliorer la qualité et la performance des apprentissages

Rattaché à l'axe 2 du PNDSE III, cet objectif traduit la priorité accordée à l'amélioration des acquis scolaires et à la pertinence des enseignements.

Il met l'accent sur la réforme curriculaire, la formation initiale et continue des enseignants, l'inspection de proximité et la mise en œuvre du projet d'établissement.

Il fédère les efforts des programmes 1, 2 et 3 du PAP 2027, qui visent à renforcer la qualification du personnel enseignant, à améliorer les pratiques pédagogiques et à élever le niveau des apprentissages fondamentaux.

3. Renforcer la gouvernance, la planification et la performance institutionnelle du système éducatif

En lien avec l'axe 3 du PNDSE III, cet objectif soutient la mise en œuvre des réformes institutionnelles pour une gestion plus efficace et transparente du système éducatif.

Il porte sur la planification stratégique, le suivi-évaluation, la digitalisation de la gestion (notamment via le SIRAGE) et la mise en œuvre de la LOLF.

Il fédère les actions du programme 1 et les volets transversaux des autres programmes du PAP 2027, orientés vers le pilotage par la performance, la redevabilité et la qualité de la dépense publique.

OBJECTIF N°1. Promouvoir un accès équitable et inclusif à une éducation de base et secondaire complète et de qualité

Type de finalité des résultats visés

- ☑ Efficacité socio-économique
- ☑ Qualité de service rendu aux usagers
- ☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, le système éducatif visera une amélioration tangible de la couverture scolaire, aussi bien au primaire qu'au secondaire, traduisant les progrès réalisés dans la planification, la mobilisation communautaire et l'expansion des infrastructures.

Au niveau du secondaire (15-18 ans), le taux brut de scolarisation passera à 40,05 %, Cette dynamique traduit les effets combinés des efforts d'extension des établissements, de lutte contre le décrochage et de réintégration des adolescents non scolarisés.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Taux brut de scolarisation 15-18 ans désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%	38,65%	40,05%	42,50%

1. Taux brut de scolarisation 15-18 ans désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa

- Source des données : SIRAGE, projections démographiques.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'élèves scolarisés âgés de 15-18 ans / population totale 15-18 ans) × 100.
- Phénomène observé : Le degré de scolarisation des adolescents.
- Changement attendu : Étendre la couverture éducative au lycée.

OBJECTIF N°2 : Améliorer la qualité et la performance des apprentissages

Type de finalité des résultats visés

☐ Efficacité socio-économique
☑ Qualité de service rendu aux usagers
☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, le renforcement des capacités pédagogiques se poursuivra en vue de l'amélioration de la qualité de l'enseignement.

Dans le secondaire, 70% des enseignants de lycée auront bénéficié d'une formation continue, permettant une meilleure maîtrise des contenus disciplinaires et des approches didactiques.

Ces résultats démontrent l'impact des actions engagées en matière de formation, d'inspection de proximité et de mise à niveau professionnelle, contribuant à rehausser la qualité et la pertinence de l'enseignement.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Pourcentage d'enseignants du lycée ayant bénéficié d'au moins une formation continue au cours de l'année désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%	59%	70%	100%

1. **Pourcentage d'enseignants du lycée ayant bénéficié d'au moins une formation continue au cours de l'année, désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa**

- Source des données : Rapports de formation, DRH/MERSE, SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'enseignants formés / nombre total d'enseignants) × 100.
- Phénomène observé : Le niveau de professionnalisation et d'actualisation des compétences des enseignants.
- Changement attendu : Améliorer la qualité des pratiques pédagogiques au lycée.

OBJECTIF N°3 : Renforcer la gouvernance, la planification et la performance institutionnelle du système éducatif

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, le pilotage du système éducatif sera marqué par un renforcement notable des dispositifs de contrôle, d'audit et de gestion des risques. Il est attendu que le tiers des Structures centrales et déconcentrées reçoivent au moins une mission de contrôle, d'évaluation et de vérification administratifs et de gestion durant l'année.

De plus, 40 % des directions centrales et déconcentrées disposeront d'une cartographie des risques validée et actualisée, renforçant la prévention et la maîtrise des vulnérabilités institutionnelles.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une mission d'inspection pédagogique durant l'année scolaire	%	47%	65%	88%
Pourcentage des structures centrales et déconcentrées du disposant d'une cartographie des risques	%	25%	40%	100%

1) Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une mission de contrôle et d'inspection pédagogique durant l'année scolaire

- Source des données : Rapports de missions d'inspections pédagogiques (ICEF, IDEF, ICES, Pôles).
- Précisions méthodologiques : Une mission est considérée comme réalisée si elle répond aux conditions suivantes : mandat officiel, visite effective dans les établissements, rapport produit et validé. Décompte annuel. Calcul : (Nombre d'enseignants du primaire, du collège et du lycée au public ayant fait l'objet d'au moins une

mission de contrôle et d'inspection pédagogique validée / Nombre total d'enseignants en fonction) × 100.

- Phénomène observé : La fréquence et la couverture des inspections pédagogiques dans les établissements.
- Changement attendu : Accroître la régularité et l'efficacité du suivi pédagogique afin d'améliorer la qualité des enseignements.

2) Pourcentage des structures centrales et déconcentrées du disposant d'une cartographie des risques

- Source des données : Rapports annuels des services, audits internes, rapports de l'Inspection Générale, MERSE.
- Précisions méthodologiques : Une structure est considérée comme disposant d'une cartographie des risques si un document formel est élaboré, validé et actualisé. Décompte annuel.
- Calcul : (Nombre de structures disposant d'une cartographie des risques validée / Nombre total de structures centrales et déconcentrées du MERSE) × 100.
- Phénomène observé : Le niveau d'appropriation et de mise en œuvre de l'approche de gestion des risques au sein du MERSE.
- Changement attendu : Renforcer la prévention, la maîtrise et l'anticipation des risques pour améliorer la gouvernance et la performance institutionnelle.

II. RECAPITULATIF DES CREDITS DU TITRE

2.1. RECAPITULATIF DES CREDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Libellé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
	CE 2026	CE_PLFI_2027	LFR_2026	CP_PLFI_2027
Pilotage, coordination et gestion administrative		-	1 770 569 113	1 716 696 728
Mise en œuvre de la réforme éducative	430 000 000	575 500 000	139 886 504	148 281 568
Évaluation, contrôle, audit		-	234 726 853	235 193 845
Total SUPPORT	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**
Promotion de l'Éducation de base	566 000 000	516 000 000	8 207 895 907	9 065 340 743
Formation et environnement scolaire		-	1 124 747 454	1 243 645 579
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**
Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire		-		44 421 286
Modernisation de la gestion des établissements secondaires (lycées)		-	446 592 622	522 136 862
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		**-**	**446 592 622**	**566 558 148**
Total	**996 000 000**	**1 091 500 000**	**11 924 418 453**	**12 975 716 611**

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de de la dernière Loi de finances adoptée.

2.2. RECAPITULATIF DES CREDITS PAR PROGRAMME ET PARTIE

Libellé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
	CE 2026	CE_PLFI_2027	LFR_2026	CP_PLFI_2027
Dépenses de personnel		-	1 011 455 067	950 075 707
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	996 318 765	337 068 382
Subventions et transferts courants		-	35 758 638	25 825 000
Dépenses d'investissement	430 000 000	575 500 000	101 500 000	95 500 000
Autres dépenses		-	150 000	691 703 052
Total SUPPORT	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**
Dépenses de personnel		-	8 887 162 542	9 462 466 430
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	280 304 519	625 439 103
Subventions et transferts courants		-	75 176 300	165 080 789
Dépenses d'investissement	566 000 000	516 000 000	90 000 000	56 000 000
Total ENSEIGNEMENT DE BASE	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**
Dépenses de personnel		-	394 468 017	480 662 256
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	52 124 605	80 045 566
Subventions et transferts courants		-		5 850 326
Total ENSEIGNEMENT SECONDAIRE		**-**	**446 592 622**	**566 558 148**
Total	**996 000 000**	**1 091 500 000**	**11 924 418 453**	**12 975 716 611**

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de de la dernière Loi de finances adoptée.

III. PROGRAMME SUPPORT

3.1. PRESENTATION DU PROGRAMME

3.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme « Support au pilotage et à la réforme du système éducatif » constitue le socle transversal de fonctionnement du Ministère de l'Éducation et de la Réforme du Système d'Enseignement (MERSE). Il regroupe les structures et fonctions chargées de l'animation stratégique, de la planification, de la coordination, du contrôle, de la gestion administrative, financière et des ressources humaines, ainsi que du suivi et de l'évaluation du système éducatif.

Ce programme joue un rôle structurant dans l'accompagnement des deux programmes opérationnels du ministère « Enseignement de base et Enseignement secondaire » en assurant les fonctions de gouvernance, de pilotage stratégique, d'appui à la mise en œuvre des réformes, et de modernisation de l'administration publique éducative.

Il est aligné sur les priorités du Programme 5 – Administration et gestion du PNDSE III (2023–2030), notamment en ce qui concerne la réforme de la gestion des ressources humaines, l'instauration d'une culture de l'évaluation et de la redevabilité, la digitalisation des fonctions de gestion, la promotion de l'équité, ainsi que l'amélioration de la gouvernance globale du secteur.

Le programme ne couvre pas directement les activités pédagogiques ni les prestations éducatives en salle de classe, qui relèvent des programmes opérationnels. Toutefois, il est étroitement articulé avec ces derniers, et en cohérence avec les actions des autres ministères impliqués dans la mise en œuvre conjointe du PNDSE III.

Le programme est structuré en trois actions principales :

- **Pilotage, coordination et gestion administrative** : cette action regroupe les fonctions de planification, gestion administrative, gestion des ressources humaines, gestion financière, appui logistique, communication, informatisation, et coordination sectorielle ;
- **Mise en œuvre de la réforme** : elle englobe Elle englobe l'animation stratégique de la réforme, la production d'outils de pilotage, l'opérationnalisation des orientations stratégiques, l'intégration du genre et la régulation de l'enseignement privé. Elle comprend également la refonte curriculaire, la gestion de la chaîne du livre scolaire, la mise en œuvre de la réforme linguistique, la planification sectorielle, ainsi que la programmation budgétaire en cohérence avec la réforme des finances publiques ;
- **Évaluation, contrôle et audit** : cette action couvre les dispositifs d'évaluation des acquis, les audits qualité, les évaluations institutionnelles, le contrôle interne, ainsi que les fonctions d'inspection et de supervision.

Le programme est mis en œuvre par les structures suivantes :

- Le Cabinet du Ministre ;
- Le Secrétariat Général, qui assure la coordination générale du programme ;
- L'Inspection Générale de l'Éducation Nationale ;
- Les directions centrales du ministère (DAF, DGRP, DEP, DEC, DIDD) ;
- Les institutions et organes rattachés (IPN, IPELAN, CNC, CNSR).

Le Responsable du programme (RPROG) est le **Secrétaire général du MERSE**, en sa qualité de coordonnateur de l'ensemble des fonctions administratives, techniques, financières et de gouvernance du département.

3.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES

Action 1 : Pilotage, coordination et gestion administrative

Cette action constitue le socle organisationnel du fonctionnement quotidien du ministère. Elle regroupe les fonctions essentielles à la planification stratégique, à la coordination institutionnelle, à la gestion administrative, financière et logistique, à l'administration des ressources humaines, ainsi qu'à l'informatisation des processus de gestion.

Alignée sur l'axe 5 du PNDSE III « Administration et gestion » et sur les articles 6, 10 et 16 de la Loi d'Orientation, cette action vise à garantir une gouvernance efficace, transparente et équitable du système éducatif. Elle soutient notamment :

- La planification opérationnelle et budgétaire, le suivi des programmes et projets, ainsi que la mobilisation des ressources ;
- La gestion prévisionnelle des effectifs et le renforcement des capacités administratives et managériales ;
- L'amélioration continue de l'environnement de travail (maintenance, patrimoine, logistique) et la digitalisation des services ;
- La coordination inter directionnelle et intersectorielle, ainsi que la mise en réseau des structures régionales ;

- La communication institutionnelle et le dialogue avec les usagers, incluant la promotion du genre, la lutte contre le VIH/SIDA, et les actions ciblées dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP).

Structures administratives concernées :

- Cabinet du Ministre
- Secrétariat Général
- Cellules spécialisées : Évaluation, Communication, Promotion du Genre, IEC, Lutte contre le SIDA, Coordination ZEP
- Directions centrales : DRH, DAF, DGE, DIDD, Direction du Patrimoine, Direction de la Coordination des DREN, DGR

Action 2 : Mise en œuvre de la réforme

Cette action constitue l'ossature technique de la transformation du système éducatif national. Elle recouvre l'animation stratégique de la réforme, la déclinaison opérationnelle des orientations sectorielles, la production d'outils de pilotage, la régulation de l'offre éducative non publique, l'intégration transversale du genre, ainsi que la mise en œuvre des grands chantiers pédagogiques.

Conformément aux articles 4, 5 et 9 de la Loi d'Orientation et aux axes stratégiques 1 à 5 du PNDSE III, cette action soutient :

- La planification sectorielle, la programmation budgétaire triennale (CDMT), et la cohérence avec la réforme des finances publiques (LOLF) ;
- L'opérationnalisation des curricula rénovés, basés sur un socle commun de compétences, adaptés au multilinguisme et au développement durable ;
- La gestion de la chaîne du livre scolaire, depuis la conception des manuels jusqu'à leur diffusion ;
- La mise en œuvre de la réforme linguistique à travers l'enseignement bilingue et la valorisation des langues nationales ;
- La régulation de l'enseignement privé à travers des dispositifs d'homologation, d'inspection et de contractualisation avec l'État ;
- L'intégration institutionnalisée de l'approche genre à tous les niveaux du système.

Structures administratives concernées :

- Direction Générale de la Réforme et de la Prospective (DGRP)
- Direction de la Réforme
- Direction des Stratégies, de la Planification et de la Coopération (DSPC)

Opérateurs de l'État :

- Institut Pédagogique National (IPN), responsable de la chaîne du livre
- Institut pour la Promotion de l'Enseignement des Langues Nationales (IPELAN), chargé de la mise en œuvre de la réforme linguistique

Organes consultatifs :

- Comité national de suivi de la réforme de l'éducation (CNSR)
- Commission nationale des curricula (CNC)

Action 3 : Évaluation, contrôle et audit

Cette action renforce les fonctions de redevabilité, de transparence et d'amélioration continue du système éducatif. Elle soutient la mise en place d'un dispositif intégré de contrôle, d'inspection, d'évaluation des apprentissages et de suivi institutionnel.

Conformément à l'article 11 de la Loi d'Orientation et aux orientations du PNDSE III en matière de culture de résultats, cette action comprend :

- L'évaluation des acquis scolaires à différents niveaux du système, avec des outils standardisés et des exploitations désagrégées (genre, wilaya, etc.) ;
- La supervision pédagogique des établissements publics et privés, notamment via les inspections déconcentrées et les pôles régionaux ;
- L'organisation des examens et concours nationaux dans une logique de qualité et d'équité ;
- Les audits qualité, les évaluations institutionnelles, les inspections générales et le contrôle administratif interne.

Structures administratives concernées :

- Inspection Générale de l'Éducation Nationale (IGEN)
- Inspections spécialisées (enseignement fondamental, secondaire, gestion)
- Direction de l'Enseignement Privé
- Direction des Examens et Concours (DEC)
- Pôles régionaux d'inspection (Nord, Sud, Est, Ouest, Centre, Essahili)

ACTION N° 1 : Pilotage, coordination et gestion administrative

Structure	Activités
CABINET	Amélioration de la qualité de l'enseignement général
	Appui à la réforme/PforR
	Appui au renforcement des capacités d'établissements scolaires
	Campagnes de sensibilisation contre la déperdition et l'échec scolaires dans les zones vulnérables
	Cellule de Communication et des Relations avec le Public
	Cellule de Communication et d'orientation en milieu scolaire
	Commémoration de la journée nationale de l'école républicaine
	Commission de passation des marches publics
	Commission nationale des curricula
	Entretien des bâtiments scolaires
	Equipement de l'administration déconcentrée
	Equipements de l'administration centrale
	Fonctionnement de la cellule d'évaluation
	Fonctionnement de la cellule genre
	Fonctionnement de la CSLS
	Fonctionnement de l'école de Bamako et du complexe de Banjul
	Fonctionnement du cabinet
	Fond d'appui au logement des enseignants
	Frais de transport des prestataires (Enseignants et professeurs)
	Gardiennage des écoles
	JOUSSOUR au profit des élèves des wilayas ayant un taux faible d'admission
	MAWAHIB
	Mobilisation des appuis techniques
	Organisation de séminaires et ateliers
	OUKHOUWA : discrimination Positives dans les Lycées d'Excellence
	Prix d'excellence
	Prix élèves lauréats examens nationaux
	Rémunération du personnel
	Renforcement de l'étendue du recrutement des prestataires (enseignants et professeurs)
	SIRAGE Phase II
	Subventions aux Associations des Parents d'Elèves
	Suivi et supervision
	Télévision Scolaire
DIDD	Fonctionnement de la DIDD
DAF	Fonctionnement de la DAF
DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES	Charges loyer
	Charges télécom
	Fonctionnement de la Direction Générale des Ressources
	Fonctionnement de la DRH
	Fonctionnement DPM
	Rémunération du personnel

ACTION N° 2 : Mise en œuvre de la réforme

Structure	Activités
DGRP	Fonctionnement de la DGRP
	Fonctionnement de la DR
	Fonctionnement de la DSPC

IPN	Fonctionnement de l'IP
	Impression et distribution des manuels scolaires
	Rémunération du personnel
IPELAN	Fonctionnement de l'Institut pour la Promotion de l'Enseignement des Langues Nationales (IPELAN)
	Rémunération du personnel

Action 03: Évaluation, contrôle, audit

Structure	Activités
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT	Fonctionnement de la Direction de l'Enseignement Privé
	Rémunération du personnel
DIRECTION DES EXAMENS ET CONCOURS	Fonctionnement de la DEC
	Modernisation des Examens Nationaux
	Organisation des examens et concours
	Rémunération du personnel
INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE	Encadrement et suivi pédagogique et didactique
	Fonctionnement de l'inspection chargée du contrôle administratif et de gestion
	Fonctionnement de l'inspection de l'enseignement fondamental
	Fonctionnement de l'inspection de l'enseignement secondaire
	Fonctionnement de l'inspection générale

3.2. CADRAGE STRATEGIQUE

3.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE

Le programme « Support » constitue l'ossature transversale de gouvernance du ministère. Il joue un rôle fondamental dans l'encadrement stratégique, la coordination institutionnelle, la gestion administrative et financière, ainsi que dans la conduite des réformes sectorielles. Il s'aligne sur les orientations de la Loi d'Orientation du système éducatif, notamment ses articles 5, 6, 10 et 16, et sur l'axe 5 du PNDSE III relatif à la modernisation de l'administration et au pilotage du système.

Ces dernières années, plusieurs avancées significatives ont été enregistrées. Des instances de coordination interministérielle ont été mises en place pour renforcer la synergie sectorielle. Des outils de planification stratégique et de suivi-évaluation ont été progressivement déployés, comme le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT), le projet annuel de performance (PAP) et le système d'information intégré SIRAGE. Ces dispositifs ont permis d'instaurer une culture de redevabilité, d'améliorer la lisibilité des politiques éducatives et de favoriser la participation inclusive à la gestion du secteur.

Cependant, des défis structurels subsistent. Le ministère fait face à des capacités institutionnelles encore limitées, tant au niveau central que déconcentré. Le déficit en ressources humaines qualifiées entrave l'efficacité de la coordination, du suivi et de l'évaluation. L'animation stratégique de la réforme souffre parfois d'un manque de pilotage effectif. Les ressources financières et matérielles restent en deçà des besoins requis pour une mise en œuvre complète des transformations engagées.

En outre, le contexte socio-économique général pèse sur la performance du programme. Les fortes disparités régionales, la pauvreté et les inégalités de genre affectent l'équité dans l'accès aux services éducatifs et la capacité d'intervention des structures locales. La déconcentration, bien qu'amorcée, reste partiellement opérationnelle. Le potentiel d'autonomie des établissements scolaires demeure sous-exploité, ce qui limite leur marge de manœuvre dans la gestion pédagogique et administrative.

Plusieurs chantiers sont en cours pour corriger ces faiblesses. Le ministère s'emploie à renforcer les structures existantes et à en créer de nouvelles conformément aux dispositions de la Loi d'Orientation. Des efforts soutenus sont également fournis pour améliorer la planification stratégique et opérationnelle, favoriser la déconcentration effective, moderniser le système d'information (SIRAGE), promouvoir l'inclusion, et améliorer la gestion des ressources humaines.

À moyen terme, les perspectives d'amélioration reposent sur trois leviers principaux. D'abord, un renforcement accru de la déconcentration est prévu, afin d'accroître l'autonomie décisionnelle des écoles et des autorités locales. Ensuite, l'opérationnalisation complète du système SIRAGE vise à offrir un outil de pilotage fiable et actualisé. Enfin, le développement professionnel des cadres du ministère sera intensifié, pour améliorer la qualité de la gouvernance et de la conduite des politiques publiques.

Le programme s'appuie sur un large éventail de structures, tant au niveau central que régional. Il mobilise également des opérateurs de l'État tels que l'Institut Pédagogique National (IPN) et l'IPELAN pour des missions techniques

spécifiques liées à la réforme. Des organes consultatifs comme la Commission nationale des curricula (CNC) et le Comité national de suivi de la réforme (CNSR) assurent une veille stratégique et une cohérence dans la mise en œuvre des grandes orientations. Enfin, plusieurs partenaires techniques et financiers accompagnent les efforts du ministère dans une logique de réforme durable et partagée.

ENJEUX

- **Enjeu 1 : Moderniser la gestion administrative et professionnaliser la gestion des ressources humaines**

Le renforcement du pilotage du système éducatif suppose une transformation en profondeur de la gestion administrative et des ressources humaines. Cet enjeu, au cœur de la modernisation de l'action publique, répond à une volonté politique affirmée d'inscrire la réforme de la fonction enseignante dans un cadre global et cohérent de gestion des carrières et des compétences.

La stratégie sectorielle de gestion des ressources humaines actuellement en élaboration s'inscrit dans cette logique. Elle vise la professionnalisation des gestionnaires, l'actualisation permanente de la carte scolaire, la réforme des processus d'affectation, de titularisation et d'évaluation, ainsi que la planification prévisionnelle des effectifs en lien avec les besoins réels du terrain. Elle permettra de rendre la GRH plus transparente, équitable et réactive.

Le déploiement progressif du Système d'Information pour la Réforme Administrative et la Gestion de l'Éducation (SIRAGE) constitue un levier structurant. En assurant un suivi en temps réel des données éducatives ventilées par sexe, localité et statut, il dote les décideurs d'un outil d'aide à la décision fiable, propice à un pilotage fondé sur l'évidence. Ce système appuie également la mise en œuvre des politiques de répartition équitable des enseignants, en cohérence avec les impératifs d'équité territoriale et de lutte contre les disparités de genre.

Ce chantier de modernisation ne se limite pas à la GRH. Il englobe les fonctions support telles que la réforme budgétaire, la gestion des archives, la logistique et la digitalisation des documents, avec pour objectif la professionnalisation globale de l'administration éducative et la création d'un environnement administratif plus efficient et plus orienté vers les résultats.

- **Enjeu 2 : Renforcer la coordination sectorielle et piloter efficacement les réformes**

Le pilotage stratégique du système éducatif repose sur des mécanismes solides de coordination, de planification et de redevabilité. À ce titre, le programme vise à renforcer la gouvernance sectorielle à travers la structuration de dispositifs de coordination fonctionnels, représentatifs et agiles, tant au niveau central que déconcentré.

L'élaboration et l'actualisation régulière d'outils de pilotage (feuilles de route, matrices de réforme, plans d'action) permettront d'assurer un suivi rigoureux de la mise en œuvre des réformes, en cohérence avec les engagements du PNDSE III. L'institutionnalisation du dialogue sectoriel favorisera la concertation entre les différentes parties prenantes, y compris les collectivités locales, les partenaires sociaux et les partenaires techniques et financiers.

L'intégration transversale de la dimension genre constitue également une priorité stratégique. Une stratégie d'institutionnalisation du genre est en cours de développement afin de garantir que les politiques éducatives prennent en compte les inégalités structurelles et intègrent des dispositifs concrets de réduction des écarts. Cette approche vise à lever les obstacles à la participation pleine et entière des filles et des femmes dans l'éducation, de l'accès à la gouvernance.

Enfin, la mise en œuvre du budget-programme, en lien avec le CDMT sectoriel et les PAP annuels, constitue un levier essentiel de pilotage axé sur les résultats. Elle permet d'assurer une meilleure allocation des ressources, fondée sur les priorités stratégiques, les besoins évalués et les résultats attendus, tout en renforçant la transparence de l'action publique.

- **Enjeu 3 : Développer les capacités d'évaluation et promouvoir l'innovation pour renforcer la performance du système**

L'évaluation systématique et rigoureuse des politiques publiques constitue aujourd'hui une exigence incontournable pour garantir la redevabilité, guider les ajustements stratégiques et renforcer la confiance des citoyens dans l'action publique. Le programme fait de l'évaluation un pilier central du pilotage, en dotant les structures éducatives de capacités accrues en matière de production, d'analyse et d'utilisation des données probantes.

Ainsi, des dispositifs d'évaluation des acquis des élèves seront mis en place à différentes étapes du parcours éducatif. Ces évaluations, désagrégées par genre, par zone géographique et selon d'autres critères pertinents, permettront de mesurer les progrès réalisés, d'identifier les inégalités persistantes, et de mieux orienter les politiques d'amélioration des apprentissages.

Le programme prévoit également des audits de qualité, des enquêtes thématiques et des évaluations institutionnelles visant à cerner les forces et les faiblesses du système, à tous les niveaux. Ce socle d'évidence informera les décisions politiques et administratives, tout en renforçant les capacités des enseignants, des encadreurs pédagogiques et des structures centrales.

Dans cette dynamique, l'innovation et la transition numérique sont mobilisées comme des leviers transversaux. La digitalisation progressive des services administratifs, la promotion des compétences numériques à travers des formations ciblées (bureautique, visioconférence, outils collaboratifs) et l'appui au développement de l'enseignement à distance viennent appuyer cette transformation.

Enfin, une attention particulière est portée à la régulation du secteur privé. Par le renforcement des mécanismes de suivi, d'encadrement et de professionnalisation, l'objectif est de garantir que l'ensemble de l'offre éducative – publique et privée

– converge vers des standards de qualité partagés, au service de l'équité et de la performance.

3.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Moderniser la gestion administrative et des ressources humaines

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2026, le taux de couverture des besoins en enseignants qualifiés atteindra 80 % au primaire, 65 % au collège et 55 % au lycée, traduisant la réduction du recours aux enseignants non formés et une meilleure équité dans la répartition des personnels.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Taux de couverture des besoins en enseignants qualifiés par niveau (primaire, collège, lycée)	%	90%	94%	100%
ILD 9 : Nombre d'annuaires statistiques produits par le SIRAGE et publiés sur le site web du ministère (Nombre)	Nombre	0	1	4
Proportion de femmes enseignantes au primaire désagrégée par wilaya et par moughataa	%	37	37%	40%

1) Taux de couverture des besoins en enseignants qualifiés par niveau (primaire, collège, lycée)

- Source des données : DRH/MERSE (SIGRH), SIRAGE (affectations), textes annuels de recrutement.
- Précisions méthodologiques : Enseignant « qualifié » = détenteur d'un diplôme professionnel délivré par un institut de formation initiale (ex. ENI, ENS). Les besoins = projections officielles selon normes d'encadrement. Calcul : (Nombre d'enseignants qualifiés disponibles / besoins projetés) × 100.
- Phénomène observé : Le degré de satisfaction des besoins en enseignants qualifiés par rapport aux normes.
- Changement attendu : Augmenter la proportion d'enseignants qualifiés, réduire les recours aux non-formés, améliorer la qualité de l'encadrement.

2) Nombre d'annuaires statistiques produits par le SIRAGE et publiés sur le site web du ministère (Nombre)

- Source des données : SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : **Nombre d'annuaires statistiques produits par le SIRAGE et publiés sur le site web du ministère**
- Phénomène observé : disponibilité de données pour le pilotage du système.
- Changement attendu : Favoriser une meilleure prise de décision.

3) Proportion de femmes enseignantes au primaire désagrégée par wilaya et moughataa

- Source des données : DRH/MERSE (SIGRH), SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Inclut tous les types d'enseignants (fonctionnaires, contractuels, prestataires dans le primaire public).
- Calcul : (Nombre de femmes enseignantes / total enseignants) × 100.
- Phénomène observé : La féminisation du corps enseignant au primaire.
- Changement attendu : Favoriser une meilleure représentation féminine et l'équité de genre dans l'enseignement.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

En 2027, l'Institut Pédagogique National (IPN) poursuit ses efforts de modernisation de la chaîne éditoriale et de transparence dans la gestion des manuels scolaires. Il prévoit notamment l'élaboration d'un manuel de procédures financières pour renforcer la gouvernance interne, l'amélioration des capacités techniques de la chaîne éditoriale et l'optimisation des processus de suivi et de distribution des manuels. De son côté, l'Institut de Promotion de l'Enseignement des Langues Nationales (IPELAN), institution nouvelle issue de la Loi d'orientation de 2022, concentre ses actions sur la mise en place de son dispositif administratif et pédagogique. Ses priorités portent sur l'installation et l'équipement de son siège, l'assurance de sa connectivité numérique, et la structuration de son organisation pour répondre efficacement à son mandat. Par ces actions, l'IPN et l'IPELAN contribuent directement à l'objectif de moderniser la gestion administrative et de professionnaliser les ressources humaines du système éducatif.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la coordination sectorielle et piloter efficacement les réformes

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, 60 % des crédits seront délégués aux services déconcentrés (DREN, IDEF, établissements).

Le Comité de coordination du PNDSE III tiendra au moins quatre sessions annuelles, assurant le suivi des réformes.

Un Plan d'Actions Annuel Budgétisé (PAAB) aligné sur le CDMT-m et le PAP sera disponible et validé avant le 31 mars 2027, garantissant la cohérence entre planification et exécution budgétaire.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Part du budget du département déléguée aux services déconcentrés (DREN, IDEF, Pôles, IC, Écoles/établissements)	%	50%	60%	70%
Nombre de sessions du Comité de Coordination du PNDSEIII	Nombre	4	4	4
Disponibilité d'un Plan d'actions annuel budgétisé (PAAB) du PNDSE III aligné sur le CDMT-m et le PAP	Oui/Non	OUI	Oui	Oui

1) Part du budget du département déléguée aux services déconcentrés

- Source des données : DGB, MERSE, ordres de délégation budgétaire.
- Précisions méthodologiques : Montants délégués aux DREN, IDEF, pôles, établissements / budget total MERSE × 100.
- Phénomène observé : Le degré de déconcentration financière du département.
- Changement attendu : Renforcer l'autonomie des services déconcentrés dans la gestion des ressources.

2) Nombre de sessions du Comité de Coordination du PNDSEIII

- Source des données : Secrétariat du Comité, PV de sessions.
- Précisions méthodologiques : Décompte annuel des réunions effectives avec quorum et PV validé.
- Phénomène observé : Le fonctionnement régulier de l'organe de pilotage sectoriel au sein du MERSE.
- Changement attendu : Renforcer la coordination et le suivi interinstitutionnel du PNDSEIII.

3) Disponibilité d'un Plan d'actions annuel budgétisé (PAAB) aligné sur le CDMT-m et le PAP

- Source des données : MERSE/DSPC, documents PAAB.
- Précisions méthodologiques : Un PAAB est dit « disponible » s'il est produit, validé et budgétisé, aligné sur le CDMT-m et le PAP.
- Phénomène observé : L'existence d'un instrument annuel opérationnel de planification et budgétisation.
- Changement attendu : Renforcer l'alignement stratégique et la cohérence entre planification et exécution budgétaire.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

La mise en œuvre des réformes curriculaires constitue le cœur de l'action de l'IPN en 2027. L'institut est chargé d'assurer la production et la distribution des manuels scolaires conformes aux nouveaux programmes et d'améliorer la qualité des contenus pédagogiques, notamment en langues. L'IPELAN, pour sa part, concentre ses efforts sur l'opérationnalisation de la réforme linguistique. Il prévoit la conception et l'impression des premiers manuels en langues nationales, la formation de cohortes d'élèves-maîtres sur la didactique du plurilinguisme, ainsi que des missions d'immersion dans des pays expérimentés en matière de bilinguisme afin de renforcer les compétences de ses cadres. Ces deux institutions, en travaillant sur des volets complémentaires, apportent une contribution décisive au pilotage des réformes structurelles du système éducatif.

OBJECTIF N°3 : Développer les capacités d'évaluation du système éducatif

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, 65 % des enseignants auront bénéficié d'une inspection pédagogique.

La cartographie des risques sera établie dans au moins 40 % des structures, et une évaluation nationale des acquis sera conduite, renforçant la transparence et la capacité nationale d'analyse des performances scolaires.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une mission d'inspection pédagogique durant l'année scolaire	%	47%	65%	88%
Pourcentage des structures centrales et déconcentrées du disposant d'une cartographie des risques	%	25%	40%	100%
Nombre d'évaluations nationales des acquis des élèves réalisé et conduit par les structures nationales	Nombre	1	1	3

1) Pourcentage d'enseignants ayant reçu au moins une mission de contrôle et d'inspection pédagogique durant l'année scolaire

- Source des données : Rapports de missions d'inspections pédagogiques (ICEF, IDEF, ICES, Pôles).
- Précisions méthodologiques : Une mission est considérée comme réalisée si elle répond aux conditions suivantes : mandat officiel, visite effective dans les établissements, rapport produit et validé. Décompte annuel. Calcul : (Nombre d'enseignants du primaire, du collège et du lycée au public ayant fait l'objet d'au moins une mission de contrôle et d'inspection pédagogique validée / Nombre total d'enseignants en fonction) × 100.
- Phénomène observé : La fréquence et la couverture des inspections pédagogiques dans les établissements.
- Changement attendu : Accroître la régularité et l'efficacité du suivi pédagogique afin d'améliorer la qualité des enseignements.

2) Pourcentage des structures centrales et déconcentrées du disposant d'une cartographie des risques

- Source des données : Rapports annuels des services, audits internes, rapports de l'Inspection Générale, MERSE.
- Précisions méthodologiques : Une structure est considérée comme disposant d'une cartographie des risques si un document formel est élaboré, validé et actualisé. Décompte annuel.
- Calcul : (Nombre de structures disposant d'une cartographie des risques validée / Nombre total de structures centrales et déconcentrées du MERSE) × 100.
- Phénomène observé : Le niveau d'appropriation et de mise en œuvre de l'approche de gestion des risques au sein du MERSE.
- Changement attendu : Renforcer la prévention, la maîtrise et l'anticipation des risques pour améliorer la gouvernance et la performance institutionnelle.

3) Nombre d'évaluations nationales des acquis des élèves réalisées et conduites par les structures nationales

- Source des données : Cellule Nationale d'Evaluation (CNE), rapports d'évaluations nationales.
- Précisions méthodologiques : Evaluation conduite, données collectées, rapport produit et validé au niveau national. Décompte annuel.
- Phénomène observé : La capacité nationale à conduire ses propres évaluations standardisées des acquis scolaires.
- Changement attendu : Renforcer la maîtrise nationale de l'évaluation, produire des données fiables pour orienter les réformes pédagogiques.

OBJECTIF N°4 : Accompagner la transition numérique et le pilotage des innovations

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, le taux d'enseignants formés aux TIC atteindra 95%, témoignant de la diffusion généralisée des compétences numériques.
Le taux de couverture des besoins en manuels scolaires s'élèvera à 48 %, soutenant la mise en œuvre de la réforme pédagogique.
De plus, 106 classes appliqueront effectivement les programmes en langues nationales, contre 76 en 2025, marquant un progrès décisif dans la promotion du bilinguisme et la maîtrise des apprentissages fondamentaux.
Ces résultats consolideront la digitalisation du pilotage, la modernisation de l'enseignement et l'ancrage des innovations éducatives.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Pourcentage d'enseignants formés en TIC désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%	83%	95%	100%
Nombre de classe appliquant les programmes en langues nationales	Nombre	76	106	160
Taux de couverture des besoins en manuels scolaires par discipline et par niveau (primaire, collège, lycée), désagrégé par wilaya et par moughataa	%	34,70%	48%	70%

1) Pourcentage d'enseignants formés en TIC, désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa

- Source des données : DRH/MERSE (SIGRH), DRH, IGEN, DEF, DES, rapports de formation.
- Précisions méthodologiques : Enseignant formé = ayant suivi un module validé de formation en TIC avec attestation. Décompte annuel, désagrégé par sexe, wilaya et moughataa.
- Calcul : (Nombre d'enseignants formés en TIC avec attestation / Nombre total d'enseignants en fonction) × 100.
- Phénomène observé : La diffusion des compétences numériques chez les enseignants.
- Changement attendu : Généraliser l'usage du numérique dans les pratiques pédagogiques et administratives.

2) Nombre de classes appliquant les programmes en langues nationales désagrégé par wilaya et par moughataa

- Source des données : IGEN, IPELAN, CNC, IPN, SIRAGE, rapports pédagogiques.
- classes ayant effectivement introduit l'enseignement en langues nationales conformément aux directives officielles. Décompte annuel, désagrégé par wilaya et par moughataa.
- Phénomène observé : Le niveau d'intégration des langues nationales dans l'enseignement.
- Changement attendu : Promouvoir le bilinguisme et renforcer la maîtrise des apprentissages de base à travers les langues locales.

3) Taux de couverture des besoins en manuels scolaires par discipline et par niveau (primaire, collège, lycée), désagrégé par wilaya et par moughataa

- Source des données : IPN, IPR, rapports d'acheminement et de mise en vente des manuels scolaires.
- Précisions méthodologiques : Un manuel est considéré comme disponible lorsqu'il est imprimé, acheminé et mis à disposition dans les IPR à un prix modique fixé par l'État. Décompte annuel, désagrégé par discipline, niveau, wilaya et moughataa.
- Calcul : (Nombre de manuels scolaires disponibles dans les IPR / Nombre total de manuels requis selon les

effectifs d'élèves par discipline et par niveau) × 100.

- Phénomène observé : Le niveau de couverture des besoins en manuels scolaires assuré par l'IPN jusqu'au point de mise à disposition régionale.
- Changement attendu : Garantir une meilleure adéquation entre les besoins réels des élèves et l'offre de manuels scolaires, afin de renforcer l'équité et l'efficacité de l'enseignement.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

L'IPN envisage d'intégrer davantage les outils numériques dans ses processus de conception et de suivi des manuels scolaires, dans la perspective de moderniser sa chaîne éditoriale et d'introduire des supports digitaux dans l'apprentissage. Pour sa part, l'IPELAN prévoit la mise en place d'une infrastructure numérique comprenant notamment un Data Center et des équipements informatiques de base, afin de digitaliser progressivement ses contenus pédagogiques et de soutenir l'enseignement à distance. Ces actions traduisent la volonté commune des deux institutions d'accompagner la transition numérique et d'expérimenter de nouvelles approches pédagogiques. Leur contribution conjointe s'inscrit ainsi dans le renforcement de l'innovation et de la digitalisation du système éducatif.

3.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

3.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR PARTIE

Libellé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
	CE 2026	CE_PLFI_2027	LFR_2026	CP_PLFI_2027
Dépenses de personnel		-	866 885 234	799 200 718
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	879 775 241	217 967 958
Subventions et transferts courants		-	17 758 638	7 825 000
Dépenses d'investissement		-	6 000 000	-
Autres dépenses		-	150 000	691 703 052
Total Pilotage, coordination et gestion administrative		**-**	**1 770 569 113**	**1 716 696 728**
Dépenses de personnel		-	26 060 812	34 455 876
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	325 692	325 692
Subventions et transferts courants		-	18 000 000	18 000 000
Dépenses d'investissement	430 000 000	575 500 000	95 500 000	95 500 000
Total Mise en œuvre de la réforme	**430 000 000**	**575 500 000**	**139 886 504**	**148 281 568**
Dépenses de personnel		-	118 509 021	116 419 113
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	116 217 832	118 774 732
Total Évaluation, contrôle, audit		**-**	**234 726 853**	**235 193 845**
Total programme support	**430 000 000**	**575 500 000**	**2 145 182 470**	**2 100 172 141**

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la dernière Loi de Finances adoptée.

3.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Réalisation 2025 (1) (2)	Ouverts en LF pour 2026 (1) (a)	Répartition prévisionnelle 2027			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (Entrées - sorties)	Effectifs 2026 (a + Ecart)
Total						1072
A1						167
A2						10
A3						158
B						283
C						74
E1C AGENT D'APPUI CONTRACTUEL						135
E8 Inspecteur						244
ESP						1

(1) Les colonnes 2025 et 2026 sont alimentées par le fichier de la Solde à la Direction Générale du Budget
(2) La réalisation est tirée du RAP de l'année précédente
(3) Cette catégorie de fonctionnaires est en voie d'extinction

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

(1) Les colonnes 2025 et 2026 sont alimentées par le fichier des personnels des établissements publics et structures assimilées (Direction Générale du Budget)
(2) La réalisation est tirée du RAP de l'année précédente
(3) La prévision est tirée du PAP de l'année en cours

Opérateurs	Réalisation 2025 (1) (2)	Ouverts en LF pour 2026 (1) (a)	Répartition prévisionnelle 2027			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (Entrées - sorties)	Effectifs 2026 (a + Ecart)
IPELAN						**14**
A1						2
A3						5
B						5
C						2
IPN						**317**
A1						34
A3						65
B						176
C						30
E1C AGENT D'APPUI CONTRACTUEL						3
E8 Inspecteur						9
Total IPELAN et IPN						**331**

3.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES

3.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL

	2026 Prévision		2027 Prévision		Ecart entre 2027 et 2026	
	Effectifs (En ETPT)	Coût total	Effectifs (1) (en ETPT)	Coût total (2)	Ecart d'effectifs (Effectifs 2027– effectifs 2026)	Ecart de coût (Coût 2027– coût 2026)
Tout type et tout emploi confondu		1 011 455 067		950 075 707		- 61 379 360
Coût total des emplois du programme		**1 011 455 067**		**950 075 707**		**- 61 379 360**

(1) Les effectifs sont ceux de la colonne « Total » des propositions d'emplois de l'administration (voir p17), ou ceux de la colonne « Prévision 2026 » des propositions d'emplois des opérateurs de l'Etat (voir p18)
(2) Le coût total des emplois pour le programme doit être égal à la « Partie 1. Dépenses de personnel » de la présentation des crédits par action et par partie pour l'année considérée (voir p25)

Il convient de noter que l'écart négatif ne traduit pas une base des effectifs du MERSE mais plutôt un réajustement réalisé dans le découpage programmatique ayant conduit à la réduction des effectifs du programme support en 2027. Les personnels concernés travaillant pour les programmes opérationnels notamment l'éducation de base et l'enseignement secondaire.

3.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS

Type	Nature du dispositif	2026 Montants	202è Montants	Justifications pour 2027
4. Subventions et transferts				
	Transfert courant à l'IPN et IPELAN	35 758 638	25 825 000	Montant destinés à l'amélioration des manuels scolaires et la promotion de l'enseignement des langues nationales
Total Global		35 758 638	25 825 000	

3.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Projets d'investissement :

Projets	Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin)	Coût global du projet	Dépenses 2026 et années antérieures (y.c. FinEx)	Financements intérieurs prévus pour 2027 (1)	Financements extérieurs prévus pour 2027 (2)	Demande d'inscription à la PLF 2027 (1+2)
Impression et distribution des manuels scolaires						575 500 000
Total global						**575 500 000**

IV. PROGRAMME ENSEIGNEMENT DE BASE

4.1. PRESENTATION DU PROGRAMME

4.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme « Éducation de base » constitue le socle fondamental de la scolarité obligatoire dans notre pays. Il couvre les neuf années d'enseignement de base, intégrant l'enseignement primaire (six ans) et l'enseignement collégial (trois ans), et vise à garantir l'accès universel, la rétention et la réussite scolaire pour tous les enfants âgés de 6 à 15 ans.

Ce programme porte l'ambition de doter chaque élève des savoirs fondamentaux, des compétences de vie et des valeurs citoyennes nécessaires à la poursuite d'études, à l'orientation vers la formation technique et professionnelle, ou à l'insertion dans la vie socioéconomique. Il constitue une priorité stratégique de la réforme éducative en cours, et un levier central du PNDSE III pour l'amélioration de la qualité de l'éducation et de l'équité territoriale et sociale.

Le programme est aligné sur les objectifs des Programmes 2 et 3 du PNDSE III (Enseignement primaire et Enseignement collégial), notamment en ce qui concerne le renforcement de l'offre scolaire, la résorption des disparités, l'amélioration des apprentissages, la refonte curriculaire, l'intégration du multilinguisme, la formation des enseignants, la gouvernance participative et le suivi de la performance.

Le programme ne couvre pas les niveaux non inclus dans l'enseignement de base obligatoire, notamment le préscolaire, l'enseignement secondaire général, l'enseignement technique et professionnel, et l'enseignement supérieur. Toutefois, il est articulé de manière étroite avec les autres programmes du MERSE, en cohérence avec l'approche intégrée de mise en œuvre du PNDSE III.

Le programme est structuré en deux actions principales :

- **Promotion de l'éducation de base** : cette action regroupe les interventions visant l'accès équitable à l'enseignement primaire et collégial, la scolarisation des enfants à besoins spécifiques, la réduction des disparités de genre, le développement des cantines scolaires, la lutte contre les abandons, et la participation des communautés à la gouvernance locale des établissements à travers les Comités de gestion (COGES) ;
- **Formation et environnement scolaire** : cette action couvre la formation initiale et continue des enseignants (via les ENI), la rénovation des curricula, la distribution des manuels scolaires, l'introduction des leçons scriptées, la promotion de la santé et de la nutrition scolaires, l'hygiène, les activités sportives et culturelles, le développement du multilinguisme éducatif et l'amélioration du climat scolaire.

Le programme est mis en œuvre par les structures suivantes :

- La Direction de l'Enseignement Fondamental (DEF), responsable du pilotage du programme ;
- La Direction de la Nutrition et de l'Éducation Sanitaire (DNES), en charge de la santé, de l'hygiène et de la nutrition scolaires ;
- Les cinq Écoles Normales des Instituteurs (ENI), chargées de la formation initiale et continue, sur demande de la Ministre, des enseignants du primaire ;
- Les quinze Directions Régionales de l'Éducation Nationale (DREN), assurant la coordination et le suivi au niveau déconcentré ;
- Les établissements scolaires publics du primaire et du collégial, lieux de mise en œuvre des actions éducatives de base.

Le Responsable du programme (RPROG) est le **Directeur Général de l'Enseignement**, en sa qualité de coordonnateur de l'ensemble des interventions liées à la scolarisation obligatoire, à la qualité des apprentissages et à la gouvernance de l'éducation de base.

4.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES

Action 1 : Promotion de l'éducation de base

Cette action constitue le levier principal pour garantir un accès équitable, universel et inclusif à l'éducation de base, conformément aux articles 2, 4, 5, 6 et 8 de la Loi d'Orientation et à l'axe stratégique 1 du PNDSE III (« Amélioration de l'accès à une éducation inclusive, équitable et de qualité »).

Elle couvre l'ensemble des politiques publiques visant la généralisation de l'accès à l'enseignement primaire et collégial, la lutte contre les inégalités territoriales, sociales et de genre, la scolarisation des enfants vulnérables et à besoins spécifiques, ainsi que le renforcement de l'offre éducative publique.

Les principales interventions portent sur :

- Le développement des infrastructures éducatives pour répondre à la pression démographique, réduire les effectifs par classe et garantir une salle par niveau ;

- L'élargissement de la carte scolaire pour couvrir les zones rurales, enclavées et mal desservies ;
- L'instauration effective de la gratuité de l'enseignement de base, y compris la fourniture de kits scolaires ;
- La promotion de l'équité genre à travers des actions ciblées (bourses, clubs de filles, sensibilisation communautaire) ;
- La scolarisation inclusive des enfants en situation de handicap et la prise en charge des enfants hors système ;

Structures administratives concernées :

- Direction de l'Enseignement Fondamental (DEF)
- L'ensemble des DREN du pays, en charge de la mise en œuvre régionale de ces politiques
- Inspections départementales de l'enseignement fondamental (IDEF)
- Inspections de circonscription (IC)
- L'ensemble des écoles/établissements du primaire et du collège publics et privés.

Opérateurs de l'État associés :

- Les cinq Écoles Normales des Instituteurs (ENI) : Aioun, Nouakchott, Kaédi, Akjoujt, Kiffa

Action 2 : Formation et environnement scolaire

Cette action cible la consolidation de la qualité des apprentissages et l'amélioration de l'environnement éducatif global dans le cycle de l'éducation de base, conformément aux articles 3, 9, 10 et 11 de la Loi d'Orientation, ainsi qu'aux axes 2, 3 et 4 du PNDSE III (« Qualité des enseignements », « Gouvernance et performance », « Éducation et développement durable »).

Elle recouvre les priorités suivantes :

- Le développement professionnel des enseignants, notamment par le renforcement de la formation initiale et continue, dans le cadre du dispositif de professionnalisation défini à l'article 18 de la Loi d'Orientation ;
- La mise en œuvre de curricula rénovés intégrant des compétences transversales, des activités sportives, artistiques et citoyennes ;
- La promotion de la citoyenneté, des droits humains, de la paix et de la cohésion nationale, conformément à l'article 7 ;
- La prise en compte du multilinguisme, de l'éducation à la santé, à l'environnement, au numérique et aux valeurs de développement durable ;
- Le développement de l'alimentation scolaire, de la santé scolaire et de la sécurité en milieu éducatif, en lien avec l'article 19 de la Loi d'Orientation sur les conditions d'accueil des élèves.
- L'amélioration de l'hygiène, de l'eau, de l'assainissement et des conditions de sécurité dans les établissements.

Structures administratives concernées :

- Direction de la Nutrition et de l'Éducation Sanitaire (DNES)
- Directions Régionales de l'Éducation Nationale (DREN) et établissements du primaire et du collège
- Inspections départementales de l'enseignement fondamental (IDEF)
- Inspections de circonscription (IC)

ACTION N° 1 Promotion de l'éducation de base

Structure	Activités
CABINET	Approvisionnement des établissements de l'éducation en fournitures scolaires
	Production des tables bancs pour accompagner le développement de l'offre scolaire
	Uniformes scolaires
DREN ASSABA	Rémunération du personnel
DREN BRAKNA	Rémunération du personnel
DREN TRARZA	Rémunération du personnel
DREN ADRAR	Rémunération du personnel
DREN GUIDIMAGHA	Rémunération du personnel
DREN TIRIS ZEMMOUR	Rémunération du personnel
DREN INCHIRI	Rémunération du personnel

DREN NDB	Rémunération du personnel
DREN GORGOL	Rémunération du personnel
DREN NOUAKCHOTT NORD	Rémunération du personnel
DREN NOUAKCHOTT OUEST	Rémunération du personnel
DREN NOUAKCHOTT SUD	Rémunération du personnel
ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS D'AIOUN	Formation des élèves maîtres à l'ENI d'Aioun
	Rémunération du personnel
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT	Bourses élèves de l'enseignement secondaire
	Fonctionnement de la coordination des DRENs
	Fonctionnement de la DASE
	Fonctionnement de la Direction de l'Enseignement Fondamental
	Fonctionnement de la Direction de l'Enseignement Secondaire
	Fonctionnement de la Direction Générale de l'Education
	Fonctionnement de la DPES
	Indemnités d'équipement pour instituteurs
ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE NOUAKCHOTT	Formation des élèves maîtres à l'ENI de Nouakchott
	Rémunération du personnel
ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE KAEDI	Formation des élèves maîtres à l'ENI de Kaédi
	Rémunération du personnel
ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS D'AKJOUJT	Formation des élèves maîtres à l'ENI d'Akjoujt
	Rémunération du personnel
ECOLE NORMALE DES INSTITUTEURS DE KIFFA	Formation des élèves maîtres à l'ENI de Kiffa
	Rémunération du personnel

Action 02: Formation et environnement scolaire

Structure	Activités
DREN HODH EL CHARGHI	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Gestion de la DREN du Hodh Chargui
	Gestion des IDEF au Hodh Chargui
DREN HODH EL GHARBI	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Gestion de la DREN du Hodh el Gharbi
	Gestion des IDEF au Hodh el Gharbi
	Rémunération du personnel
DREN ASSABA	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de l'Assaba
	Gestion de la DREN de l'Assaba
DREN BRAKNA	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs du Brakna
	Gestion de la DREN du Brakna
DREN TRARZA	Fonctionnement de la DREN du Trarza
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs du Trarza
DREN ADRAR	Fonctionnement de la DREN de l'Adrar
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de l'Adrar
DREN TAGANT	Fonctionnement de la DREN du Tagant
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs du Tagant
	Rémunération du personnel
DREN GUIDIMAGHA	Fonctionnement de la DREN du Guidimagha
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs du Guidimagha
DREN TIRIS ZEMMOUR	Fonctionnement de la DREN du Tiris zemour
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs du Tiris zemour
DREN INCHIRI	Fonctionnement de la DREN de l'Inchiri
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de l'Inchiri
DREN NDB	Fonctionnement de la DREN de NDB
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de NDB
DREN GORGOL	Fonctionnement de la DREN de Gorgol
	Fonctionnement des écoles

Structure	Activités
	Fonctionnement des IDEFs au niveau de Gorgol
DREN NOUAKCHOTT NORD	Fonctionnement de la DREN de NKTT Nord
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de NKTT Nord
DREN NOUAKCHOTT OUEST	Fonctionnement de la DREN de NKTT Ouest
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de NKTT Ouest
DREN NOUAKCHOTT SUD	Fonctionnement de la DREN de NKTT Sud
	Fonctionnement des écoles fondamentales
	Fonctionnement des IDEFs de NKTT Sud
DIRECTION DE LA NUTRITION ET DE L'ÉDUCATION SANITAIRE	Fonctionnement de la DNES
	Mise en place d'un programme de cantines scolaires

4.2. CADRAGE STRATEGIQUE

4.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE

. Le Programme « Enseignement de base » occupe une place stratégique dans la politique éducative nationale, en tant que levier principal de réalisation de l'école obligatoire pour tous les enfants âgés de 6 à 15 ans, conformément aux articles 2, 6 et 7 de la Loi d'Orientation. Il s'inscrit pleinement dans la mise en œuvre du PNDSE III, notamment ses axes 1 (Accès équitable), 2 (Qualité) et 3 (Pilotage et gouvernance).

Au cours des deux dernières décennies, notre pays a consenti des efforts considérables pour élargir l'accès à l'éducation fondamentale. Le taux brut de scolarisation (TBS) dans le primaire approche désormais les 100 % pour les deux sexes, marquant une avancée importante en matière d'équité d'accès. Toutefois, cette dynamique est fortement ralentie par une faiblesse persistante de la rétention scolaire et du taux d'achèvement du cycle primaire, notamment dans les zones rurales et les milieux défavorisés. La transition vers le secondaire reste un point de fragilité : seuls 60 % des élèves en fin de primaire accèdent effectivement au collège, et le TBS au niveau collégial plafonne à 50 % en 2023.

Le contexte actuel est également marqué par des insuffisances importantes en matière de qualité des apprentissages. Les résultats des évaluations révèlent un niveau préoccupant d'acquisition des compétences fondamentales, aussi bien au primaire qu'au collège. Cette situation s'explique, entre autres, par une pénurie d'enseignants qualifiés, un encadrement pédagogique encore faible, des taux d'absentéisme élevés, ainsi qu'un déficit en infrastructures de base (classes surpeuplées, manque d'eau potable, absence d'électricité).

Sur le plan budgétaire, les dépenses de fonctionnement absorbent plus de 90 % des ressources du sous-secteur, ne laissant qu'une marge étroite pour les investissements structurels pourtant nécessaires à moyen terme.

Malgré ces contraintes, des chantiers structurants sont en cours avec l'appui des partenaires. Il s'agit notamment de la réforme curriculaire en cours au secondaire, de l'expérimentation de l'enseignement des langues nationales, de l'introduction des leçons scriptées, du renforcement de la formation initiale et continue des enseignants, de l'amélioration de la chaîne du livre scolaire, du développement du numérique éducatif et de l'encadrement de proximité. La redynamisation des comités de gestion (COGES) et l'introduction des projets d'établissement marquent une volonté de renforcer la gouvernance locale et de réhabiliter le partenariat école-communauté.

La volonté politique est clairement affirmée en faveur de la généralisation d'une éducation de base de qualité, inclusive, obligatoire et gratuite. Le PNDSE III fixe un objectif ambitieux : garantir que 100 % des enfants achèvent le cycle primaire et que 75 % poursuivent au moins jusqu'à la fin du collège d'ici 2030.

Pour relever ces défis, le ministère projette d'intensifier ses efforts en matière d'investissement dans les infrastructures scolaires, de réformes pédagogiques, et de mobilisation communautaire. Le programme mobilise un ensemble d'acteurs au niveau central, déconcentré et local, notamment la Direction de l'Enseignement Fondamental (DEF), les Écoles normales d'instituteurs (ENI), les Inspections départementales de l'enseignement fondamental (IDEF), les Inspections de circonscription (IC), ainsi que les établissements primaires et collégiaux publics et privés.

Enfin, le succès de ce programme dépendra de la capacité du ministère à mieux structurer le pilotage pédagogique, à mettre en œuvre les outils de suivi-évaluation de manière systématique, à élargir l'offre scolaire dans les zones rurales, et à garantir une répartition équitable et efficace des ressources humaines et matérielles.

ENJEUX

- **Enjeu 1 : Assurer l'accès universel, équitable et inclusif à l'éducation de base pour tous les enfants de 6 à 15 ans**

Cet enjeu traduit la volonté politique clairement affirmée de généraliser l'éducation de base obligatoire et gratuite à l'horizon 2030, conformément à la Loi d'orientation et aux engagements du PNDSE III. Il s'agit de garantir l'accès de

tous les enfants, sans distinction de genre, de lieu de résidence, de condition sociale ou de situation de handicap, à un enseignement fondamental de qualité, englobant le primaire et le cycle collégial désormais réduit à trois ans.

La transition fluide du préscolaire au primaire, puis du primaire au collège, constitue une priorité. Cela suppose, d'une part, la montée en puissance de la préscolarisation des enfants de 5 ans, et d'autre part, une meilleure articulation entre les cycles, notamment par l'élargissement des infrastructures et l'amélioration des conditions d'accueil dans les écoles et collèges publics, particulièrement en zones rurales. Le développement d'environnements favorables à la scolarisation des filles, à travers des dispositifs d'appui ciblés (kits scolaires, internats, mesures d'incitation), est un levier essentiel.

- **Enjeu 2 : Améliorer la qualité, la pertinence et l'inclusivité des apprentissages**

Ce deuxième enjeu vise à faire évoluer en profondeur l'offre éducative pour répondre aux attentes des usagers et aux exigences de transformation du système. La rénovation des curricula, fondée sur le Cadre de Référence National et articulée autour d'un socle commun de compétences, doit permettre de mieux ancrer les enseignements dans les réalités de notre société tout en intégrant les compétences du XXIe siècle.

L'introduction de l'enseignement multilingue, fondé sur les langues nationales, la langue arabe et le français, vise à renforcer l'unité nationale et la cohésion sociale tout en améliorant la compréhension et l'apprentissage des élèves. Les pratiques pédagogiques sont également réformées, notamment par l'introduction des leçons scriptées, de la pédagogie différenciée et de l'approche sensible au genre.

Enfin, l'enrichissement de l'environnement scolaire, la promotion d'activités sportives, culturelles et citoyennes, et le renforcement de la santé et de la nutrition scolaires viennent compléter les leviers de qualité.

- **Enjeu 3 : Renforcer la gouvernance, la gestion de proximité et le pilotage de la performance des établissements**

Ce dernier enjeu reflète la nécessité d'une transformation managériale du système éducatif, qui constitue un préalable indispensable à la réussite des réformes engagées. Il s'appuie sur une gouvernance plus inclusive et déconcentrée, mobilisant à la fois les structures centrales, les inspections, les directions régionales et les établissements scolaires.

Le renforcement du rôle des Comités de Gestion des Écoles (COGES), la formation des chefs d'établissement à la gestion axée sur les résultats, et l'expérimentation du projet d'établissement visent à améliorer l'efficacité locale et la responsabilisation des acteurs. L'implémentation progressive du Système Intégré de Recueil et d'Analyse pour la Gouvernance de l'Éducation (SIRAGE) permettra un suivi plus précis des performances, facilitant la prise de décision fondée sur des données fiables.

Par ailleurs, le renforcement des capacités des enseignants – à travers une formation initiale rénovée dans les ENI, un dispositif de formation continue structuré, et l'implication de l'ENS dans la formation des formateurs – constitue un levier de transformation durable du système éducatif.

4.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Garantir un accès équitable, universel et inclusif à l'éducation de base

Type de finalité des résultats visés

- ☑ Efficacité socio-économique
- ☑ Qualité de service rendu aux usagers
- ☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

Le taux de transition du primaire vers le collège progressera à 66,8%, témoignant d'une meilleure continuité des parcours scolaires.

Enfin, la proportion d'écoles disposant d'une cantine scolaire fonctionnelle atteindra 44,83 %, contribuant à la réduction de la faim en milieu scolaire et à une meilleure rétention des élèves, notamment en zones rurales.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2025	2026	2027	Cible
		Réalisation	Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
ILD 5 : Taux de transition du primaire au collège (Pourcentage)	%	60,8%	62,8	66,80%	77%
Pourcentage d'écoles disposant d'une cantine scolaire fonctionnelle désagrégé par wilaya et par moughataa	%	20,00%	44,83%	45,24%	48 %
ILD 6 : Nombre d'enfants réfugiés et d'enfants des communautés d'accueil inscrits dans le système éducatif national dans les zones d'accueil de réfugiés (Nombre)	Nombre	570 000	570 000	580 000	630000

1) Taux de transition du primaire au collège

- Source des données : SIRAGE, ANSADE (enquêtes démographiques et scolaires).
- Précisions méthodologiques : Calcul : (Nombre d'élèves inscrits en 1AS / nombre d'élèves inscrits en 6AF l'année précédente) × 100.
- Phénomène observé : Le passage effectif des élèves du primaire au collège.
- Changement attendu : Améliorer la continuité des parcours scolaires, limiter les ruptures à la fin du primaire.

2) Pourcentage d'écoles disposant d'une cantine scolaire fonctionnelle désagrégé par wilaya, par moughataa et par milieu

- Source des données : Rapport d'activités de la DNES et SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'écoles disposant d'une cantine fonctionnelle / nombre total d'écoles) × 100. Cantine fonctionnelle = cantine ouverte et opérant régulièrement durant l'année scolaire avec approvisionnement effectif.
- Phénomène observé : La couverture en cantines scolaires.
- Changement attendu : Réduire la faim dans l'espace scolaire, améliorer la fréquentation et la rétention des élèves, surtout en zones rurales.

3) Nombre d'enfants réfugiés et d'enfants des communautés d'accueil inscrits dans le système éducatif national dans les zones d'accueil de réfugiés

- Source des données : SIRAGE, ANSADE (enquêtes démographiques et scolaires).
- Précisions méthodologiques : nombre total des élèves concernés.
- Phénomène observé : La capacité d'inclusion du système éducatif.
- Changement attendu : Enfants réfugiés et communautés d'accueil scolarisés.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

En 2027, les ENI contribuent indirectement à l'élargissement de l'accès à l'éducation de base à travers le suivi, l'encadrement et la certification des instituteurs stagiaires. Cet accompagnement permet de renforcer la disponibilité d'enseignants qualifiés dans les zones rurales et enclavées, où les besoins sont les plus pressants. Les ENI participent aussi à la mission d'encadrement des diplômés nouvellement affectés dans les wilayas, afin d'assurer leur intégration et leur stabilité professionnelle. Ces actions, en consolidant la présence d'enseignants sur le terrain, soutiennent l'objectif d'offrir une éducation plus inclusive et équitable, notamment dans les zones à faible scolarisation.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la qualité, la pertinence et l'inclusivité des apprentissages

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☑ Qualité de service rendu aux usagers
- ☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, 3500 enseignants seront formés à l'application d'approches pédagogiques modernes selon le nouveau modèle hybride 2000 à la remédiation scolaire dans les matières fondamentales (littératie et mathématiques). Par ailleurs, 33% des élèves de 4e année maîtriseront les compétences en littératie et en numératie

Ces efforts permettront de consolider la professionnalisation des enseignants et d'assurer une meilleure qualité des apprentissages de base sur l'ensemble du territoire.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2025	2026	2027	Cible
		Réalisation	Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
(IQRA ILD 2) : Enseignants formés à l'application d'approches pédagogiques modernes selon le nouveau modèle hybride (Nombre)	Nombre	0	1 200	3 500	12500
(IQRA ILD 3 : Enseignants formés à la remédiation scolaire dans les matières fondamentales (littératie et mathématiques) (Nombre)	Nombre	0	0	2000	7000
ILD 4 : Pourcentage d'élèves de 4e année maîtrisant les compétences en littératie et en numératie	%	31%	31%	33%	38%

1) ILD 2 : Enseignants formés à l'application d'approches pédagogiques modernes selon le nouveau modèle hybride (Nombre)

- Source des données : DRH/MERSE (SIGRH), SIRAGE, TENWIR.
- Précisions méthodologiques :
  Définition "enseignant formé": Valide au moins trois des modules de formation suivants : Numératie, Littératie [français ou arabe], Pédagogie, Méthode des leçons scriptées. Modules élaborés dans le cadre du nouveau modèle hybride de formation continue des enseignants. Utilisation de la base de données SIRAGE (Tenwir) pour déterminer le nombre d'enseignants additionnels qui ont réussi au moins trois des modules listés ci-dessus au cours des douze derniers mois.
- Phénomène observé : renforcement des capacités des enseignants.
- Changement attendu : Améliorer les pratiques pédagogiques et les performances scolaires des élèves.

2) ILD 3 : Enseignants formés à la remédiation scolaire dans les matières fondamentales (littératie et mathématiques) (Nombre)

- Source des données : IGEN, SIRAGE.
- Précisions méthodologiques :
  Définition "enseignant formé" : Réussir les trois des modules de formation en remédiation suivants : Lecture, Ecriture, Calcul.
  Modules élaborés dans le cadre du nouveau modèle hybride de formation continue des enseignants.
- Modalités de vérification : **Année 1**: IVA confirme disponibilité et validation des 3 modules (Rapport de validation) : **Année 2:** l'IVA utilisera la base de données SIRAGE(Tenwir) pour déterminer le nombre d'enseignants additionnels qui ont réussi les trois modules listés ci-dessus au cours des douze derniers mois.
- Phénomène observé : renforcement des capacités des enseignants.
- Changement attendu : Améliorer les pratiques pédagogiques et les performances scolaires des élèves.

3) ILD 4 : Pourcentage d'élèves de 4e année maîtrisant les compétences en littératie et en numératie

- Source des données : CNE, SIRAGE.
  Précisions méthodologiques : Année 1 : Recrutement par concours interne de 10 évaluateurs à la CNE avec un

minimum de 5 ans et max 10 ans comme enseignant du secondaire ou inspecteur, capacités vérifiables en statistiques ou évaluation et capacités de rédaction vérifiable en arabe ou en français.
Utilisation des données des SDI validées qui seront menées au moins tous les 2 ans (années 2 et 4)

- Phénomène observé : renforcement des capacités des enseignants.
- Changement attendu : Améliorer les pratiques pédagogiques et les performances scolaires des élèves.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

La contribution des ENI à cet objectif est centrale. En 2027, elles prévoient l'amélioration de l'accompagnement des stagiaires durant leurs stages pratiques grâce à la mise en place d'un plan structuré comprenant des missions, des outils de suivi et un calendrier d'évaluation. Parallèlement, elles renforceront les compétences de leurs propres formateurs à travers une formation à l'intégration des leçons scriptées dans les disciplines clés, notamment les langues, les mathématiques et les sciences de l'éducation. Cette orientation vise à améliorer la qualité de la formation initiale et, par ricochet, la qualité des enseignements dispensés dans les écoles. Enfin, la mission d'encadrement des diplômés déployés sur le terrain contribue à réduire les écarts de performance en garantissant un suivi rapproché. Ainsi, les ENI participent directement à l'amélioration de la qualité et de la pertinence des apprentissages.

OBJECTIF N°3 : Améliorer le pilotage, la gouvernance et le suivi de la performance

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, 1240 établissements primaires et secondaires disposeront de COGES fonctionnels, 75% d'un projet d'établissement (PE) et/ou d'un plan d'amélioration de l'école (PAE) .

Par ailleurs, le Taux d'achèvement du collège s'établira à 65%.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2025	2026	2027	Cible
		Réalisation	Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
ILD 10 : Établissements primaires et secondaires disposant de COGES fonctionnels (Nombre)	Nombre	740	940	1 240	2240
Pourcentage d'écoles disposant d'un projet d'établissement (PE) et/ou d'un plan d'amélioration de l'école (PAE) validé, désagrégé par wilaya et par moughataa	%		50%	75%	100%
Taux d'achèvement du collège désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%		63,03%	65%	70%

1) Établissements primaires et secondaires disposant de COGES fonctionnels (Nombre)

- Source des données : Rapports de mission de suivi DEF, DREN, IDEF, IC, SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = Nombre d'écoles avec COGES fonctionnel

  Un COGES est fonctionnel s'il:
  - est officiellement établi suivant la procédure décrite dans l'arrêté des COGES avec la Communauté,
  - dispose de la Présidence et de la majorité des membres,
  - dispose d'un PAE adopté (année N)
  - a reçu une subvention du Budget de l'Etat au cours des derniers 6 mois

  La vérification se fera à partir d'un extrait de SIRAGE contenant la liste de tous les établissements dotés de COGES fonctionnels (avec nom et emplacement), pour déterminer la variation du nombre d'écoles disposant de COGES fonctionnels par rapport à l'année précédente. Un échantillon d'écoles sera sélectionné pour vérifier leurs documents, le transfert effectif des fonds.
- Phénomène observé : Le degré d'implication communautaire dans la gestion scolaire.
- Changement attendu : Renforcer la gouvernance locale et la participation citoyenne à l'école.

2) Pourcentage d'écoles disposant d'un projet d'établissement (PE) et/ou d'un plan d'amélioration de l'école (PAE) validé, désagrégé par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports d'écoles, SIRAGE, Rapports de suivi par DEF, DREN, IDEF, IC.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'écoles avec PE/PAE validé / nombre total d'écoles) × 100. Validation = approbation par l'autorité compétente (DREN/IDEF).
- Phénomène observé : La planification stratégique au niveau local.

- Changement attendu : Renforcer l'autonomie des écoles et améliorer la qualité des apprentissages.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS DE L'ETAT / PARTENAIRES

Dans le cadre de cet objectif, les ENI entendent renforcer leur environnement institutionnel et logistique. En 2027, elles bénéficieront d'équipements pour l'amphithéâtre, les cuisines de restauration, les chambres froides et la fourniture d'un groupe électrogène, afin de garantir un cadre de formation plus fonctionnel et plus stable. Ces investissements matériels visent à améliorer la gouvernance interne des écoles normales et à assurer une meilleure qualité des conditions de vie et d'études pour les stagiaires. À travers ces efforts, les ENI contribuent à consolider le pilotage de leur propre dispositif de formation, et, au-delà, à renforcer le suivi de la performance des futurs enseignants destinés à alimenter le système éducatif de base.

4.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

4.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR PARTIE

Libellé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
	CE 2026	CE_PLFI_2027	LFR_2026	CP_PLFI_2027
Dépenses de personnel		-	7 861 853 477	8 333 420 084
Dépenses d'acquisition de biens et de services			180 866 130	510 839 870
Subventions et transferts courants			75 176 300	165 080 789
Dépenses d'investissement	566 000 000	516 000 000	90 000 000	56 000 000
Total Promotion de l'éducation de base	**566 000 000**	**516 000 000**	**8 207 895 907**	**9 065 340 743**
Dépenses de personnel		-	1 025 309 065	1 129 046 346
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	99 438 389	114 599 233
Total Formation et environnement scolaire		**-**	**1 124 747 454**	**1 243 645 579**
Total	**566 000 000**	**516 000 000**	**9 332 643 361**	**10 308 986 322**

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la dernière Loi de Finances adoptée.

4.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Réalisation 2025 (1) (2)	Ouverts en LF pour 2026 (1) (a)	Répartition prévisionnelle 2027			Total
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (Entrées - sorties)	Effectifs 2026 (a + Ecart)
E8 Inspecteur						3
A1						44
A2						83
A3						6 708
B						14 330
C						2 198
Intégrations/recrutement 2026 + ND						888
Agent contract. Expatrie						2
Sous contrat à durée déterminé						502
Prestataires de service						2 761
E1C agent d'appui contractuel						1 762
Total administration						**29 281**

(1) Les colonnes 2025 et 2026 sont alimentées par le fichier de la Solde à la Direction Générale du Budget
(2) La réalisation est tirée du RAP de l'année précédente
(3) Cette catégorie de fonctionnaires est en voie d'extinction

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Réalisation 2025	Ouverts en LF pour 2026 (1)	Répartition prévisionnelle 2027			Total
	(1) (2)	(a)				
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (Entrées - sorties)	Effectifs 2026 (a + Ecart)
E8 Inspecteur						1
A3						162
B						123
C						41
E1C agent d'appui contractuel						2
Agent contract. expatrie						1
Total opérateurs du programme						**330**

(1) Les colonnes 2025 et 2026 sont alimentées par le fichier des personnels des établissements publics et structures assimilées (Direction Générale du Budget)
(2) La réalisation est tirée du RAP de l'année précédente
(3) La prévision est tirée du PAP de l'année en cours

4.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES

4.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL

	2026 Prévision		2027 Prévision		Ecart entre 2027 et 2026	
	Effectifs (en ETPT)	Coût total	Effectifs (1) (en ETPT)	Coût total (2)	Ecart d'effectifs (effectifs 2027 – effectifs 2026)	Ecart de coût (coût 2027 – coût 2026)
Tout type et tout emplois confondu		6 215 288 988		6 770 209 136		554 920 148
Coût total des emplois du programme		**6 215 288 988**		**6 770 209 136**		**554 920 148**

(1) Les effectifs sont ceux de la colonne « Total » des propositions d'emplois de l'administration (voir p17), ou ceux de la colonne « Prévision 2026 » des propositions d'emplois des opérateurs de l'Etat (voir p18)
(2) Le coût total des emplois pour le programme doit être égal à la « Partie 1. Dépenses de personnel » de la présentation des crédits par action et par partie pour l'année considérée (voir p25)

Demandes de recrutement					Justification
Priorité	Métier / Fonction	Nombre	Dont internes	Dont externes	
Doter les écoles en enseignants qualifiés	**Instituteurs principaux sortants des ENI**	**329**			**Recrutement des élèves enseignants en fin de formation à l'ENI en 2026**
Doter les écoles en enseignants qualifiés	**Instituteurs sortants des ENI**	**391**			**Recrutement des élèves enseignants en fin de formation à l'ENI en 2026**

Justifications :

Les besoins exprimés dans le cadre du PAP 2027 traduisent la volonté du ministère de renforcer à la fois la capacité d'encadrement pédagogique et la qualité de la gestion administrative du système éducatif. Ces besoins s'inscrivent dans la continuité du PNDSE III, qui met l'accent sur l'amélioration de l'accès, de la qualité et de la gouvernance du système éducatif.

1. Recrutement d'enseignants du primaire

Le déficit d'enseignants du primaire demeure l'un des principaux facteurs limitant la progression vers la scolarisation universelle. Malgré les efforts engagés ces dernières années, le ratio élèves/enseignant reste élevé, particulièrement dans les zones rurales où il dépasse souvent 45 élèves par enseignant. La croissance démographique, la réouverture d'écoles fermées, l'ouverture de nouvelles salles de classe et les départs à la retraite accentuent la pression sur les effectifs existants.

L'objectif est de garantir une présence équilibrée d'enseignants qualifiés sur l'ensemble du territoire et d'améliorer les conditions d'apprentissage à travers une réduction progressive du ratio élèves/enseignant.

4.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS

Type	Nature du dispositif	2026 Montants	2027 Montants	Justifications pour 2027
Total				
4. Autres subventions et transferts	**Transfert courant aux ENI**	75 176 300	165 080 789	**Poursuite du processus de formation des enseignants dans les cinq écoles de formation initiales**
Total Global		75 176 300	165 080 789	

4.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Projets d'investissement :

Projets	Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin)	Coût global du projet	Dépenses 2026 et années antérieures (y.c. FinEx)	Financements intérieurs prévus pour 2027 (1)	Financements extérieurs prévus pour 2027 (2)	Demande d'inscription à la LF 2027 (1+2)
Appui au renforcement des capacités d'établissements scolaires						6 000 000
Production des tables bancs pour accompagner le développement de l'offre scolaire						50 000 000
Total global						56 000 000

V. PROGRAMME ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

5.1. PRESENTATION DU PROGRAMME

5.1.1. PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme « Enseignement secondaire » constitue un maillon stratégique du système éducatif national. Il vise à consolider les acquis de l'éducation de base et à préparer les élèves à la poursuite des études supérieures, à la formation technique et professionnelle, ou à leur insertion dans la vie active.

L'enseignement secondaire, d'une durée de trois (3) ans, est dispensé dans les lycées et structuré en deux phases : une année de tronc commun, suivie de deux années de spécialisation, organisées selon deux voies : (i) une voie générale, comprenant un pôle humanités et un pôle sciences et techniques ; (ii) une voie technique et professionnelle, en articulation avec le dispositif national de formation technique et professionnelle.

Le programme est aligné sur les priorités du Programme 4 « Enseignement secondaire » du PNDSE III (2023–2030), qui vise à ce qu'en 2030, 37 % d'une génération achève le cycle secondaire. Il s'articule autour de plusieurs priorités, notamment :

- le développement de la scolarisation des filles, particulièrement en milieu rural ;
- l'amélioration de l'environnement socio-pédagogique et des infrastructures scolaires ;
- la promotion de l'excellence et de l'encadrement de proximité ;
- la rénovation des curricula, l'intégration des sciences, des TIC et de l'éducation citoyenne ;
- le renforcement de la gestion participative au niveau des établissements.

Le programme ne prend pas en charge les cycles de l'éducation de base, ni ceux de l'enseignement supérieur ou de la formation professionnelle, mais s'articule étroitement avec les programmes « Éducation de base » et « Support à la réforme ». Il partage avec eux des objectifs de cohérence curriculaire, de gouvernance partagée et d'orientation stratégique.

Le programme est structuré en deux actions principales :

- **Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire** : cette action couvre la réforme des curricula autour d'un tronc commun et des parcours de spécialisation, la valorisation des filières scientifiques et technologiques, le renforcement des compétences pédagogiques et linguistiques des enseignants, l'enrichissement de l'environnement éducatif par des activités sportives, culturelles, et citoyennes, ainsi que le développement de services de santé adaptés en milieu scolaire.
- **Modernisation de la gestion des établissements secondaires (Lycées)** : cette action vise à renforcer le pilotage des établissements à travers la mise en œuvre de projets d'établissement, la promotion de la gestion participative avec les COGES, le rapprochement de l'inspection des lycées, ainsi que l'instauration de passerelles vers la formation professionnelle et technique. Une attention particulière est portée à la scolarisation des filles et à l'amélioration des conditions d'accueil, notamment dans les zones rurales ;

Le programme poursuit les missions suivantes :

- consolider et approfondir les acquis cognitifs et comportementaux des élèves ;
- développer les capacités d'analyse, de raisonnement, de communication et de travail en équipe ;
- diversifier les parcours de spécialisation selon les profils des élèves ;
- favoriser une éducation inclusive et équitable, en lien avec les enjeux de genre, d'environnement et de citoyenneté.

Le programme est mis en œuvre par les structures suivantes :

- La Direction de l'Enseignement Secondaire (DES), en charge de la coordination générale du programme ;
- La Direction de la Promotion de l'Enseignement des Sciences (DPES), responsable des filières scientifiques et technologiques ;
- La Direction de l'Animation Socio-éducative (DASE), chargée de l'animation culturelle, sportive et citoyenne ;
- Les quinze (15) Directions Régionales de l'Éducation Nationale (DREN) et les lycées publics relevant de leur autorité.

Le Responsable du programme (RPROG) est la **Directrice de l'Enseignement Secondaire**, en sa qualité de coordonnateur de l'ensemble des fonctions de pilotage pédagogique, administratif et stratégique de ce niveau d'enseignement.

5.1.2. PRESENTATION DES ACTIONS ET DE LEURS ACTIVITES

Action 1 : Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire
Cette action soutient les efforts de modernisation pédagogique, de diversification des filières et de développement de l'environnement éducatif au niveau secondaire. Elle répond aux objectifs fixés dans les articles 4, 5 et 7 de la Loi d'orientation, et aux priorités des axes 2 et 3 du PNDSE III : « Qualité, équité et inclusion » et « Réforme curriculaire et développement des compétences ».
Elle couvre les champs suivants :

- La révision des curricula autour d'un tronc commun et de filières de spécialisation, incluant les sciences, les technologies, les humanités et les langues ;
- La promotion de l'enseignement scientifique et des compétences numériques, en particulier dans les lycées de zone rurale ou à faible performance ;
- Le développement de l'environnement socio-éducatif : activités sportives, artistiques, culturelles, citoyennes, santé reproductive et bien-être des élèves ;
- L'amélioration continue de la qualité de l'enseignement à travers la formation continue des enseignants et le renforcement des dispositifs d'accompagnement pédagogique.

Structures administratives impliquées :

- Direction de la Promotion de l'Enseignement des Sciences (DPES), en charge de la stratégie nationale pour les filières scientifiques et des équipements associés ;
- Direction de l'Animation Socio-éducative (DASE), responsable des dimensions culturelles, sportives et citoyennes de l'offre éducative ;
- Les 15 DREN et les établissements secondaires de leurs ressorts, qui mettent en œuvre les activités dans les territoires

Action 2 : Modernisation de la gestion des établissements secondaires
Cette action vise à renforcer la gouvernance des lycées publics et privés à travers l'amélioration des pratiques de gestion administrative, pédagogique et participative, en cohérence avec les principes de transparence, d'autonomie encadrée et de redevabilité promus dans la loi d'orientation (articles 6, 10, 11 et 16) et le PNDSE III (axe 5 : Administration et gestion du système éducatif).
Elle recouvre plusieurs pans de politique publique :

- Le renforcement des capacités de gestion des établissements (projets d'établissement, outils de gestion, leadership local) ;
- La promotion de la gestion participative par l'implication des COGES et des communautés éducatives, avec un accent particulier sur le suivi des questions de genre, d'abandon scolaire et de rétention ;
- L'expérimentation et l'extension de démarches de pilotage local ancrées sur les résultats, en lien avec le SIRAGE et les dispositifs de suivi-décentralisé ;
- La mise en réseau des établissements et l'appui à la coordination entre les structures déconcentrées (DREN), les inspections et les directions centrales.

Cette action accompagne également la mise en œuvre d'une stratégie de décentralisation progressive de l'administration éducative, avec un rôle accru des DREN dans la régulation et le soutien aux établissements.
Structures administratives impliquées :

- Direction de l'Enseignement Secondaire (DES), responsable de la supervision technique et administrative des lycées ;
- Directions Régionales de l'Éducation Nationale (DREN) des 15 wilayas, assurant le pilotage local et l'encadrement rapproché des établissements secondaires publics et privés ;
- Lycées publics et privés, en tant que structures de mise en œuvre de l'action à l'échelle des établissements

ACTION N° 1 : Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire

Structure	Activités
DREN HODH EL CHARGHI	Fonctionnement des établissements secondaires
	Rémunération du personnel
DREN HODH EL GHARBI	Fonctionnement des établissements secondaires
DREN ASSABA	Fonctionnement des établissements secondaires
DREN BRAKNA	Fonctionnement des établissements secondaires
DREN TRARZA	Fonctionnement des établissements secondaires
DREN ADRAR	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN TAGANT	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN GUIDIMAGHA	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN TIRIS ZEMMOUR	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN INCHIRI	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN NDB	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN GORGOL	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN NOUAKCHOTT NORD	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN NOUAKCHOTT OUEST	Fonctionnement des établissements du secondaire
DREN NOUAKCHOTT SUD	Fonctionnement des établissements du secondaire

ACTION N° 2 : Modernisation de la gestion des établissements secondaires

Structure	Activités
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT	Indemnités d'équipement pour professeurs
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT	OUKHOUWA : discrimination Positives dans les Lycées d'Excellence
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT	JOUSSOUR au profit des élèves des wilayas ayant un taux faible d'admission

5.2. CADRAGE STRATEGIQUE

5.2.1. PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE

L'enseignement secondaire, structuré en un tronc commun et deux années de spécialisation, constitue une étape décisive dans le parcours éducatif. Il vise à consolider les acquis, à développer l'esprit critique, à initier à la citoyenneté et à préparer les jeunes à l'enseignement supérieur, à la formation professionnelle ou à l'insertion socioprofessionnelle, comme le prévoit la Loi d'Orientation du système éducatif (articles 4, 5 et 9).

Au cours des dernières années, des avancées notables ont été enregistrées. Le taux brut de scolarisation (TBS) au second cycle a connu une progression régulière, passant de moins de 20 % en 2012 à 35 % en 2023. Cette croissance, bien que modérée, a été marquée par une amélioration significative de la scolarisation des filles, qui sont devenues majoritaires dans les effectifs à partir de 2020. Sur la même période, les effectifs globaux sont passés de 42 000 à plus de 107 000 élèves, avec une croissance annuelle moyenne de 9 %.

Malgré ces efforts, l'enseignement secondaire reste confronté à des défis structurels majeurs. L'accès demeure limité, notamment dans les zones rurales et pour les populations vulnérables. Les taux de transition du collège vers le lycée et d'achèvement restent faibles. La qualité des apprentissages demeure préoccupante : en 2024, seulement 23,7 % des candidats ont réussi la session normale du baccalauréat, avec de fortes disparités selon les filières et les régions.

L'environnement scolaire souffre également de multiples insuffisances. Une part importante des lycées et collèges publics ne dispose ni d'électricité ni d'eau potable, et les équipements pédagogiques sont largement insuffisants. Les infrastructures disponibles ne permettent pas d'absorber la demande croissante, ce qui a contribué à une forte expansion du secteur privé, qui accueille désormais plus de 50 % des élèves du secondaire.

Le manque d'enseignants qualifiés et les phénomènes d'absentéisme affectent gravement les performances. L'offre de formation initiale reste encore concentrée et peu alignée sur les besoins réels en profils pédagogiques. L'encadrement pédagogique, bien que renforcé récemment, peine à couvrir l'ensemble du territoire avec efficacité.

Sur le plan budgétaire, les dépenses courantes absorbent l'essentiel des ressources du sous-secteur, limitant les marges de manœuvre pour les investissements structurants, tels que les constructions, les équipements ou l'introduction du numérique.

Consciente de ces enjeux, la volonté politique exprimée dans le PNDSE III traduit une ambition claire : faire en sorte que 37 % d'une génération achève le lycée d'ici 2030, en garantissant une éducation secondaire équitable, inclusive et de qualité. Cette ambition est portée par une série de réformes et de chantiers en cours, parmi lesquels :

- La restructuration des filières et la rénovation des programmes d'enseignement, avec une place accrue aux sciences, mathématiques et technologies (SMT) ;
- L'introduction progressive des TIC dans les apprentissages ;
- La rénovation de la formation initiale et continue des enseignants, en partenariat avec l'ENS ;
- Le renforcement de l'encadrement de proximité ;
- La mise en place de politiques ciblées pour promouvoir l'accès des filles au lycée, notamment en milieu rural ;
- La dynamisation de la vie scolaire et le développement des activités culturelles et sportives pour renforcer l'esprit civique et la citoyenneté active.

Les modalités de gestion du programme reposent sur la Direction de l'Enseignement Secondaire (DES), appuyée par la Direction de la Promotion des Sciences (DPES), la Direction de l'Animation Socio-éducative (DASE) et l'ensemble des DREN. Ces structures assurent la planification, le pilotage, le suivi des établissements publics, ainsi que la régulation du secteur privé.

Enfin, le programme s'appuie sur des partenariats actifs avec l'ENS, l'Institut Pédagogique National (IPN), l'IPELAN, et les partenaires techniques et financiers intervenant dans les réformes curriculaires, l'amélioration des infrastructures, la promotion de l'équité genre et l'appui à la gouvernance.

ENJEUX

- **Enjeu 1 : Favoriser un accès équitable et inclusif à l'enseignement secondaire**

L'un des défis majeurs auxquels notre système éducatif est confronté réside dans l'élargissement de l'accès au lycée, en particulier pour les filles et les élèves issus des zones rurales. La transformation attendue à ce niveau vise à faire passer le taux d'accès au second cycle du secondaire de 23 % en 2022 à 43 % d'ici 2030. Cette ambition suppose une volonté politique forte, traduite par la mise en œuvre de mesures structurantes et ciblées.

L'amélioration de l'accès repose sur une combinaison d'interventions complémentaires. D'une part, la construction d'établissements publics dans les zones à faible couverture géographique vise à rapprocher l'offre éducative des populations défavorisées. D'autre part, des mesures d'accompagnement, telles que la mise en place d'aires de restauration, la sécurisation des enceintes scolaires, la distribution de kits scolaires ou encore l'organisation de cours de rattrapage, viennent soutenir la rétention, notamment des filles. Ces actions s'inscrivent dans la vision présidentielle d'une école plus juste, plus inclusive et plus républicaine.

- **Enjeu 2 : Moderniser les curricula et renforcer la qualité des apprentissages**

Le second enjeu porte sur la modernisation du contenu et des pratiques pédagogiques dans le secondaire, dans le but d'améliorer la pertinence et la qualité des apprentissages. La réforme engagée prévoit une réorganisation des parcours autour d'un tronc commun initial, suivi de deux années de spécialisation. Cette structuration vise à offrir des choix éducatifs plus adaptés aux aspirations des élèves et aux besoins de la société.

Un accent particulier est mis sur la diversification des filières scientifiques et technologiques, notamment dans les domaines du génie civil, de l'électricité, de la mécanique ou encore de l'économie-gestion. Parallèlement, des passerelles sont envisagées entre le secondaire général et l'enseignement technique et professionnel, afin de valoriser les différentes formes d'intelligence et de répondre à la demande de compétences du marché de l'emploi.

La réussite de cette transformation dépend fortement de la qualité des enseignants. Le ministère prévoit donc de renforcer la formation initiale et continue, avec un accent sur les compétences linguistiques, pédagogiques et disciplinaires, dans une logique d'enseignement plus inclusif et plus efficace.

- **Enjeu 3 : Renforcer la gouvernance des établissements et créer un environnement éducatif propice à l'épanouissement**

Le troisième enjeu concerne l'amélioration du pilotage des établissements et de la qualité de la vie scolaire. La mise en œuvre progressive du projet d'établissement constitue un levier central de cette dynamique. À travers un processus de diagnostic, de planification et de suivi, chaque lycée sera amené à élaborer son propre plan d'amélioration, dans une logique de responsabilisation et de performance.

Par ailleurs, la gestion participative, notamment à travers le rôle accru des Comités de gestion des établissements scolaires (COGES), doit permettre d'impliquer davantage les communautés éducatives et les parents d'élèves dans la vie scolaire. Cette démarche est également essentielle pour mieux suivre les enjeux de genre, de persévérance et de réussite.

Enfin, l'environnement scolaire sera enrichi par la promotion d'activités sportives, culturelles et citoyennes, ainsi que par le développement de services adaptés aux besoins des adolescents, notamment en matière de santé reproductive. L'objectif est de faire du lycée un lieu d'apprentissage, mais aussi un espace de socialisation, de construction personnelle et de citoyenneté.

5.2.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Favoriser un accès équitable à l'enseignement secondaire

Type de finalité des résultats visés

- ☑ Efficacité socio-économique
- ☑ Qualité de service rendu aux usagers
- ☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, le système secondaire visera une consolidation de la couverture éducative et une réduction des disparités régionales et de genre.

Le taux brut de scolarisation des 15-18 ans s'élèvera à 40,05 %, confirmant une dynamique positive d'accès et de rétention.

Parallèlement, la proportion d'élèves inscrits dans les filières scientifiques et technologiques progressera à 18,5 %, signe d'une orientation plus équilibrée vers des formations porteuses et en phase avec les besoins du marché du travail.

Ces résultats reflètent les efforts combinés du MERSE en matière d'infrastructures, de sensibilisation des familles et d'équité territoriale.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Taux brut de scolarisation 15-18 ans désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%	38,65%	40,05%	42,50%
% d'élèves inscrits dans des filières scientifiques désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%	17,5%	18,50%	20%

1) Taux brut de scolarisation 15-18 ans désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa

- Source des données : SIRAGE, projections démographiques.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'élèves scolarisés âgés de 15-18 ans / population totale 15-18 ans) × 100.
- Phénomène observé : Le degré de scolarisation des adolescents.
- Changement attendu : Étendre la couverture éducative au lycée.

2) Pourcentage d'élèves inscrits dans des filières scientifiques ou technologiques désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa

- Source des données : SIRAGE, établissements secondaires.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'élèves inscrits en filières scientifiques ou technologiques / nombre total d'élèves au lycée) × 100.
- Phénomène observé : L'orientation vers les filières scientifiques et technologiques.
- Changement attendu : Diversifier et équilibrer les choix de formation pour répondre aux besoins du marché du travail.

OBJECTIF N°2 : Améliorer la qualité de l'enseignement et la pertinence des filières

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☑ Qualité de service rendu aux usagers
- ☐ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, la qualité des apprentissages au secondaire sera renforcée grâce à des investissements ciblés dans les infrastructures et le développement professionnel des enseignants.

Le taux d'achèvement du lycée chez les filles sera de 27% ; la proportion de lycées disposant de laboratoires de sciences fonctionnels et équipés, s'établira à 40% et 50% des lycées auront organisé au moins une activité socio-sportive ou culturelle avec participation active des élèves durant l'année scolaire.

Le pourcentage d'enseignants du lycée ayant bénéficié d'au moins une formation continue s'établira à 38 %, garantissant une actualisation régulière des compétences pédagogiques.

Ces avancées traduisent une amélioration de la pertinence de l'enseignement secondaire et une diversification progressive des expériences éducatives.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2025	2026	2027	Cible
		Réalisation	Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
ILD 8 : Taux d'achèvement du lycée chez les filles (Pourcentage)	%	25%	25%	27%	33%
Proportion de lycées disposant de laboratoires de sciences fonctionnels et équipés, désagrégée par wilaya et par moughataa	%		32%	40%	50%
Proportion de lycées ayant organisé au moins une activité socio-sportive ou culturelle avec participation active des élèves durant l'année scolaire, désagrégée par wilaya et par moughataa	%		45%	50%	70%
Pourcentage d'enseignants du lycée ayant bénéficié d'au moins une formation continue au cours de l'année désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa	%		59%	70%	100%

1) Taux d'achèvement du lycée chez les filles

- Source des données : SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (effectif des filles nouvellement inscrites en dernière année du lycées / effectif des filles en âges d'être inscrites) × 100.
- Phénomène observé : L'accès des filles à l'école.
- Changement attendu : Améliorer la qualité de l'enseignement.

2) Proportion de lycées disposant de laboratoires de sciences fonctionnels et équipés, désagrégée par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports des inspections de ICES, Pôles, DES, DREN, SIRAGE, DPM.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre de lycées avec laboratoires fonctionnels et équipés / nombre total de lycées) × 100. Fonctionnel = opérationnel et utilisé pour l'enseignement.
- Phénomène observé : La disponibilité des infrastructures scientifiques au lycée.
- Changement attendu : Améliorer la qualité de l'enseignement scientifique et stimuler l'intérêt des élèves pour les sciences.

3) Proportion de lycées ayant organisé au moins une activité socio-sportive ou culturelle avec participation active des élèves durant l'année scolaire, désagrégée par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports des établissements, SIRAGE, Rapports de mission DASE, DES, ICES, Pôles, DREN.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre de lycées ayant organisé ≥1 activité / nombre total de lycées) × 100.
- Phénomène observé : Le degré d'animation socio-éducative dans les lycées.
- Changement attendu : Promouvoir l'épanouissement des élèves et renforcer la vie scolaire.

4) Pourcentage d'enseignants du lycée ayant bénéficié d'au moins une formation continue au cours de l'année, désagrégé par sexe, par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports de formation, DRH/MERSE, SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre d'enseignants formés / nombre total d'enseignants) × 100.
- Phénomène observé : Le niveau de professionnalisation et d'actualisation des compétences des enseignants.
- Changement attendu : Améliorer la qualité des pratiques pédagogiques au lycée.

OBJECTIF N°3 : Renforcer la gouvernance et le pilotage des établissements

Type de finalité des résultats visés

- ☐ Efficacité socio-économique
- ☐ Qualité de service rendu aux usagers
- ☑ Efficience de l'Administration

Cases pouvant être reportées dans les éléments ci-dessus : ☐ ☑.

Résultat annuel

En 2027, la gouvernance des lycées deviendra plus participative et structurée.

La nombre de lycées dotés d'un Comité de Gestion (COGES), atteindra 50, améliorant leurs capacités de gestion locale tandis que ceux disposant d'un projet d'établissement progressera à 20, favorisant une planification décentralisée et alignée sur les priorités nationales.

Par ailleurs, 20 % des COGES tiendront leurs réunions statutaires avec procès-verbaux validés, consolidant la transparence et la redevabilité à l'échelle locale.

Ces progrès contribueront à instaurer un modèle de pilotage fondé sur la participation communautaire et la performance institutionnelle.

Indicateurs

Intitulés	Unité	2026	2027	Cible
		Prévision actualisée	Cible	Echéance pluriannuelle
Nombre de lycées disposant d'un Comité de Gestion (COGES), désagrégé par wilaya et par moughataa	Nombre	5	50	70
Nombre de lycées disposant d'un projet d'établissement (PE), désagrégé par wilaya et par moughataa	Nombre	5	20	30
Pourcentage de COGES ayant tenu leurs réunions statutaires avec procès-verbaux validés, désagrégé par wilaya	%	50	20	30

1) Pourcentage de lycées disposant d'un Comité de Gestion Scolaire (COGES), désagrégé par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports de missions de DES, ICES, Pôles, DREN, SIRAGE, documents des COGES.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre de lycées avec COGES / nombre total de lycées) × 100. Fonctionnel = comité en place, actif et respectant ses attributions.
- Phénomène observé : La gouvernance participative au niveau des lycées.
- Changement attendu : Renforcer l'implication des communautés dans la gestion des établissements secondaires.

2) Nombre de lycées disposant d'un projet d'établissement (PE), désagrégé par wilaya et par moughataa

- Source des données : Rapports d'écoles, SIRAGE, Rapports de missions de DES, ICES, Pôles, DREN.
- Précisions méthodologiques : Calcul = Total de lycées disposant d'un PE validé
- Phénomène observé : La planification stratégique au niveau des établissements secondaires.
- Changement attendu : Renforcer l'autonomie et la capacité de pilotage des lycées.

3) Pourcentage de COGES ayant tenu leurs réunions statutaires avec procès-verbaux validés, désagrégé par wilaya

- Source des données : Rapports de COGES, Rapports de missions de DES, ICES, Pôles, DREN, SIRAGE.
- Précisions méthodologiques : Calcul = (Nombre de COGES ayant respecté leurs réunions statutaires avec PV validés / nombre total de COGES) × 100.
- Phénomène observé : Le respect des principes de redevabilité et de transparence dans la gouvernance scolaire.
- Changement attendu : Institutionnaliser une gouvernance démocratique et transparente.

5.3. PRESENTATION DES MOYENS DEMANDES

5.3.1. PROPOSITIONS BUDGETAIRES

PRESENTATION DES CREDITS PAR ACTION ET PAR PARTIE

Libellé	Crédits d'engagement		Crédits de paiement	
	CE 2026	CE_PLFI_2027	LFR_2026	CP_PLFI_2027
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-		38 570 960
Subventions et transferts courants		-		5 850 326
Total Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire		**-**		**44 421 286**
Dépenses de personnel		-	394 468 017	480 662 256
Dépenses d'acquisition de biens et de services		-	52 124 605	41 474 606
Total Modernisation de la gestion des établissements secondaires (lycées)			**446 592 622**	**522 136 862**
Total		**-**	**446 592 622**	**566 558 148**

(1) Les crédits qui figurent dans cette colonne sont ceux de la dernière Loi de Finances adoptée.

5.3.2. PROPOSITIONS D'EMPLOIS

EMPLOIS DE L'ADMINISTRATION

Emplois de l'administration	Réalisation 2025	Ouverts en LF pour 2026 (1)	Répartition prévisionnelle 2027			Total
	(1) (2)	(a)				
			Prévisions de sorties	Prévisions d'entrées	Ecart (Entrées - sorties)	Effectifs 2026 (a + Ecart)
E8 Inspecteur						2
A1						2810
A3						28
B						18
C						4
E1C agent d'appui contractuel						9
Total opérateurs du programme						**2 871**

(3) Les colonnes 2025 et 2026 sont alimentées par le fichier de la Solde à la Direction Générale du Budget
(4) La réalisation est tirée du RAP de l'année précédente
(5) Cette catégorie de fonctionnaires est en voie d'extinction

EMPLOIS DES OPERATEURS DE L'ETAT

	Effectifs		
Emplois rémunérés	Réalisation 2024 (1) (2)	Prévision 2025 (1)) (3)	Prévision 2026
Néant			
Total pour l'opérateur			
Total pour le programme			

5.4. JUSTIFICATION DES CREDITS DEMANDES

5.4.1. DEPENSES DE PERSONNEL

	2025 Prévision		2026 Prévision		Ecart entre 2026 et 2025	
	Effectifs (en ETPT)	Coût total	Effectifs (1) (en ETPT)	Coût total (2)	Ecart d'effectifs (effectifs 2025 – effectifs 2024)	Ecart de coût (coût 2026 – coût 2025)
Tout type, tout emploi		394 468 017		480 662 256		86 194 239
Coût total des emplois du programme		394 468 017		480 662 256		86 194 239

(6) Les effectifs sont ceux de la colonne « Total » des propositions d'emplois de l'administration (voir p17), ou ceux de la colonne « Prévision 2026 » des propositions d'emplois des opérateurs de l'Etat (voir p18)
(7) Le coût total des emplois pour le programme doit être égal à la « Partie 1. Dépenses de personnel » de la présentation des crédits par action et par partie pour l'année considérée (voir p25)

Demandes de recrutement					Justification
Priorité	Métier / Fonction	Nombre	Dont internes	Dont externes	
Doter les collèges et les lycées en enseignants qualifiés	Professeurs de collèges	168			Recrutement des élèves enseignants en fin de formation à l'ENS en 2026

Justifications :

Au niveau du second cycle du secondaire, le besoin en encadrement sera principalement satisfait par un recrutement interne à travers un concours professionnel.

Cette approche vise à valoriser les compétences existantes au sein du système éducatif tout en limitant les charges budgétaires. Elle permettra d'identifier, parmi les enseignants du collège les plus expérimentés, ceux remplissant les critères pour enseigner au lycée.

Ce mécanisme interne garantit la continuité du service public, la capitalisation de l'expérience acquise et la montée en compétence progressive du personnel enseignant, tout en assurant la couverture des besoins spécifiques dans les disciplines scientifiques et techniques.

5.4.2. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS

Type	Nature du dispositif	2025 Montants	2026 Montants	Justifications pour 2026
2. Aux organismes publics personnalisés et/ou organismes supra nationaux	Néant			
Total				

5.4.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Projets d'investissement :

Projets	Durée prévue du projet des études à la fin des travaux (début-fin)	Coût global du projet	Dépenses 2026 et années antérieures (y.c. FinEx)	Financements intérieurs prévus pour 2027 (1)	Financements extérieurs prévus pour 2027 (2)	Demande d'inscription à la LF 2027 (1+2)
Néant						
Total global						